

Commençons par présenter à tous, lectrices et lecteurs, nos meilleurs vœux pour 2002. La parution rapide du n° 20 surprendra ceux qui ont parfois dû attendre longtemps entre deux livraisons. L'arrivée en temps et en heure d'un pourcentage élevé des articles promis, ainsi que le dévouement d'un auteur qui a préparé en toute urgence le nouveau dossier sur l'Argentine, tout cela explique que ce numéro succède aussi rapidement au précédent. Nous avons ainsi rattrapé le retard pris à l'automne, lorsqu'il a fallu prendre le temps de présenter une appréciation réfléchie et argumentée des attentats du 11 septembre et de la situation créée par le début de la guerre en Afghanistan.

Dans ce numéro, le projecteur est braqué sur la Palestine, sur l'Argentine et sur la France. C'est en Palestine que la radicalisation ultra réactionnaire qui a suivi les attentats du 11 septembre a eu les conséquences politiques directes les plus graves, du point de vue du combat pour les droits des opprimés, la démocratie et la liberté. Deux cultures de mort y sont à l'œuvre : celle de Sharon, de ses ministres et de ses généraux, à qui G.W. Bush a donné le feu vert pour « combattre le terrorisme » en s'inspirant des méthodes américaines contre le réseau Al-Qaida ; celle des chefs de l'Islam politique, qui enferment les Palestiniens dans l'impasse des attentats suicides, qui ne vaut pas mieux que n'importe quelle autre politique d'attentats de masse contre des populations civiles.

Nous avons déjà parlé longuement de l'Argentine dans le précédent numéro. Un article avait analysé la crise économique et sociale ; un autre les résultats des élections, l'ampleur de l'abstention et la montée du vote

pour les organisations d'extrême gauche. Les événements de décembre ont montré l'ampleur et la détermination du soulèvement populaire d'un côté, et de l'autre révélé la profondeur de l'implosion des structures économiques mais aussi politiques sous les coups de boutoir des mesures de libéralisation et de déréglementation débridées. Ici, la lecture de l'article sur la faillite du groupe texan Enron est importante, car elle montre l'ampleur des effets économiques et sociaux déstabilisateurs (les retraites privées, l'emploi), même dans les bases arrières du capitalisme néolibéral.

La lecture des articles venus d'Argentine paraît dire que le pays est entré dans une période de type pré-révolutionnaire, où les salariés et les chômeurs cherchent des issues à leurs problèmes, et posent ouvertement la question du contrôle social effectif, et donc de la propriété des entreprises comme de celle du système bancaire et financier. Face à la crise, les salariés et les chômeurs s'étaient engagés, pour des besoins de défense élémentaire et de survie, dans la construction de certains types d'organisations autonomes. Le soulèvement contre le gouvernement de De la Rúa et contre celui de son successeur péroniste a supposé aussi des formes d'organisation originales. Seront-elles les unes et les autres les fondements d'organes politiques indépendants dans lesquels les salariés et les chômeurs élaboreront le projet social et le programme politique correspondant à leurs aspirations ? Les organisations d'extrême gauche aideront-elles à la construction d'organes politiques indépendants ? Telles sont les questions de l'heure.

Un article de Jean-Philippe Dives élargit cette discussion. Il vient rap-

C'est en Palestine, plus que dans toute autre partie du monde, que la radicalisation ultraréactionnaire qui a suivi les attentats du 11 septembre a eu les conséquences politiques les plus directes et les plus meurtrières. Ici aussi, on constate l'impasse dramatique que représentent les réponses que l'islamisme politique prétend offrir.

Les Palestiniens seuls face à Sharon et Bush

Commençons par un rappel chronologique. C'est le 28 septembre 2000 que Ariel Sharon (à l'époque encore chef du Likoud) a effectué sa visite provocatrice sur l'esplanade de la mosquée al-Aqsa. Cette initiative a suscité, le jour suivant, de violentes manifestations à Jérusalem qui ont rapidement gagné la Cisjordanie et la bande de Gaza. La seconde Intifada avait commencé. Le 6 février 2001, Ariel Sharon remporte les élections, et le 7 mars il succède à Ehud Barak comme Premier ministre. Un mois plus tard, les opérations militaires connaissent un changement qualitatif. Le 11 avril 2001, des chars et des bulldozers entrent dans le camp de réfugiés de Khan Younis (Gaza), tuant deux Palestiniens et détruisant 25 maisons. L'utilisation des chars et de l'artillerie va devenir habituelle. C'est du 18 mai 2001 que date le premier attentat-suicide qui coûte la vie à cinq Israéliens à Netanya. Le lendemain, Israël fait un pas de plus dans l'escalade militaire en utilisant des avions de chasse F16, achetés aux Etats-Unis, pour tirer des missiles sur les bâtiments des organes de sécurité palestiniens à Naplouse. L'attaque provoque la mort de neuf Palestiniens. L'utilisation d'un armement aussi puissant a été fortement critiquée alors, aussi bien en Israël qu'à l'extérieur. Néanmoins, Israël a réutilisé ces F16 dans des opérations visant aussi bien à terroriser la population qu'à mener des frappes

ciblées. Le 9 août 2001, à la suite de l'attentat-suicide meurtrier de la pizzeria à Jérusalem, des F16 ont bombardé le quartier général de la police civile palestinienne à Ramallah. Le 26 août 2001, des F15 et des F16 ont attaqué des positions palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza...

LES ÉTAPES

DE L'EXPLOITATION DE

L'EFFET

Le gouvernement Sharon-Peres (car il ne faut jamais perdre de vue le fait que le gouvernement israélien est un gouvernement d'unité nationale, dont l'autre pilier est Shimon Peres, membre éminent de l'Internationale socialiste) a d'abord cru pouvoir exploiter l'effet « 11 septembre » tout de suite, dès le lendemain des attentats de New York et de Washington. Entre le 12 et le 17 septembre 2001, l'ampleur et l'intensité des attaques de l'armée israélienne se sont accentuées : 18 incursions dans les zones contrôlées par l'Autorité palestinienne ; 28 Palestiniens tués ; des destructions de grande ampleur dans les villes de Jénine et de Rafah. A cette date cependant, la précipitation de Sharon ne correspondait pas aux nécessités politiques américaines du moment, d'autant plus que Yasser Arafat a appelé le 18 septembre à l'arrêt des attentats, avant de réprimer dans le sang une mani-

festation anti-guerre à l'Université islamique de Gaza comme preuve de son adhésion à la « grande alliance » contre le réseau Al-Qaida (trois étudiants et un enfant ont été tués par la police de l'Autorité palestinienne).

Dans un premier temps, les Etats-Unis ont donc invité Israël à faire preuve de « retenue ». Le 11 octobre, G. W. Bush a même évoqué fugitivement, dans une conférence de presse où il a réitéré sa « déclaration de guerre au terrorisme », la possibilité que les Etats-Unis donnent leur appui à la proclamation d'un État palestinien. Rien n'était précisé quant à ses frontières ou à sa continuité territoriale, mais le mot était prononcé. Pourquoi ? Parce qu'à cette date les États-Unis craignaient encore la réaction des masses populaires des pays arabes contre le début des opérations militaires en Afghanistan, et il leur fallait encore achever de souder la grande « alliance » contre le réseau Al-Qaida. Les gouvernements de l'Union européenne, Chirac et Jospin en tête, ont applaudi de toutes leurs forces. L'ensemble des hommes politiques et des médias a loué la sagesse américaine, annonçant qu'au Moyen Orient les conséquences du 11 septembre auraient été bénéfiques, permettant à Arafat de se remettre en selle et contraignant Sharon à s'appuyer d'avantage sur Shimon Peres.

Après la mi-octobre, la position américaine a rapidement évolué. Les États-Unis ont constaté que les masses populaires des pays arabes ne s'étaient pas soulevées au point de menacer les régimes pro-américains. A partir de la rencontre de G.W. Bush avec les dirigeants russes et chinois à Shanghai, les Américains ont été assurés du soutien de Moscou et de Pékin. Les

concessions verbales sur la Palestine ont été remises au magasin des accessoires. Les formes diplomatiques les plus élémentaires également : hôte répété de Bill Clinton à la Maison Blanche et à Camp David, Yasser Arafat n'a même pas eu le droit de croiser G.W. Bush lors de l'Assemblée générale des Nations unies. Dans le même temps, les amis d'Ariel Sharon à Washington lui ont fait savoir qu'il avait la voie libre. L'exemple américain sur le terrain a fait le reste. Au vu de l'ampleur des moyens militaires utilisés en Afghanistan, ainsi que des formes politiques qui ont accompagné leur mise en œuvre (ce qui est appelé pudiquement « l'unilatéralisme » des États-Unis), Ariel Sharon a compris qu'il pouvait, lui aussi, s'engager dans une politique de fait accompli et faire régner la terreur dans les villes et les villages palestiniens. Tout était prêt.

Lorsque est survenu le 17 octobre, l'assassinat politique par des membres du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) du ministre israélien d'extrême-droite, Ravaïm Zeevi, comme représailles à celui en août de leur leader Abou Ali Moustafa par l'armée israélienne (dans ce cas encore on nomme cela pudiquement une « exécution extra-judiciaire »), celle-ci a pu s'engager, à l'exemple des États-Unis, du jour au lendemain, dans une répression « sans limites ». Entre le 18 et le 21 octobre, six villes palestiniennes étaient réoccupées par les forces israéliennes, cinq militants palestiniens de plus assassinés, de même que 21 civils, plus de 160 personnes blessées en une seule semaine. Parallèlement, Sharon a lancé une campagne de propagande politique sans merci contre le président de l'Autorité palestinienne, Arafat, ca-

ractérisé comme « le Ben Laden d'Israël ». Une visite officielle de Sharon à Washington est annoncée pour le 4 décembre. Il s'agit de bien la préparer.

De nouveau pas dans l'escalade meurtrière sont donc franchis dans la semaine du 20 au 26 novembre. Au camp de Khan Younis, à côté de Gaza, cinq enfants palestiniens sont tués sur le chemin de l'école par un engin piégé. Beaucoup de pays s'en émeuvent, de même qu'une fraction de l'opinion israélienne. L'effet en est vite contrecarré par l'organisation d'une provocation de grande envergure aux conséquences encore plus dramatiques. Le 23 novembre, un haut dirigeant du Hamas, Mahmoud Abou Hounoud, est assassiné à l'aide d'un missile tiré d'un hélicoptère lors d'une « exécution extra-judiciaire » modèle. Les 1^{er} et 2 décembre, la riposte attendue du Hamas à lieu : trois attentats-suicide à Jérusalem Ouest et à Haïffa provoquent un carnage : on compte 27 morts, dont les trois kamikazes palestinien, plus de très nombreux blessés graves.

C'est ainsi qu'Ariel Sharon a pu se rendre à Washington le 1^{er} décembre 2001 muni des éléments de sa démonstration du danger que le terrorisme ferait peser sur Israël à l'instar du réseau Al-Qaida sur les États-Unis. Il a commencé par s'assurer de l'appui du lobby sioniste au Pentagone et au Conseil national de sécurité. Fort de l'appui du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, il s'est rendu chez G. W. Bush et lui a annoncé qu'il allait agir avec « ses terroristes » de la même manière que les États-Unis agissaient avec les « leurs ». La Maison Blanche a publié une déclaration de Bush au titre éloquent, « Le moment est venu de combattre la terreur » (Le texte complet de cette déclaration a été publié

par Le Monde du 4 décembre 2001). Le 4 décembre, enfin, Yasser Arafat est « bloqué », « assigné à résidence », en somme emprisonné par l'armée israélienne à Ramallah. Le même jour Ariel Sharon déclare en écho à Bush : « Une guerre nous a été imposée. Une guerre de terreur ».

La décision des États-Unis de permettre à Sharon « de combattre la terreur » en Palestine, comme ils le faisaient de leur côté en Afghanistan et s'apprêtent à le faire « sur d'autres fronts », n'a reçu de la part des « grands » pays européens et des gouvernements socialistes et sociaux-démocrates qui les dirigent, que la plus faible des oppositions. A la télévision et dans le discours des « présidentiables » français en campagne, l'idée prévaut de plus en plus que le « problème du Moyen-Orient » est le fait du « terrorisme » et non de l'occupation militaire et du rejet par Israël des exigences les plus minimes des dirigeants palestiniens. Les attentats-suicide sont devenus la cause exclusive de la « violence », et non l'une de ses conséquences. On se refuse à dire qu'il y a affrontement dramatiquement inégal entre une partie qui possède un État surdéveloppé et un arsenal militaire moderne (approvisionné sans condition par les États-Unis), alors que l'autre est dépourvue d'État et se retrouve pratiquement sans défense, sauvagement persécutée, parquée dans l'équivalent de 160 minuscules cantons coupés les uns des autres par des barrières militaires, avec les écoles fermées, la vie économique rendue impossible, la société déstructurée. Replacer les attentats des kamikazes islamistes dans leur contexte n'absout pas d'en souligner la profonde impasse. Ils servent à creuser le fossé entre les Palestiniens et les Israéliens et à les

UN THÉORICIEN ISRAËLIEN DE « L'ÉRADICATION », OUZO LANDAU, MINISTRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE.

« Le monde musulman a été une grande civilisation. Aujourd'hui il est en retard dans tous les domaines. En s'attaquant à nous, les Palestiniens participent à la même lutte [que celle de Ben Laden] contre notre civilisation. Les accords d'Oslo ne sont pas la solution ici. Ils sont même le problème. Les Palestiniens ont lancé cette Intifada, parce qu'après Oslo ils se sont sentis plus forts. Il faut donc, comme en Afghanistan, détruire les infrastructures de la terreur. Je ne parle pas seulement du Amas et du Djihad, mais des talibans locaux qui les protègent, le Tanzin bras armé du Fatah, la force 17, la garde rapprochée d'Arafat, toute l'Autorité palestinienne à travers ses ministères, ses activités. Il faut mettre toutes ces organisations hors-la-loi, hors d'état de nuire. La destruction d'Israël est inscrite dans le code génétique de l'Autorité palestinienne. Nous devons prendre des mesures beaucoup plus drastiques pour lutter contre elle. Tuer ses soldats, détruire ses bâtiments, l'étrangler financièrement. [...] Quant aux responsables politiques, qu'ils retournent à Tunis. C'est une question de moment politique. Aujourd'hui Arafat est déjà coincé à Ramallah, sans possibilité de bouger, comme un paria. Pour le "président" de l'Autorité, c'est un symbole. Ici ce sera une lutte à mort entre nous et les Palestiniens. Car tant que les Palestiniens auront de l'espoir, la terreur ne cessera pas. [...] Avec l'actuel gouvernement israélien, les Palestiniens savent que c'est une lutte à mort. Alors tout augmente : la terreur d'un côté, notre répression de l'autre. Dans la guerre on ne finisse pas. [...] Je préfère un Hamas sans masque à une Autorité palestinienne qui avance masquée. La différence entre Arafat et le cheikh Yassine [le chef spirituel du Hamas] est le même qu'entre l'Étrangleur de Boston et Jack l'Éventreur. Tous deux sont des assassins. Seul la manière de tuer diffère. Pour les plans de paix on verra plus tard. Le terrorisme est comme une tumeur, comme le sida, le cancer. Il faut d'abord l'éradiquer. Nous ne devons pas cesser une seule seconde de mener bataille tant que nous l'aurons remporté. Ce qui est sûr, c'est que nous n'accepterons jamais l'existence d'un État palestinien. Ce serait une catastrophe. [...] On a trop perdu de temps avec Oslo. Maintenant il faut faire venir un million de Juifs supplémentaires en dix ans et progresser. Alors les Arabes comprendront. [...] Nous sommes au Moyen Orient. Celui qui l'emporte n'est pas le meilleur, c'est le plus obstiné. »
Le Monde, 14 décembre 2001, page 2.

confronter à deux cultures de mort : celle de Sharon et celle des chefs de l'Islam politique. Le ministre israélien de la Sécurité intérieure, Ouzi Landau, dans ses déclarations au journal Le Monde (voir encadré), vend la mèche lorsqu'il dit qu'il « préfère un Hamas sans masque à une Autorité palestinienne qui avance mas-

quée ».

**DANS LES TERRITOIRES
PALESTINIENS
UNE POLITIQUE
D'OCCUPATION
MILITAIRE**

DE DESTRUCTION SOCIALE

Le bouclage et l'occupation militaires actuels des territoires palestiniens ne datent pas de la Seconde Intifada (que les Palestiniens nomment l'Intifada al-Aqsa, du nom de la Mosquée et de l'esplanade où Sharon a fait sa provocation en septembre 2000). Ils sont l'aboutissement d'un processus ancien, qui s'est même accéléré dans les années 1990. A la suite des accords d'Oslo en 1993, des barrières israéliennes ont été construites tout autour des « territoires occupés », que ce soit sur la frontière internationale avec l'Égypte et la Jordanie, ou le long de la « ligne verte », la frontière avec Israël. Puis chaque nouvelle colonie a été protégée militairement et reliée aux autres par des « routes militaires » construites sur la base de l'expropriation des paysans palestiniens. Rappelons les données élémentaires au sujet des nouvelles colonies. Lors de la signature des accords d'Oslo, en 1993, on comptait 32 750 unités d'habitation dans les colonies. Depuis lors, 20 371 nouvelles unités d'habitation ont été construites. Cela représente une augmentation de 62 %. Sous le gouvernement Barak, la construction de 6 045 unités d'habitation a été lancée dans les colonies. La construction dans les colonies a même été en 2000 la plus active depuis 1992, avec le lancement de 4 499 constructions nouvelles. Au total, à la fin de juin 2001, 6 593 unités d'habitation étaient en construction dans les colonies.

Bien avant le début de la seconde Intifada, les Palestiniens qui voulaient voyager entre la bande de Gaza et la Cisjordanie devaient déjà obtenir un permis de sortie délivré par Israël. Israël a fréquemment renforcé ce bou-

clage en refusant tout permis de sortie (y compris les permis de travail en Israël) ou en interrompant les relations entre les zones palestiniennes. Chaque fois qu'elles le jugeaient « nécessaire pour la sécurité », les forces israéliennes ont déclaré le couvre-feu dans tel ou tel « secteur », empêchant que les gens puissent même sortir de leur maison. Depuis le début de la seconde Intifada, le bouclage des territoires et le siège des principales villes sont devenus quasi permanents, faisant des barrières une des caractéristiques de l'occupation actuelle. Des tranchées ont été creusées. Des blocs de béton ont été amenés afin de bloquer les routes en cas « d'urgence ». Le couvre-feu est devenu une règle et non plus une exception pour la majorité des villages, de même que pour des villes telles que Hébron, dont une partie est placée sous contrôle permanent de l'armée israélienne.

L'Autorité palestinienne, comme les organisations de solidarité avec la Palestine, rappellent que tout comme Israël n'a jamais appliqué les résolutions du Conseil de sécurité sur la Palestine, l'État juif (comme il se nomme lui-même) a constamment violé, et viole aujourd'hui plus systématiquement que jamais, toutes les conventions internationales sur la guerre et les conditions d'existence élémentaires des populations. Ainsi, les Conventions de Genève sur le droit humanitaire dictent qu'en temps de guerre les parties en conflit ont le devoir d'assurer que la population résidant là où un conflit se déroule puissent recevoir de la nourriture et des soins médicaux. La loi internationale interdit la destruction de propriétés civiles dans les territoires occupés militairement. Il est en particulier interdit d'attaquer ou de détruire des objets indispensables à la survie de

la population, tels que la nourriture, des terrains cultivés, des récoltes, des stocks de nourriture, des installations d'eau potable. Or c'est ce que l'armée israélienne a fait continuellement pour motifs de « sécurité ». Un seul exemple dont la portée peut être aisément comprise par tout méditerranéen. Aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie, des centaines d'hectares d'olivieraie ont été dévastés par l'armée israélienne sous prétexte que la culture d'oliviers fournit des boucliers pour des tireurs. Un olivier a besoin de 5 à 7 ans pour commencer à produire des fruits, et beaucoup d'oliviers abattus avaient plus de 100 ans d'âge.

Les conséquences du bouclage et de l'occupation militaires pour l'économie et pour les conditions quotidiennes d'existence des Palestiniens sont dévastatrices. Elles se sont encore aggravées au cours de 2001. Les ouvriers et les paysans ont été empêchés de se rendre au travail ; les commerçants et les petits entrepreneurs ont été incapables de vendre leurs marchandises. L'économie a été étranglée. Si 93 % des 52 000 permis de travail alloués par Israël ont été utilisés au cours du troisième trimestre 2000, seulement 42 % des 4 000 permis qui ont été maintenus à la fin de l'année étaient utilisés. Même les quelques « chanceux » qui ont pu garder leur permis de travail à la suite de la seconde Intifada sont très souvent empêchés de rejoindre leur lieu de travail à cause des bouclages. Puis il y a les écoles fermées ; les enfants qui meurent de mines piégées en tentant de s'y rendre ou de missiles de F15 et de F16 en sortant de classe. Derrière ces chiffres, il y a des histoires d'êtres humains, des histoires d'humiliation, de passages à tabac aux barrages, de longs détours à accom-

plier en empruntant des routes difficiles pour se rendre à l'école ou au travail. En Cisjordanie, depuis mars 2001, environ 15 000 familles qui représentent quelque 100 000 personnes dépendent complètement de l'assistance du Comité international de la Croix Rouge (le CICR) pour la nourriture. C'est le résultat direct du bouclage (et du « bouclage interne ») imposé par Israël à Gaza et à la Cisjordanie, qui interdit aux Palestiniens de quitter leur village, de rejoindre leur emploi, de se rendre sur des marchés ou d'avoir accès à des services médicaux. A la fin août 2001, le CICR a recensé 73 villages qui étaient, de façon régulière, isolés par des barrages routiers et

qui se trouvaient dans une condition économique critique.

Tels sont les faits dont des hommes politiques et des faiseurs d'opinion « responsables » tant soit peu honnêtes devraient faire état en permanence. Mais il est plus porteur électoralement de braquer le projecteur sur les seuls attentats-suicide et faire des discours généraux sur le « terrorisme ». Cela a l'avantage de s'intégrer à l'ensemble du discours « sécuritaire » dont la force de démonstration paraît s'accroître s'il est un discours d'ensemble, réponse à une menace « globale ». Cela correspond surtout aux vents qui soufflent de Washington.

UNE CARACTÉRISATION

POLITIQUE

DE YASER ARAFAT

Dès qu'on examine les faits, on constate que les « appels » lancés aux Palestiniens au long des années, avant comme après les accords d'Oslo, à négocier de façon « raisonnable » et de « comprendre la nécessité de trouver des compromis », n'ont jamais de fait été autre chose que des mises en demeure d'accepter la colonisation et l'occupation israéliennes. Plus précisément encore, tous (les pays Européens aussi bien que les États-Unis) ont exigé des Palestiniens à chaque nouvelle « reprise des négociations » qu'ils les acceptent en prenant comme base de départ les formes aggravées et l'extension territoriale nouvelle résultant de la phase la plus récente de l'avancée israélienne du moment. Il a fallu invariablement qu'ils acceptent aussi qu'Israël garde le droit exclusif de dire, unilatéralement, si les conditions de « sécurité » de l'État juif étaient réunies pour la mise en œuvre de l'accord qui serait signé. C'est sur cette base que les accords d'Oslo ont été négociés et signés. C'est ce qui s'est passé à Camp David en 2000, au cours de la dernière négociation sous la houlette de Clinton, puis encore à Tabah lors de la dernière rencontre avec les membres du gouvernement Barak. Depuis la reconnaissance de l'État d'Israël par l'OLP, Yasser Arafat s'est de plus en plus prêté à ce jeu. Il a signé les accords d'Oslo aux côtés de ce qui existe comme bourgeoisie économique palestinienne, portée par l'espoir illusoire de pouvoir produire, vendre et accumuler pour son propre compte dans un espace réduit mais stable. Arafat était un exilé à la tête d'un petit appareil. Son idéologie et sa

LA PROVOCATION AU CŒUR DES ENGRENAGES DE L'ESCALADE MILITAIRE

L'enchaînement des actions du gouvernement et des dirigeants de l'armée ressort bien à la lecture de la presse israélienne. Ainsi, après l'assassinat de Mahmoud Abou Hounoud par l'armée israélienne le 23 novembre, Alex Fishman, le spécialiste des questions militaires du grand quotidien israélien, Yediot Achronot, faisait le 25 novembre la « prédiction » suivante : « Une nouvelle fois, nous nous préparons avec crainte à une nouvelle attaque terroriste massive derrière la Ligne verte [les frontières de 1967]. Ceux qui ont donné le feu vert à cet acte de liquidation savaient parfaitement qu'il détruirait du même coup l'accord entre Hamas et l'Autorité palestinienne ; selon cet accord, Hamas devait éviter, dans le futur proche, de répéter des suicides à la bombe à l'intérieur de la Ligne verte, comme celui commis au Dolphinarium [la discothèque de Tel-Aviv]. » Et Fishman d'enfoncer le clou : « C'est un fait que si les services de sécurité ont accumulé des informations sur la préparation d'attaques terroristes à l'intérieur de la Ligne verte, celles-ci ne se sont pas matérialisées. Cela ne peut pas seulement être attribué aux succès impressionnants des services spécialisés dans l'interception de ceux qui se préparaient à se suicider avec une bombe et de ceux qui les contrôlent. Plus exactement, les directions respectives de l'Autorité palestinienne et du Hamas étaient arrivées à un accord selon lequel il serait préférable de ne pas faire le jeu d'Israël par des attaques massives dans ces centres peuplés. » La conclusion est limpide. « Ceux qui ont décidé la liquidation d'Abou Hounoud en connaissaient par avance le prix. La question a été discutée de façon approfondie aussi bien aux échelons militaires que politiques, avant que soit mise en œuvre la liquidation. Les organes de sécurité ont fait l'hypothèse qu'Hamas s'engagerait dans un effort concerté pour mener des attaques suicides à la bombe, et les préparations sont effectuées en conséquence. » Par « préparations », il faut entendre l'escalade militaire et répressive dans les territoires occupés et l'opération de propagande de grande envergure pour imposer que le « problème du Moyen-Orient » exclusivement est le fait du « terrorisme ».

vision du mode lui interdisaient de mener un combat dont les fondements sociaux et le programme auraient conduit à un affrontement prolongé avec l'impérialisme. Il a cru pouvoir se faire une petite niche dans le système impérialiste mondial, et il s'est mis, comme le dit Edward Saïd, « sous la tutelle américaine, cautionnant toutes les concessions, parmi lesquelles l'implantation de nouvelles colonies israéliennes » Expert dans « l'agression verbale à l'encontre d'Israël », sa seule politique pourtant est de les « faire revenir aux vieilles négociations dans des termes plus ou moins semblables » (voir « Dix points pour se mouvoir dans la réalité actuelle » traduit par Carré Rouge, n° 18, été 2001).

Arafat a largement (sinon complètement) abandonné les revendications nationales fondamentales de la Palestine, au cœur desquelles il y a la question de la terre. Arafat a donc combattu les secteurs laïques de l'OLP et a renforcé les positions des islamistes. Depuis vingt ans, il été toujours plus fortement motivé sa politique par un désir de mettre fin à son exil et de donner aux gens de son appareil et à lui-même les mesquines bases matérielles et donc les privilèges d'un embryon d'État croupion. C'est à cela que servent les subsides que l'Autorité palestinienne a reçues de la « communauté internationale » (en réalité à peu près exclusivement de l'Union européenne, qui n'a droit de peser sur aucune décision mais qui doit payer). L'appareil du Fatah a détourné pour lui-même une partie de ces subsides. Ses membres se sont ménagé une vie privilégiée, qui est une insulte aux Palestiniens des camps de réfugiés ou des campagnes colonisées par Israël.

Les islamistes du Hamas ont pu exploiter le ressentiment populaire

contre la corruption. Face à la défaillance de l'Autorité palestinienne, les gens, notamment dans les camps de réfugiés, se sont tournés vers le Hamas comme « organisation caritative », capable de les aider dans un nombre croissant de problèmes de la vie quotidienne. De plus en plus consciemment, Arafat et son appareil se sont déchargés de leurs responsabilités sur le Hamas. Du fait de l'action et de l'inaction conjointe des gouvernements israéliens successifs et d'Arafat, l'enseignement est tombé de plus en plus entre les mains des religieux. Dans un article récent publié par le Al-Ahram Weekly (25 au 25 octobre 2001), Edward Saïd note que « les jeunes hommes envoyés par Hamas ou le Jihad islamique font ce qu'on leur a dit de faire avec une conviction qui suggère des objectifs clairs, si ce n'est beaucoup plus. Le vrai coupable est un système d'éducation primaire privé désespérément de toute conception : bricolé à partir du Coran, des exercices répétés comme des perroquets et tirés de manuels surannés datant de plus de 50 ans, des classes désespérément grandes, des maîtres totalement non préparés pour leur travail et une incapacité presque totale à penser de manière critique. Avec les armées arabes surdimensionnées, ce système d'éducation vétuste a produit les bizarres banqueroutes dans la logique, la réflexion éthique et l'appréciation de la vie humaine, qui ont conduit aux poussées d'enthousiasme religieux de la pire espèce, ou au culte servile du pouvoir ».

LES OBJECTIFS

DU GOUVERNEMENT

SHARON-LANDAU-PERES

Tel est l'engrenage qui a conduit Arafat à entrer dans des négociations répétées dont le périmètre a été chaque fois plus étroit. L'éclatement de la seconde Intifada a marqué les limites de ce que les Palestiniens des camps de réfugiés et des campagnes colonisées pouvaient supporter. Il a donc également marqué les limites de ce qu'Arafat pouvait (et peut) faire comme concessions. Il a tout cédé et ceux qui l'ont utilisé, Américains et Israéliens, n'ont plus besoin de lui. Aujourd'hui le programme du gouvernement Sharon-Peres est de briser physiquement et moralement la résistance du peuple palestinien et d'en finir avec le symbole que constitue l'Autorité palestinienne. Il s'agit de réduire les Palestiniens au statut d'une population colonisée « pacifiée », ou alors de les chasser des derniers vestiges territoriaux de la Palestine, et de détruire l'Autorité dirigée par Arafat. Le Monde du 14 décembre a publié les propos recueillis par Sylvain Cypel auprès du ministre israélien de la Sécurité Intérieure, Ouzi Landau. Celui-ci ne s'embarrasse pas de nuances et tient un langage d'une violence à laquelle la sensibilité (pour ne pas dire la sensiblerie) démocratique de « l'opinion publique moyenne » de la France comme des autres pays européens est peu habituée de la part d'un ministre. Les déclarations de Ouzi Landau (voir encadré 2) sont la forme actualisée de celle faites par Ariel Sharon, le 12 avril 2001, au quotidien de Tel-Aviv, Haaretz, « La guerre d'indépendance [sic] de 1948 n'est pas achevée. Non. 1948 n'a été qu'un chapitre ».

Quel est l'enjeu représenté par l'existence de l'Autorité palestinienne ? Les accords d'Oslo établissaient un calendrier de retrait de Gaza et de Cisjordanie, et ils contenaient une

perspective de proclamation d'un État palestinien « partageant une même terre » aux côtés de l'État Juif. L'Autorité palestinienne a été créée comme amorce de cet État. Le gouvernement Sharon-Landau rejette catégoriquement toute idée de création d'un tel État, ce qui n'empêche pas Shimon Peres, pourtant l'un des « artisans d'Oslo », d'apporter sa caution à ce gouvernement. Sharon et Landau veulent détruire toute possibilité que cet État se crée. Pour ce faire, ils peuvent prendre appui sur ce que tous les gouvernements israéliens depuis 1993 ont fait pour en détruire les bases matérielles, au moyen de la politique de colonisation accélérée. Comme unique vestige des accords d'Oslo, il ne reste plus que l'Autorité palestinienne. Indépendamment de ce qui en a été dit du point de vue de l'appareil d'Arafat, son existence est un symbole : un pur symbole, mais un symbole quand même. Pour Sharon et les siens, ce symbole doit être détruit et l'heure de le faire leur semble avoir sonné.

C'est pour cela que la défense du peuple Palestinien inclut aujourd'hui celle de l'Autorité palestinienne, donc aussi celle d'Arafat, indépendamment de sa caractérisation politique indispensable, puisqu'il en est le chef. Mais cette défense ne peut pas s'accompagner de la moindre invocation du « respect des accords d'Oslo », dont le contenu est à l'origine directe de tout ce qui s'est passé depuis (non- proclamation immédiate de l'État palestinien, non-démantèlement des colonies dans les territoires occupés — avec maintien de points de fixation exprès comme à Hebron —, aucune interdiction de nouvelles implantations, monopole de détermination du « respect de la sécurité » donné à Israël, etc.). Le

combat politique immédiat doit se faire sur des mots d'ordre élémentaires qui dessinent les clivages essentiels actuels : « bas les pattes devant l'Autorité palestinienne », « retrait complet de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem », « démantèlement de toutes les colonies, implantations et routes de quadrillage construites depuis 1967 », et enfin « retour des réfugiés palestiniens dans les villages dont ils ont été chassés ». Car il ne faut jamais oublier qu'il y a eu en Israël application, avant que le terme ne surgisse, d'une politique de nettoyage ethnique, dont la conséquence a été la formation après 1947 d'immenses camps de réfugiés ; ces camps doivent être fermés et le retour des réfugiés des camps vers leurs terres assuré.

Ce sont là les plus importantes conditions préalables à toute possibilité pour les Palestiniens de s'exprimer ensuite, dans des conditions élémentaires de liberté et de démocratie, sur la manière dont ils veulent s'organiser politiquement dans l'avenir. Aucun choix, donc aucune solution de paix durables, ne sont possibles cependant sans la fin de l'occupation militaire et la démantèlement des colonies juives à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem. Ce sont les seuls mots d'ordre qu'on puisse défendre dans le très court terme, les seuls actes qui puissent « préserver l'avenir ». Ce sont les objectifs des milliers et des dizaines de milliers de jeunes Palestiniens qui affrontent l'armée israélienne d'occupation presque tous les jours. C'est à leurs côtés qu'il faut se placer sans la moindre hésitation et c'est dans ce sens qu'il faut tenter de discuter avec chaque Israélien qu'on peut connaître ou rencontrer. Car c'est sur ceux-ci qu'il faut faire fond. Rappelons ici encore l'un des

reproches majeurs adressés par Edward Saïd aux dirigeants palestiniens du Fatah dans le texte publié dans le n° 18 de Carré Rouge : celui de ne pas s'être adressés avec la détermination et la constance indispensables « à l'opinion publique israélienne, spécialement à ces citoyens touchés directement par les faits actuels, qui condamnent le pays à un état de conflit permanent, pas plus qu'aux centaines de réservistes qui ont refusé d'exécuter leur période militaire pendant l'Intifada. Il existe en Israël tout un groupe de votants que l'on peut impliquer. Il faut trouver un moyen de le faire, comme l'a fait le Congrès national africain, qui établissait comme priorité politique l'implication des Blancs contre l'apartheid ».

Seule, la fin de l'occupation militaire permettra aux Palestiniens de dire s'ils veulent se constituer en État souverain mitoyen avec celui d'Israël, ou au contraire rechercher, sur la base d'un seul État, une paix durable avec tous les Israéliens qui se révéleront capables de partager avec eux une même terre. Cependant, aussi bien l'histoire des États de la région avant 1947 que celle qu'ils ont vécue depuis, de même que la dispersion des réfugiés, nous conduisent à estimer qu'il ne pourra y avoir de paix véritable tant qu'une Fédération démocratique, laïque et socialiste n'aura pas vu le jour au Moyen Orient.

La propagande autour de ces revendications élémentaires doit aller de pair de notre part avec le travail pour informer, dire ce qui se passe, multiplier les initiatives les plus diverses qui permettent de faire front à la désinformation, à la désinformation. Faire tout ce que nous pouvons pour briser l'isolement politique des Palestiniens comme partie centrale de notre activité, aussi modeste que soit son impact actuel.

Une révolution a commencé en Argentine. Fin décembre, par leurs grèves et manifestations, en s'affrontant durement aux forces de répression, les travailleurs et le peuple ont renversé en l'espace de dix jours deux présidents et deux gouvernements, d'abord radicaux puis péronistes, c'est-à-dire représentant l'une puis l'autre des deux variantes du traditionnel bipartisme bourgeois. En additionnant les différents intérim, ce sont cinq présidents de la République qui viennent de se succéder en moins de deux semaines...

En introduction à des textes sur une révolution en marche...

Le fait que la faillite du « meilleur élève du FMI » constitue une condamnation sans appel du « modèle néolibéral » basé sur la finance globalisée a été souligné dans d'autres publications. Moins connues sont cependant les causes structurelles plus profondes. La catastrophe à l'œuvre depuis plusieurs années illustre tant les lois impitoyables de l'impérialisme capitaliste que celles du développement inégal et combiné : c'est parce que l'Argentine a été, à l'époque de la production intégrée de substitution des importations, un pays relativement avancé, le plus prospère d'Amérique Latine, que la mondialisation du capital a totalement détruit son économie. C'est pour cette raison, et évidemment pas du fait de prétendues particularités « culturelles » nationales (comme un journal aussi sérieux que *Le Monde* l'a insinué), que le parasitisme et la

corruption de la bourgeoisie, ainsi que de ses agents politiques et syndicaux, s'y manifestent dans de telles proportions. Le lecteur qui souhaite connaître et comprendre les ressorts d'une explosion ayant abasourdi et désorienté la quasi totalité des commentateurs occidentaux, pourra se référer avec profit à l'article que Roberto Ramirez avait livré en septembre pour notre dernier numéro (« Catastrophe économique et sociale, crise politique et renouveau des luttes en Argentine »).

La moindre des réalités et des enseignements politiques de la nouvelle situation n'est certes pas que soit posée à nouveau, directement et immédiatement, à une échelle de masse, et dans un pays dont le poids n'est pas mineur, la nécessité d'une alternative socialiste à la barbarie. L'extrême-gauche argentine, principalement trotskyste ou d'origine trotskys-

te, se trouve donc placée devant des responsabilités immenses. Elle est la seule force politique à avoir appelé et participé – en première ligne – à l'insurrection, dont les trois centrales syndicales, CGT officielle et dissidente comme CTA, ont été absentes parce que c'est la décision politique qu'elles avaient prise. Dans le scrutin législatif du 14 octobre dernier, les listes des différentes tendances marxistes révolutionnaires (l'une d'entre elles alliée au petit PC castriste) avaient obtenu 1 million de voix, 7 % des suffrages exprimés (voir, également dans notre numéro 19, l'article commentant cette « spectaculaire percée électorale »). Toutes aujourd'hui se développent de façon significative. Elles ont à relever le défi de s'unir autour d'un programme d'urgence susceptible de sortir le pays et le peuple travailleur de la catastrophe, ce qui implique d'ouvrir la voie à une transformation socialiste. Dans ce cadre, il leur faut « expliquer patiemment » les tenants et aboutissants de la situation, tout en œuvrant en faveur de l'indépendance et de l'auto-organisation des travailleurs et du mouvement populaire.

Pour cette édition, nous sommes heureux de pouvoir présenter, ci-après, des textes écrits dans le feu des événements par deux des intellectuels (et militants) marxistes révolutionnaires argentins les plus perspicaces et productifs. Leurs articles sont datés, et ces dates d'écriture ont leur importance. Ils sont ainsi centrés sur le contenu, les conséquences et enseignements des journées insurrectionnelles des 19 et 20 décembre, qui ont mis à bas le gouvernement De la Rúa en imposant d'abord la démission du ministre de l'économie haï, Cavallo (chantre du néolibéralisme et « père » de la parité dollar-peso dans les années quatre-vingt-dix, sous Menem,

avant d'être réembauché l'an dernier par De la Rúa), puis celui du président élu en 1999. Ils n'ont pu traiter de la chute de Rodriguez Saa (quoique leur contenu l'anticipe largement), ni ne commentent évidemment les faits politiques ultérieurs. D'où les lignes qui suivent, et se veulent complémentaires.

L'ÉPISODE

RODRIGUEZ SAA

Nommé le 23 décembre par l'assemblée législative (députés et sénateurs) en tant que président intérimaire, jusqu'à des élections présidentielles qui avaient alors été prévues pour le 3 mars, le péroniste Rodriguez Saa a dû jeter l'éponge au bout d'une semaine de mandat. Lors de sa prise de fonctions, il avait fait assaut de promesses et gestes totalement démagogiques et frauduleux : déclaration de « moratoire » d'une dette extérieure qui était de toute façon devenue impossible à payer (tout en affirmant que « l'Argentine honorerait à nouveau ses engagements » dès qu'elle le pourrait, et en garantissant la poursuite des paiements des intérêts de la dette dite « nationale » c'est-à-dire contractée auprès d'institutions argentines ou étrangères implantées dans le pays) ; annonce de « la création d'un million d'emplois en un mois » (en fait, des emplois bidon et payés moins qu'une misère, mais de toute façon impossibles à créer dans ce délai et à soutenir à une telle échelle, dans le cadre du système) ; annonce du maintien de la parité dollar-peso grâce à la création d'une monnaie supplémentaire, l'argentino, monnaie de singe devant servir de vecteur à une dévaluation masquée ; promesse de lever les restrictions bancaires décidées par le gouvernement précédent pour faire face à la crise de liqui-

dités (mesures signifiant une quasi confiscation des économies et salaires des travailleurs relativement mieux lotis de la dite « classe moyenne ») ; réception en grande pompe des Mères de la Place de Mai, promesse d'abroger le décret interdisant l'extradition de criminels de la dictature tels que le tristement célèbre capitaine Astiz...

Le soutien de la bourgeoisie à un représentant se révélant aussi irresponsable commença tout de suite à s'éroder, d'autant plus que ce dernier, sitôt en place, exprima des velléités de se maintenir au-delà du 3 mars, en connivence avec l'ancien président mafieux Carlos Menem, lui aussi objet d'une haine populaire considérable. C'est cependant, encore une fois, la mobilisation qui détermina la chute. Les nouvelles manifestations et les nouveaux combats de rue devant les sièges du pouvoir (allant jusqu'à l'incendie partiel du congrès, siège du parlement), sur fond de grèves, occupations et autres mobilisations se poursuivant dans tout le pays et donnant lieu à des affrontements d'une extrême violence, furent déclenchés par le maintien du gel des comptes bancaires et, surtout, par la nomination au gouvernement d'une série de personnages crapuleux qui avaient sévi sous Menem voire, pour certains, sous la dictature militaire de 1976-1982. A ce moment, les manifestants s'étaient mis à exiger « qu'ils s'en aillent tous » : radicaux, péronistes, députés et sénateurs, gouverneurs des provinces, juges de la cour suprême... Les caciques du parti péroniste considérèrent alors préférable de retirer leur appui à Rodriguez Saa, qui s'en fut à son tour.

LE GOUVERNEMENT

DUHALDE D'UNION

NATIONALE

Terrorisée par le cours des événements, la bourgeoisie argentine a momentanément fait taire ses divisions pour investir, le 2 janvier, le péroniste « responsable » Duhalde, ancien gouverneur de la province de Buenos Aires et candidat malheureux à la présidentielle de 1999. Celui-ci a formé un gouvernement d'union nationale, à majorité péroniste mais intégrant le parti radical, la formation de centre-gauche Frepaso, ainsi que le « syndicalisme » traditionnel (le ministère du travail étant confié à un dirigeant de la CGT officielle) et l'organisation patronale (Mendiguren, président de l'Union industrielle argentine, s'est vu remettre le portefeuille de la production).

Dans le même temps qu'elle nommait Duhalde à une écrasante majorité, l'assemblée législative prenait la « sage » décision de lui confier le pouvoir exécutif jusqu'en 2003, c'est-à-dire pour le temps restant à courir du mandat interrompu de De la Rúa ; et donc, d'annuler purement et simplement l'élection présidentielle du 3 mars, qui risquait de produire « n'importe quoi » en « précipitant le pays dans l'aventure ». Une expression électorale sanctionnant un effondrement du bipartisme bourgeois traditionnel était en effet plus que probable ; peut-être au profit d'Elisa Carrio, dirigeante de l'Alliance pour une république d'égaux (ARI), dissidence du parti radical préconisant un « capitalisme sérieux et moral », « antinéo-libéral », avec le soutien de la centrale syndicale CTA ; peut-être au profit d'une autre figure émergente de « centre-gauche » ; et dans tous les cas, avec un score extrêmement élevé pour le député socialiste révolutionnaire, Luis Zamora.

Au « populisme » débridé de Rodriguez Saa succède un style infiniment plus « sobre et responsable ». Dans son discours d'intronisation, Duhalde a reconnu que le pays était en situation de faillite, affirmé que le redressement de l'économie prendrait du temps, et lancé l'appel attendu à accepter les sacrifices inévitables dans l'espoir de lendemains meilleurs. La parité peso-dollar, dont le maintien avait ruiné toute compétitivité des produits argentins sur le marché globalisé, ce qui avait aggravé la récession économique, est abandonnée et la monnaie nationale dévaluée, le peso « officiel » étant dans un premier temps fixé aux alentours de 0,7 dollar. En même temps commencent de nouvelles négociations avec le FMI pour obtenir le versement de 15 milliards de dollars sans lesquels le nouveau plan économique paraît condamné d'avance. Bush, qui s'est dit « préoccupé », n'a pas promis davantage qu'une « collaboration ».

Les cercles dirigeants impérialistes, occupés à d'autres tâches en Afghanistan et au Moyen-Orient, semblent pour l'instant considérer que puisqu'il n'y a pas de danger imminent de contagion économique (du fait de la marginalisation de l'économie argentine, et grâce aux provisions sur pertes passés depuis un an par les groupes occidentaux les plus engagés), une aide financière massive telle que celle accordée dans la dernière période à d'autres maillons faibles de l'économie mondiale ne se justifierait pas. Cependant, les multinationales qui se sont appropriées les hydrocarbures et les concessions de service public, et qui ont réalisé ces dernières années des profits fabuleux, après avoir pris contre les travailleurs des anciennes sociétés d'État des mesures d'une

brutalité inouïe, inconcevable en France (parmi elles, les fleurons du capital et de l'État français TotalFinaElf, EDF et France Telecom), s'alarment et s'insurgent contre le fait de devoir payer des impôts, ou d'être maintenant rétribuées non plus en dollars mais en pesos dévalués.

Les travailleurs et la population vont quant à eux payer un prix encore plus dramatique. En même temps que la fin de la parité peso-dollar, Duhalde a annoncé la présentation d'un budget respectant la règle édictée par le FMI et la Maison Blanche du « déficit zéro ». Faute de liquidités, les salaires des fonctionnaires et les retraites seraient pour une large part acquittés grâce l'émission démultipliée des bons appelés « Lecop », qui ne sont changeables en pesos qu'au prix d'une décote élevée. Dès l'annonce du nouveau plan économique, les prix ont commencé à flamber. Pour la grande majorité de la population et principalement les salariés, la dévaluation va donc signifier une nouvelle perte très substantielle de pouvoir d'achat. En un mot, davantage de misère et, au sens strict, de famine. Sans compter la possibilité d'une nouvelle vague de faillites de PME nationales et d'un désengagement de certaines firmes étrangères...

Celles et ceux qui par millions viennent de s'emparer de la rue et de balayer deux gouvernements, les victimes du système qui forment l'immense majorité de la population, l'accepteront-ils ? Les articles ci-après nous disent que non, et que par conséquent ce pays s'achemine vers de grands combats de classe. C'est aussi notre avis.

La signification de l'*argentino*

L'extraordinaire massivité du soulèvement, la victoire écrasante sur les forces de répression, le succès que représente le fait d'avoir chassé un gouvernement d'affameurs, font des journées révolutionnaires de l'*argentino* [1] un tournant dans l'histoire des rébellions populaires de notre pays. Ces journées couronnent une décennie d'intenses luttes préparatoires et ouvrent une étape de mouvements plus radicaux et massifs, comme le démontre déjà le *cacerolazo* [2] qui a contraint le nouveau gouvernement de Rodriguez Saa à démettre les membres du cabinet les plus corrompus, et qui semble devoir liquider son intérim.

La chute d'un gouvernement civil d'origine « progressiste » et au service du FMI, comme résultat immédiat de l'action directe d'une mobilisation populaire, a peu d'antécédents dans le monde. La réussite du soulèvement est due à la convergence dans la lutte de l'ensemble des secteurs de la population frappés par l'ajustement. Cette convergence entre les travailleurs, les chômeurs, la classe moyenne et la jeunesse a, en 48 heures, démoli Cavallo-De la Rúa et leur état de siège.

LES ACTEURS

DE LA LUTTE

L'éclatement de l'*argentino* a été précédé d'une longue séquence de révoltes, inaugurée par le *Santiago* [3] de 1993 et poursuivie à travers les soulèvements des localités de Cutral-Co et General Mosconi. Au cours des deux principales journées de la rébellion, c'est à nouveau la mobilisation des chômeurs et précaires de la banlieue de Buenos Aires et des provinces, réclamant de la nourriture par une action directe, qui a prédominé. Les millions de travailleurs plongés dans une misère absolue se sont rassemblés dans leurs quartiers et, en coupant les rues [4], ont montré la voie à tous les secteurs mobilisés. Même si l'action organisée du mouvement piquetero a eu à cette occasion une incidence moindre, les formes de lutte qu'il a introduites servent maintenant de modèle à toutes les irruptions populaires.

L'*argentino* a condensé une succession de grèves et manifestations de travailleurs du téléphone, de l'aéronautique, de l'industrie céramique, des chemins de fer, des employés municipaux et des enseignants, dont l'impact a été important avant et après la grève de masse du jeudi 13 décembre, convoquée par les trois centrales syndicales. Comme cela a été traditionnellement le cas en Argentine, ces mouvements ont constitué la toile de fond de la révolte

générale. Pour la énième fois, ils ont prouvé que les grèves « servent à quelque chose » et que la classe des travailleurs – socialement très durement frappée – continue de jouer un rôle décisif dans les grandes confrontations. Quoique l'intervention organisée de la classe ouvrière n'ait pas eu, lors des deux journées clés, la puissance et la force d'attraction du 17 octobre [5], du cordobazo ou de la grève générale de 1975, parce que la crainte d'un débordement avait conduit les deux CGT et la direction de la CTA à demeurer en retrait, très loin de l'épicentre de la lutte.

La classe moyenne a pris la tête de l'explosion spontanée du mercredi 19, qui a culminé dans l'occupation de la Place de Mai [6]. La confiscation des dépôts à terme et la bancarisation forcée ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'une semaine d'indignation à la porte des banques et de plusieurs années de résistance à la paupérisation. Les électeurs de l'Alliance [7] qui avaient inauguré les cacerolazos à l'invitation de Chacho Alvarez ont fini par produire un vacarme assourdissant sous les fenêtres de son associé Cavallo. Ils étaient déjà descendu dans la rue lors de protestations antérieures (par exemple, contre les inondations), mais cette fois, personne n'est resté à la maison.

L'importance du cacerolazo réside en ce qu'il a introduit la revendication explicite d'en finir avec De la Rúa et Cavallo à travers une manifestation en direction du centre du pouvoir, qui a mis en pièces les intentions gouvernementales de diviser la population entre « pilleurs de la banlieue » et « propriétaires du centre ». Il a enterré l'opération « psychose du pillage » montée par les services secrets et les médias pour terroriser la clas-

se moyenne et parvenir à l'opposer aux « vandales ». Le gouvernement est tombé précisément parce qu'il s'est trouvé confronté au rejet par ce secteur de l'état de siège. A la différence de 1955, la classe moyenne ne se trouve plus entraînée dans un gorillisme [8] hostile à la classe ouvrière et ne fournit plus une base sociale à des coups d'État militaires. Elle forme un secteur plus appauvri, plus laïque et plus radicalisé.

La jeunesse a fait front dans la rue face à la répression. Défiant les matraquages, supportant les gaz lacrymogènes, récupérant cent fois chaque pouce de terrain perdu face aux chevaux de la police montée et aux balles, elle a dans la bataille du jeudi 20 déterminé la victoire de la mobilisation. Cette action a été le baptême du feu définitif de toute une génération qui n'a pas subi la dictature militaire, mais qui a souffert du génocide social et de la brutalité policière des 20 dernières années. Les étudiants, employés et motoqueros [9] qui ont résisté pied à pied, au côté des Mères de la Place de Mai, recréent l'héroïsme des années soixante-dix. Les enfants des acteurs du cordobazo ont déjà à leur actif le succès d'un argentinazo et constituent la force motrice des batailles qui vont se dérouler à partir de cette victoire.

Le seul courant politique à avoir été présent au sein des quatre forces qui ont convergé dans la rébellion est l'extrême-gauche [10]. Aucun élu, responsable ou représentant public d'aucune autre tendance ne s'est risqué dans la rue dans les moments de répression. Ces gens savent improviser tous types de discours, mais sont étrangers à tout engagement à risquer leur peau au côté du peuple sur les barricades. Tandis que la droite [11] réclamait davantage de ré-

pression et que les péronistes préparaient en cuisine le nouveau gouvernement, les anciens membres de centre-gauche de l'Alliance choisissaient de disparaître. En participant activement à l'action, la majorité des partis de gauche a démontré une conduite vaillante et révolutionnaire. Mais l'extrême-gauche est aujourd'hui confrontée à un défi d'un autre type : trouver le chemin d'une fusion politique avec les masses, qui permette d'ouvrir une voie vers le socialisme.

LA NOUVELLE SITUATION

Le gouvernement qui avait débuté en 1999 en assassinant des travailleurs dans la ville de Corrientes fait ses adieux en ajoutant à son bilan 27 victimes de la sauvagerie policière. L'état de siège n'a pas été un « excès » mais une mesure réclamée par tous les porte-parole de la classe dominante (journal La Nación, chambres patronales, banquiers, Union industrielle argentine), qui ont exigé la « restauration de l'ordre » par les vieilles méthodes des dictatures. C'est pour cela que le nombre de morts est double de celui advenu dans la crise de 1989. Les permis de tuer ont été délivrés, comme le démontrent l'usage d'armes à feu pointées en direction des organes vitaux des victimes, l'absence d'information dans les hôpitaux, les dénonciations de tortures, la dissimulation de preuves en justice et l'existence d'un plan pour faire intervenir 10 000 soldats si la police était débordée. La victoire populaire a mis un coup d'arrêt au projet initial de militarisation, placé les tueurs sur la défensive et même face à une possible incarcération. Les responsables directs du massacre (Mathov et Santos) [12] pourraient finir en prison si la mobili-

sation contre leur impunité se poursuit. De plus, la libération des personnes emprisonnées lors des manifestations est déjà en cours et l'on bataille pour l'abandon des charges retenues contre tous les combattants du mouvement social. Le très fragile gouvernement de Rodriguez Saa se voit également contraint de recevoir les Mères de la Place de Mai et d'envisager l'abrogation du décret empêchant d'extrader des militaires génocidaires réclamés par la justice [13]. Mais si la victoire de l'argentino a fait échouer la militarisation, elle a également mis en évidence l'existence d'un appareil répressif préparé pour intervenir contre le peuple par le fer et le feu. Si ce dispositif est demeuré en réserve face à l'avancée populaire, la bourgeoisie conserve une carte contre-révolutionnaire qu'elle jouera en présence d'une situation extrême et qui doit être érodée dès maintenant. Ainsi que le prouve l'assassinat tranquille des trois jeunes de Floresta, le samedi 29, il y a de nombreux répresseurs disposés à se lancer dans une guerre ouverte et sanglante, et dont le bras ne pourra être arrêté que par une réaction énergique, à l'image de celle qui a commencé dans ce quartier et tend à s'étendre à toute la capitale fédérale. Il convient en outre de rester attentif à l'action de nombreux provocateurs qui tentent et tenteront d'alimenter la « guerre des pauvres contre les pauvres » [14] dénoncée par les dirigeants piqueteros. La lutte de classes en Argentine s'exacerbe de façon accélérée parce que les exploités ont été mis sur la défensive par la mobilisation populaire et sont effrayés. Cavallo ne péroré plus depuis son piédestal mais implore une protection personnelle alors qu'il est conspué jusque dans son douillet refuge du sud du pays.

De la Rúa s'est vu interdire de quitter le pays et les chefs de la police tentent d'échapper à une inculpation en justice. Les mafieux tels que Grosso, qui pensaient pouvoir grâce au nouveau gouvernement recommencer allègrement à piller le butin de l'État, ont été chassés en 24 heures par le rejet populaire, et le même destin attend tous les personnages du nouveau cabinet qui accumulent d'épais dossiers en justice (Franco, Frigeri, Vernet, Gabrielli). Le ménemiste Barra ne peut pas non plus prendre son café tranquillement et les juges de la Cour suprême sont une des cibles de la colère populaire. Ce climat de haine envers toutes les figures les plus emblématiques de l'oppression est historiquement un symptôme classique d'une révolution en marche.

La classe dominante est déconcertée par l'insubordination populaire et sonde diverses voies afin de désactiver le volcan, sans pouvoir dessiner aucune stratégie stable de domination. Ses penseurs n'ont pas encore digéré le coup de la révolte, ni l'effondrement des fantaisies néolibérales. Tous cependant reconnaissent la portée de l'argentino, qu'ils comparent avec la Semaine Tragique [15] de 1919 (Fraga), qu'ils assimilent à une « insurrection civique » (Morales Sola), auquel ils attribuent l'effondrement du gouvernement (M. Grondona) et le passage soudain à la rébellion active de la classe moyenne (V. Massot).

L'argentino a également provoqué un séisme dans les cercles intellectuels d'un centre-gauche écrasé par la démoralisation. Les plus affligés sont les porte-parole du discours impérialiste méprisant (« les Argentins sont incorrigibles ») et des vieux préjugés libéraux (« on revient maintenant au populisme »). Certains esti-

ment que la chute du gouvernement a été « un épisode lamentable » (N. Jitrik), d'autres considèrent qu'« il n'y a pas de peuple, seulement des bandes qui s'affrontent » (T. Abraham), se demandent pourquoi « les fascistes sont toujours victorieux » (M. Giardinelli) ou insinuent que la barbarie est en train d'enterrer la civilisation à travers « un retour au XIX^e siècle » (B. Sarlo) et au « caudillisme autoritaire » (T.E. Martinez). Ceux qui avaient proclamé « la fin des mobilisations populaires » (J.L. Romero) [16] et la victoire de l'individualisme consumériste sont choqués par un soulèvement qui réfute toutes leurs croyances. Certains en viennent, incroyablement, à mettre en cause le « manque de participation » de la population au moment où celle-ci est au zénith de sa mobilisation (E. Martinez).

LES RESPONSABILITÉS DE L'EXTREME-GAUCHE

Tous les slogans repris par les manifestants pendant et après l'argentino ont été dirigés contre le régime politique. Pas seulement contre Cavallo et De la Rúa, mais contre « toute la classe politique... car se sont tous des voleurs ». Ce sentiment populaire est à ce point dominant qu'une semaine seulement après la chute de l'Alliance, les mêmes chants prennent déjà pour cible Rodriguez Saa et ses « administrateurs corrompus » [17]. Le cri de « sans radicaux ni péronistes, nous vivrons mieux » exprime clairement cette nausée de 18 années d'alternance de gouvernements de couleur différente mais partie prenante du même système. Un indice du rejet envers le régime sont les nouvelles manifestations en direction des tribunaux pour que démissionnent les « juges à la

petite serviette » [18] (« on a déjà chassé De la Rúa, maintenant c'est au tour de la Cour »)

Mais jusqu'à présent, dans leur majorité, les manifestants ne savent pas ce qu'ils veulent, quelle pourrait être l'alternative. Dans le passé, un tel climat était utilisé par les militaires pour préparer un putsch, mais les gendarmes sont aujourd'hui aussi discrédités que les politiques. A travers les médias, on voit la droite naviguer dans cette ambiance à la recherche d'un point d'ancrage pour quelque projet réactionnaire.

De par sa trajectoire et de par sa conduite, l'extrême-gauche n'est pas identifiée à la « classe politique ». Cependant, elle ne joue pas non plus un rôle de direction. Elle a pour responsabilité d'empêcher une manipulation par la droite des sentiments populaires, et aussi de rechercher des ponts entre la conscience des masses et le projet socialiste. On peut discuter la pertinence du mot d'ordre « assemblée constituante » pour permettre ce type de liaison (en effet, il pose correctement la nécessité d'un changement radical, tout en ayant aussi été très manipulé par le système politique haï) [19]. Mais ce qui est incontestable, c'est la nécessité d'articuler des politiques, des mots d'ordre et des revendications qui favorisent la maturation socialiste de l'argentino. L'expérience d'autres pays et révolutions indique qu'une telle évolution ne s'est jamais faite de manière spontanée à travers « l'autoconvocation des masses ».

Le fait que la mobilisation actuelle soit dépourvue d'une direction reconvenue et ne s'aligne politiquement sur aucun courant représente une grande avancée par rapport à la domination traditionnelle du péronisme. Mais la distance séparant cette mobilisation du socialisme constitue un

obstacle qui doit également être reconnu. Il faut chercher les moyens de le surmonter dans les délais très courts imposés par la crise. Faire l'éloge de la dépolitisation ou de la présence active des organisations d'extrême-gauche n'est pas seulement nocif dans la bataille pour doter le processus en cours d'un contenu socialiste, mais est encore extrêmement dangereux face au discours anti-partis tenu par la droite.

Le doigt accusateur du peuple désigne déjà les politiciens et les juges du système. C'est maintenant au tour des banquiers, qui à travers le « corralito » [20] sont les grands protégés des institutions du régime. La propagande ouverte de l'extrême-gauche devient vitale afin que les financiers qui détiennent le pouvoir réel, au-delà des tribunaux et du Parlement, soient identifiés par les travailleurs comme le véritable ennemi. Dans l'immédiat, deux grands terrains complémentaires doivent permettre de populariser une issue socialiste à la crise : les organismes propres dont se dotent les masses en lutte, et le champ électoral. Certaines formes embryonnaires de représentation directe ont été présentes dans l'argentino, mais de même que les organisations de piqueteros et les assemblées populaires qui les ont précédées, elles ne constituent pas encore des formes de pouvoir alternatif. Et quoiqu'un effondrement dans le fonctionnement de l'État puisse servir de déclencheur à leur développement rapide en tant qu'instrument alternatif aux activités étatiques de base, personne ne peut prédire un tel développement. L'extrême-gauche a mille fois raison de promouvoir la formation de ces organismes, mais il n'y a aucune loi de l'histoire qui garantisse leur apparition en masse.

Si les élections de mars se tiennent, l'extrême-gauche éveillera de grandes attentes, pour la bonne et simple raison que le spectre politique se trouvera exceptionnellement polarisé entre le péronisme, le centre-gauche et l'extrême-gauche. Un tel cadre permettrait de concrétiser le saut qualitatif d'une avancée historique de l'extrême-gauche, qui a déjà commencé à se dessiner dans les élections du 14 octobre et qui se développe à un rythme très soutenu. Une coalition d'extrême-gauche, par exemple, vient pour la première fois d'arracher aux radicaux la direction de la Fédération Universitaire [21]. Cela témoigne du type de progression exponentielle qui est à portée de main si l'on sait répondre aux opportunités qui se sont ouvertes.

Pour avancer à ce rythme, il faut agir sans hésitations, notamment en lançant le plus tôt possible une formule électorale unitaire de l'extrême-gauche, avec des candidats capables de canaliser le tournant politique en cours. Dans ces conditions, l'unité devient plus qu'appropriée : elle est absolument indispensable si l'on veut que la population puisse entrevoir une alternative. Penser dans les termes d'une « intervention programmatique » d'un petit groupe, alors que toutes les conditions sont données pour un formidable saut qualitatif de l'extrême-gauche, n'a aucun sens. Il faut gérer les divergences de façon positive dans le cadre d'une avancée générale de la perspective socialiste et atténuer les batailles obsessionnelles pour l'hégémonie. Après l'intervention commune dans l'argentino, en particulier lors du meeting commun du samedi 22, la voie vers l'unité est maintenant ouverte en grand.

L'abstentionnisme constitue un obstacle à surmonter pour que l'extrême-

me-gauche progresse, parce que la bataille électorale fournit pour le moment un champ très riche afin de présenter l'alternative socialiste à l'ensemble de la population. Il est complètement erroné d'opposer à ce cadre la lutte dans la rue, tant qu'un pouvoir populaire alternatif n'est pas en vue, car l'extrême-gauche a encore besoin de gagner beaucoup d'autorité et beaucoup de crédibilité politique. Elle constitue une force politique minoritaire qui peut se transformer à court terme en option de masse, si elle prend conscience de l'occasion exceptionnelle qui se présente actuellement. Pour se proposer de conquérir le pouvoir, il faut au préalable gagner l'adhésion des travailleurs, et cet examen reste à passer. Les préjugés antisocialistes du passé ont d'ores et déjà disparu, parce qu'à la différence de la période qui a suivi le cordobazo et de la grève générale de 1975, les Jeunesses Péronistes sont un mouvement fantôme, et qu'à la différence des années quatre-vingt, l'alfonsinisme [22] est privé de toute base. Les délais se raccourcissent pour construire une force d'extrême-gauche à même de donner un sens au sacrifice des 27 camarades tombés et de construire la nouvelle société d'égalité et de justice dont rêvent les militants qui descendent quotidiennement dans la rue.

30 décembre 2001

* Marxiste révolutionnaire indépendant, Claudio Katz est professeur d'économie à l'Université de Buenos Aires et chercheur au Conicet.

Notes du traducteur

1. Néologisme ou « argentinisme » intraduisible en français. On dit d'un très beau but au football que c'est un « golazo ». La semi-insurrection ouvrière, étudiante et populaire de 1969 à Cordoba, deuxième ville du pays, qui a inauguré tout un cycle de luttes, est passée à l'histoire sous le nom de cordobazo. L'argentinazo est donc le nom donné au grand soulèvement qui vient de se produire dans toute l'Argentine.

2. Forme de lutte consistant à descendre dans la rue en frappant sur des casseroles de façon à faire le plus de bruit possible.

3. Soulèvement populaire dans la ville de Santiago del Estero.

4. Le corte de ruta, barrage ou barricade routière, est la forme de lutte privilégiée des piqueteros (ceux qui font des piquets), chômeurs et précaires dont le mouvement et les mobilisations se sont fortement développés ces dernières années. Voir, sur ce point notamment, l'article de Roberto Ramirez dans Carré Rouge n° 19.

5. Le 17 octobre 1945, une immense mobilisation ayant à sa tête les ouvriers des usines frigorifiques fit échec à un coup d'État pro-US, consolida les conquêtes ouvrières, arracha la libération de Peron et imposa des élections libres – remportées par Peron en février 1946. Sur le cordobazo, voir la note 1. La grève générale victorieuse de juin-juillet 1975 avait été déclenchée par la décision du gouvernement péroniste de l'époque de ne pas homologuer les conventions collectives qui prévoyaient des augmentations de salaire supérieures aux objectifs qu'il avait fixés.

6. Au centre de la capitale, cette place héberge la Casa Rosada (Maison Rose), siège de la présidence de la République, et constitue le lieu de rassemblement traditionnel de toutes les grandes manifestations.

7. « L'Alliance » entre l'UCR (le parti radical, formation centenaire de la bourgeoisie) et le Frepaso (Front pour un pays solidaire, de « centre-gauche », formé en partie par des dissidents péronistes) avait gagné les élections présidentielles et législatives de 1999. Sa première grande crise avait été marquée

par la démission du vice-président membre du Frepaso, « Chacho » Alvarez, que celui-ci avait motivée par une dénonciation de l'insuffisance de la lutte contre la corruption.

8. Depuis le coup d'État militaire « gorille » ayant renversé le gouvernement de Peron le 16 septembre 1955, avec le soutien des États-Unis, de l'Église et du parti radical, ce terme est attaché non seulement aux militaires putschistes, mais aussi aux grands et petits bourgeois horrifiés par le péronisme, non pas du fait de sa nature de classe, à 100 % bourgeoise, mais parce qu'il usait traditionnellement d'une rhétorique anti-impérialiste, s'appuyait sur les masses et leur faisait des concessions.

9. Les motoqueros sont les jeunes très exploités qui gagnent leur vie comme coursiers à moto ou mobylette. Leur participation à l'argentinazo est déjà devenue une geste héroïque. En chargeant sur leurs engins la police à cheval, en faisant circuler l'information et en aidant les manifestants à se regrouper et s'organiser, ils ont largement contribué à la victoire sur le dispositif de répression.

10. Appelée « la gauche » dans le texte original, comme plus généralement en Argentine où il n'existe pas de « gauche » réformatrice traditionnelle telle que nous la connaissons en Europe.

11. Terme utilisé pour désigner une « droite dure », aujourd'hui très minoritaire dans la vie politique.

12. Respectivement, ministre et chef de la police fédérale.

13. Pour leurs actes commis pendant la dictature militaire de 1976-1982.

14. Référence, notamment, aux pillages de petits commerces qui ont ruiné leurs propriétaires déjà paupérisés.

15. Insurrection menée par un mouvement ouvrier alors majoritairement anarchiste, qui fit trembler la bourgeoisie en janvier 1919.

16. Ce personnage homonyme n'a évidemment rien à voir avec l'auteur de l'article suivant...

17. C'est-à-dire les membres de l'administration présidentielle, pour lesquels on utili-

se en Argentine (et dans le texte original) le mot de « fonctionnaire », dans un sens évidemment très différent de celui en vigueur en France.

18. Il s'agit des membres de la Cour suprême, aux ordres du pouvoir exécutif et désignés par lui à travers diverses manœuvres. Un ministre du gouvernement de l'ancien président péroniste Menem avait l'habitude de leur transmettre ses instructions par des notes griffonnées sur de petites serviettes en papier utilisées dans les bars (servilletas).

19. Menem avait convoqué une « assemblée constituante », qui avait modifié la constitution afin de lui permettre de se représenter à la présidence.

18. Ce terme désigne ici les restrictions aux retraits bancaires et tous les désagréments qui en résultent.

19. Organisme de représentation des étudiants de l'Université, dont les membres sont élus par scrutin de listes.

20. Désigne les militants et l'opinion qui soutenaient l'ancien président radical Raul Alfonsín.

Après l'*argentino*

1 / L'« explosion sociale » si attendue a fini par se produire. Les demandes de nourriture devant les supermarchés se sont transformées en pillages en divers points du pays, dans le contexte d'une grève générale massivement suivie, de l'occupation et de l'incendie partiel de la mairie de Cordoba, de grèves et de mobilisations des employés publics de la province de Buenos Aires afin de bloquer le super-ajustement du gouverneur Ruckauf, de l'échec de la tentative de consensus dans les locaux de Caritas où le président et ses conseillers ont été conspués par une manifestation de travailleurs du téléphone. Dans une tentative désespérée et irresponsable, De la Rúa a décrété l'état de siège et déclenché, en particulier à Buenos Aires, un interminable cacerolazo, des centaines de coupures de rue et des rassemblements spontanés Place de Mai et devant le Congrès. La répression brutale qui a fait au moins 28 morts a attisé la rébellion populaire. C'est ainsi que s'est produit un véritable *argentino* qui a directement conduit à la démission de Cavallo, à la chute du gouvernement présidé par De la Rúa et, avec un certain « décalage », à la levée de l'état de siège. Nous pouvons de ce fait affirmer que la mobilisation populaire a obtenu

une victoire retentissante, qui génère à son tour des conditions plus favorables au développement de la politisation, de la mobilisation et de l'organisation des secteurs populaires, dans le contexte d'une nouvelle situation politique que nous pouvons sans doute définir comme pré-révolutionnaire.

Cette caractérisation devra être précisée, développée et concrétisée en analysant de façon détaillée : a) la massivité et la puissance de la rébellion populaire dans les différentes régions du pays ; b) les développements inégaux de ses différentes composantes (exigence de nourriture et pillages, actions plus ou moins centralisées des employés publics de l'État et des provinces, grève générale, mobilisations de commerçants, cacerolazos et rassemblements populaires dans la ville de Buenos Aires, résistance civile et combats de rue, etc.) ; c) le rôle lamentable ou l'absence des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ; d) la relative faiblesse ou marginalité de l'intervention de la plupart des organisations composant le mouvement des piqueteros et des chômeurs ; e) le développement de la subjectivité des acteurs des manifestations à partir d'un apolitisme initial marqué ; f) les contradictions, frictions et y compris affrontements

entre les différentes composantes des mouvements, qui se sont exprimés dans les luttes de pauvres contre des pauvres, des actes de vandalisme, des vagues de panique provoquées par les forces de répression afin d'ouvrir la voie à des projets autoritaires, etc.

2/ En même temps, le transfert du gouvernement au Parti justicialiste [péroniste, NdT], à travers des manœuvres parlementaires ayant abouti à la nomination de Rodriguez Saa comme président intérimaire, chargé de réorienter la politique économique et de convoquer à l'élection de nouveaux président et vice-président pour le 3 mars 2002, ouvre une conjoncture aux développements incertains. La rupture introduite au niveau du discours par un président qui proclame la suspension du paiement de la dette extérieure, promet un million d'emplois et annonce un « choc redistributif » des richesses, tout comme la prétention délibérée de contenir et dissoudre l'action directe des secteurs populaires au moyen d'élections, ont pour toile de fond la catastrophe économique et sociale, les diktats du capitalisme globalisé et la tendance inexorable à décharger sur les épaules du peuple le plus grand poids de la crise.

3/ La crise ouvre une étape de grands affrontements, mais il est hautement improbable qu'elle puisse se résoudre à terme rapproché. Le mouvement ouvrier et populaire devra parcourir un chemin long et difficile avant de se trouver en condition de pouvoir, objectivement et subjectivement, postuler comme alternative révolutionnaire. En même temps, la lutte entre diverses fractions bourgeoises et l'usure des par-

tis traditionnels illustrent le fait que la bourgeoisie semble loin de pouvoir former un nouveau « bloc dominant » capable de remplacer celui qui actuellement agonise. Ces deux facteurs permettent de prévoir que l'instabilité va acquérir un certain caractère « chronique ».

Nous sommes en présence d'une véritable crise organique dans le sens où l'entendait Gramsci. Dans ce cadre, l'irruption massive de millions de nouveaux acteurs de la crise politique introduit un ingrédient supplémentaire d'explosivité et d'instabilité, avec la possibilité de changements brusques vers la gauche et vers la droite. Tel est le contexte dans lequel nous, révolutionnaires socialistes, devons agir.

4/ Pour intervenir dans la crise, il est nécessaire de proposer et de corriger en permanence, en fonction du développement des événements et des enseignements de la lutte de classes, un programme transitoire qu'il nous faudra soumettre aux (et ré-élaborer avec les) masses, en tant qu'ensemble de réponses efficaces face à la catastrophe nationale et au discours populiste du nouveau gouvernement.

C. Katz a proposé de travailleur [dans un texte du 17 décembre 2001 intitulé « Les alternatives à la crise économique » – NdT] autour de trois axes (¶ Non-paiement de la dette ; ¶ Augmentation des salaires et des retraites en même temps que mise en œuvre transitoire d'une assurance-chômage, financées par le non-paiement des intérêts de la dette et par des impôts sur le patrimoine, les entreprises privatisées et les rentes financières ; ¶ Contrôle direct des banques et des entreprises qui commandent l'économie, incluant la réétatisation des entreprises privati-

sées, sous le contrôle démocratique des travailleurs et des usagers), articulés non pas dans l'optique illusoire d'une « humanisation du capital », mais dans celle d'une transformation socialiste. Luis Becerra et Andrés Méndez ont également proposé des éléments pour une issue anticapitaliste dans la revue Herramienta n° 17 [voir son site Internet, www.herramienta.com.ar, NdT]. Ces apports ainsi que d'autres constituent un point de départ, qui doit être retravaillé en s'ajustant au contexte né de l'argentino.

En même temps, il nous faut avancer des propositions d'action et d'organisation adaptées en permanence au développement des événements, notamment en fonction des développements des différents mouvements sociaux. Le centre de notre activité doit être mis sur l'intervention depuis en bas sur la base de telles propositions, en comprenant qu'un aspect fondamental de cette intervention est la « patiente explication » de la politique et de la perspective révolutionnaire du socialisme à travers ses propositions concrètes et la propagande sur la nécessité de lutter pour une transformation socialiste dans le pays et en Amérique Latine.

5/ Pour relever les défis de l'heure et développer l'intervention signalée précédemment, il est également indispensable d'articuler une politique en direction de l'ensemble de l'extrême-gauche et pour les prochaines élections. Il nous faut dénoncer tant la criminelle parabole du gouvernement radical que la vélocité et l'impudence avec lesquelles le péronisme s'est installé à sa place, la manipulation éhontée à travers laquelle il tente d'assurer sa victoire en mars prochain. Si cette dénonciation coïncide avec une évo-

lution dans le même sens des protagonistes de l'argentinazo, il sera possible de développer une puissante campagne contre le cirque électoral. Mais nous devons aussi nous préparer à développer une intervention électorale commune de l'extrême-gauche politique, sur la base d'un accord minimal sur des mesures anti-capitalistes, qui aide à donner une expression et à favoriser la participation politique directe de millions de jeunes et de travailleurs. Quoi qu'il en soit, il est nécessaire pour impulser cette bataille politique de reconnaître et d'apprécier à sa juste valeur la place privilégiée que Luis Zamora occupe, indépendamment des faiblesses de son organisation politique. Il serait sectaire d'ignorer plus longtemps sa capacité de dialogue avec des secteurs de l'avant-garde et des masses, tout comme le contenu révolutionnaire de ses positions générales. Sa présence dans la rue et son intervention à l'assemblée législative confirment et renforcent cette caractérisation.

6/ Enfin, mais ce n'est pas le moins important, il nous faut renforcer la dénonciation de la colonisation impérialiste du pays tout comme de la croisade guerrière lancée par Bush, avec son impact sur l'Amérique Latine et le pays, en luttant contre tout envoi de soldats en Afghanistan, contre l'intervention US en Colombie, contre la tenue de manœuvres et l'installation de bases impérialistes dans notre pays.

Sur un autre plan, les répercussions des récents événements facilitent et exigent une activité visant à établir des liens de coopération et de solidarité avec les organisations sociales et les forces d'extrême-gauche au niveau international et continental.

23 décembre 2001

* Aldo Andrés Romero est membre du comité central du MAS (Mouvement vers le socialisme) ainsi que du conseil de rédaction de la revue *Herramienta*.

L'urgence politique

Nous sommes encore trop près des barbares attentats de New York et de Washington pour en apprécier toutes les conséquences internationales.

Le tapis de bombes qui a ravagé l'Afghanistan, pantelant de misère après des décennies de guerres, comme l'agression militaire contre le peuple palestinien, sont autant de succès de l'impérialisme américain : aux yeux des peuples du monde, Bush apparaît invincible. D'autant que, depuis le 11 septembre, à peine le président des États-Unis claque-t-il des doigts que Blair, Schroeder, Chirac, Jospin se précipitent à son service, tels des laquais. Bush les traite d'ailleurs comme des suppléants.

C'est dans ces circonstances que l'euro est devenue réalité historique. À l'initiative de l'Allemagne et de la France (Kohl - Mitterrand), l'objectif de la monnaie unique a été réalisé, imposé dans chaque pays avec constance, pugnacité. Partout le cap a été maintenu. Les « critères » de Maastricht ont été respectés : plan d'austérité, ouverture à la concurrence des services publics, déréglementation, blocage des salaires, indépendance des banques centrales, création de la B.C.E., véritable contre-gouvernement économique aux ordres des marchés boursiers, baisse des charges patronales et de l'impôt sur le revenu, préparant la tentative de privatisation de la sécuri-

té sociale et du système des retraites. C'est un événement considérable qui implique une dynamique politique. Les gouvernements de la zone euro, se soutenant les uns les autres, adossés aux institutions européennes, vont multiplier dans les mois, les années qui viennent les agressions contre les salariés pour baisser les salaires, les charges, « assouplir » le marché du travail, c'est-à-dire mettre en cause services publics, droits, statuts et garanties sociales. La coalition politique des partis bourgeois et « ouvriers » [1], unie aux bureaucraties syndicales sont parvenues, d'alternance en alternance, à imposer l'Euro, ce que peu d'entre nous croyaient possible. C'est évidemment une défaite politique majeure pour celles et ceux qui vivent de leur travail. C'est donc une victoire du capital.

Impossible d'aborder l'examen de la situation politique française, sans avoir à l'esprit ces éléments. Non pour broyer du noir ou manifester un incorrigible catastrophisme mais pour cerner au plus près les conditions dans lesquelles doit se mener la réflexion. La vérité c'est que les classes exploitées doivent, dans chaque pays, affronter leur gouvernement soutenu par les institutions européennes, excipant d'un « droit » qui prétend s'élever au-dessus des lois, règles et droits nationaux, fonder une légitimité au mépris de la dé-

mocratie représentative. Bref, depuis Maastricht (de Mitterrand jusqu'à Chirac-Jospin) la position de la bourgeoisie française s'est par voie de conséquence, singulièrement renforcée.

Et cependant, malgré le rapport de forces favorable à l'échelle européenne, rarement les acteurs essentiels, président de la République, premier ministre, auront semblé à ce point déphasés de la réalité sociale, politique, alors que dans quatre mois, se succéderont élections présidentielles et législatives. Qu'on en juge.

LA FIN D'UN CYCLE

Présentant aux citoyens-télé spectateurs sa « probable » candidature aux élections présidentielles, le Premier ministre a déclaré : « Quand on fait de la croissance, les entreprises ont des carnets de commandes remplis et font du profit. Ils n'ont pas à se plaindre d'un gouvernement qui a été capable d'opérer de grandes restructurations industrielles et de maîtriser les comptes publics... Je pense que nous avons bien travaillé ».

Le Premier ministre dit vrai. D'ailleurs Les Échos du 20 novembre accorde au « probable » candidat la médaille de meilleur privatiseur tous gouvernements confondus : « Privatisations : Jospin a doublé la droite ». Et de préciser : « le bilan montre que Lionel Jospin aura encaissé et dépensé 40 milliards d'euros (environ 260 milliards de francs) en cinq ans. Soit près du double de ce qu'avaient réalisé ensemble Édouard Balladur et Alain Juppé depuis 1993 ».

Dans la même émission de télévision, Lionel Jospin précisait qu'élu président, il réglerait en « cinq ans » le problème des retraites, reprochant

à Alain Juppé (maladroit !) d'avoir provoqué les grèves et les manifestations de 1995... La « solution », précise Michel Rocard, sera « très douloureuse », mais Jospin le fera... Irréel ?

Non. Sincère, sans fard, Lionel Jospin s'avance sur l'avant-scène électorale, son C.V. d'homme d'État à la main, clamant à destination de la bourgeoisie française, qu'il est « meilleur », plus « apte » que Chirac, à mettre en œuvre avec efficacité, la mondialisation en France.

Et pour bien être compris, pour prouver que son passé ne l'embarrasse plus, il choisit d'écrire un livre-programme avec... Alain Duhamel. L'homme a toutes les qualités. Éditorialiste de Libération, de France2, il fut successivement giscardien, bariste, balladurien. Depuis 1997, il soutient Jospin, son gouvernement. Il incarne politiquement le centre. L'alliance Jospin-Bayrou.

Ainsi, pour la première fois dans l'histoire de la V^e république le candidat de « gauche » se présente ouvertement comme le meilleur... homme politique du capital ! Ayant gouverné cinq ans à son profit, il se présente comme l'un des siens, sans hypocrisie. L'horreur économique a donné naissance à son expression politique.

En cela, cette élection présidentielle inaugure la fin d'un long cycle politique. De 1965 [2] jusqu'en 1995, le candidat de « gauche », la main sur le cœur, s'affirmait comme le porteparole des salariés, des pauvres, des sans-voix, etc. Mitterrand en la matière était un expert. Il dénonçait d'autant plus la « dictature de l'argent » qu'il sut protéger le capital financier.

De fait, pour mieux défendre l'État et bien sûr la propriété privée, sur nombre de points, gauche et droite

s'opposaient formellement : services publics, l'Europe des travailleurs contre celle du capital, l'école laïque, les retraites, la sécurité sociale, la défense du statut des fonctionnaires, les nationalisations, évidemment l'élargissement des libertés démocratiques... Les partis ouvriers se distinguaient clairement des partis bourgeois, et les salariés globalement se reconnaissaient dans le P.C. et le P.-S.

Cette époque est révolue.

Cette fois, nous avons deux candidats pour un programme commun.

Jospin et Chirac auront, à quelques détails près, le même programme.

C'est évidemment le résultat d'une « cohabitation » exceptionnellement longue : cinq ans. Sur l'essentiel, la construction européenne, les guerres aux côtés de l'impérialisme US, les engagements budgétaires, les réformes constitutionnelles, Chirac et Jospin ont gouverné de concert, parlant « d'une même voix ». [3]

Comme aux États-Unis, où démocrates et républicains s'inscrivent dans la même logique capitaliste, la campagne sera donc affaire de « communicants », de couleurs de cravates, les épouses souriront avec entrain, les partis fourniront des figurants pour la claque. On ne se payera pas de mots, de convictions, mais de formules publicitaires.

Après les affrontements avec les enseignants, les salariés des finances, les fonctionnaires, l'éviction d'Al-lègre, de Sautter, de Zucharelli, la dislocation du premier gouvernement Jospin (en février 2000), nul ne croit plus à la possibilité de donner le change sur le fond. « La fonction présidentielle, déclare F. Hollande, doit être réhabilitée ». C'est d'ailleurs le sens du livre publié par le directeur de cabinet du premier ministre.

Qu'écrit, en substance, Olivier Schrameck ? Il faut mettre un terme à la cohabitation. Revenir à une pratique saine, cohérente, des institutions de la v^e république. C'est-à-dire supprimer le petit espace de liberté créé par la cohabitation, expression des contradictions d'un bonapartisme abâtardi ! Pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, c'est un haut fonctionnaire gouvernemental qui devient le premier porte-parole du futur candidat socialiste et qui avec son accord détermine l'objectif : restaurer en la modernisant la V^e République.

Les deux (principaux) candidats auront donc, à quelques formules près, le même programme anti-ouvriers : retraites, réforme de l'État, fonds de pension, baisse des charges, réforme fiscale, sécurité sociale, « tout sécuritaire », etc... Lionel Jospin se distinguant de Jacques Chirac sur un seul point : celui de l'intégrité individuelle.

Les deux candidats vont mener une campagne courte, au galop. C'est compréhensible. Ils vont dire la même chose : l'exercice risque d'être vite lassant. En attendant le « désir » (!), que Lionel Jospin espère voir monter parmi les Français pour qu'il devienne président, prend des formes inattendues. D'autant que l'intéressé, décidément coupé du monde que nous connaissons, espère des « compliments » pour son bilan...

POLICIERS

ET GENDARMES

En quelques jours, Daniel Vaillant d'abord, Alain Richard ensuite ont cédé aux revendications des policiers et des gendarmes. Ce qui a permis aux internes en grève depuis cinq semaines (auxquels en re-

vanche Kouchner et Guigou refusent de donner satisfaction) d'être matraqués par des policiers augmentés et satisfaits !

L'histoire est un raccourci illustrant la politique gouvernementale.

Interpellé à l'Assemblée, le ministre de la Défense a caractérisé le mouvement des gendarmes comme « Une crise sérieuse de l'État dans laquelle chacun devait prendre ses responsabilités... »

La Croix résume parfaitement la nature de cette « crise de l'État » : « Un tabou national a sauté sans qu'apparemment quiconque y trouve à redire. Des militaires, disciplinés par définition et par fonction, ont fait pour la première fois irruption dans le champ social. C'est une première, et ce n'est sûrement pas une dernière » [4].

1 000 francs par mois, du matériel (voitures, ordinateurs, gilets pare-balles) et 4 500 créations de postes, voilà ce qu'en substance les gendarmes ont obtenu après quelques jours de manifestations, et une journée de négociations.

Négociations ?

Le Figaro Magazine, qui ne passe pas pour un brûlot anti-militariste, interroge le général Lorant, inspecteur général des armées, plus haut gradé de la gendarmerie, qui assistait le ministre Alain Richard lors de sa rencontre avec les représentants des... mutins.

« Question : Comment s'est passée cette journée ?

Réponse : Tendue. Un gendarme a donné le ton au début : « Nous sommes venus écouter vos propositions. Si ça ne nous convient pas, on s'en va ! ».

Voilà qui devrait servir aux dirigeants syndicaux qui acceptent de négocier sur l'ordre du jour du patronat ou du gouvernement.

Bref, par la manifestation, illégale

pour les militaires, policiers et gendarmes ont obtenu ce que douaniers, salariés des hôpitaux, éducateurs, surveillants de prison, médecins, avocats, personnels de la culture, etc. tentent d'arracher depuis des mois [5]. L'éditorialiste de Libération commente cette situation. « En matière de lutte sociale aujourd'hui, mieux vaut être gendarme en uniforme qu'ouvrier chez Bata ».

Nul doute que les salariés vont tirer les mêmes conclusions.

Une course est maintenant engagée. Entre le gouvernement et les grèves qui fusent, qui l'emportera ?

Les salariés arracheront-ils satisfaction à leurs revendications ? Nul ne peut répondre à ces questions. Ce qui est certain, c'est que la tension sociale [6] croît, la tendance à la radicalisation s'accroît. Il faut tout l'art des bureaucrates syndicaux (unis en la matière) pour diviser, multiplier les journées d'action, les grèves partielles, tournantes, etc. Cette efficacité est relative. Les appareils syndicaux sont faibles : le gouvernement, le patronat sont à la merci d'un « coup de tabac » des salariés. Un mouvement spontané, uni, peut balayer toutes les défenses dans un secteur.

Résumons l'état des lieux institutionnel :

- ▣ La gauche plurielle n'existe plus.
- ▣ Chaque formation aura son candidat.
- ▣ Chaque candidat, Hue, Chevènement, Mamère, n'existe qu'en attaquant le gouvernement qu'ils ont soutenu, voire auquel ils ont participé.
- ▣ Chacun lâche une partie de la vérité. Lors de la dernière discussion sur le « projet de loi de modernisation sociale » à l'Assemblée nationale, Georges Sarre déclare au Figaro : « Avec cette loi, le P.C. a rendu un

fier service au patronat ». Ce qui est vrai.

De son côté, Marie-Georges Buffet affirme le 16 décembre que « si on veut mettre en échec la droite, c'est maintenant qu'il faut agir, et agir à gauche ». Donc, avant, ce n'était pas le cas : c'est exact.

▮ Chaque candidat de « l'ex-gauche plurielle », rabatteur de voix pour le second tour, cherche... sa gauche. Sauf le Parti socialiste qui, résigné, présente un programme électoral Le-louchien, intitulé « La vie en mieux, la vie ensemble »

Responsable du « projet », Martine Aubry ne cherche même plus à donner le change. La lecture de ce texte démoralise d'ailleurs les meilleures volontés. Ainsi, l'éditorialiste du Monde, Laurent Mauduit, conclut-il son article consacré aux « fortes ambiguïtés » du projet socialiste, en ces termes : « Ce texte apparaît de bout en bout très confus. Pour ne pas dire un peu cynique ». Laurent Mauduit est sévère avec Martine Aubry. Comment la rédactrice aurait-elle pu faire autrement ?

Que promettre quand les « 35 heures » se traduisent par l'instauration de la flexibilité, le blocage des salaires et sont subventionnées, au profit du patronat (!) par les fonds de la sécurité sociale, c'est-à-dire par le salaire différé !

Comment éviter les « ambiguïtés » quand Laurent Fabius avec la loi sur « l'épargne salariale » offre aux marchés boursiers les liquidités dont il a besoin en attendant les fonds de pension ?

Comment trouver les mots alors que les fonctionnaires savent que les dirigeants-ministres du PS piaffent d'impatience à mettre en œuvre la « réforme de l'État » battue en brèche par les grèves et les manifestations ? Martine Aubry sait l'exercice pro-

grammatique impossible. En fait, ce que le Maire de Lille et quelques autres préparent... c'est leur avenir. Ils ne croient pas vraiment à la victoire. D'autant que, lors des élections municipales, cette politique a été durement sanctionnée, le P.C. et le P.-S. perdant des dizaines de mairies.

Le seul fait que Chirac, politiquement dévalué, enfoncé dans les affaires, traqué par les juges, apparaisse en mesure d'être réélu est totalement ir-réel.

C'est l'abstention populaire massive, certaine, le rejet que le PS et le PC vont provoquer parmi les salariés, qui peuvent permettre à la droite rassemblée d'espérer l'emporter... malgré son candidat !

Nous aurons l'occasion d'y revenir dans le prochain numéro, mais si les hypothèses que nous dégageons se confirment, alors les prochaines élections seront marquées par un double séisme.

▮ La disparition du PCF comme parti national.

▮ L'explosion du Parti socialiste. Une époque s'achève. Même sur les libertés, P.-S. et P.C. bazardent toutes leurs traditions démocratiques. Après avoir adopté, au nom de la lutte contre le terrorisme, des mesures liberticides dénoncées par des centaines d'avocats et la Ligue des droits de l'homme, la majorité plurielle sort sa matraque.

Sur la « sécurité », le Parti socialiste affirme dans les mots, et dans les faits, une orientation qui est identique au R.P.R. ou à l'U.D.F. [7]. La jeunesse est dorénavant rendue responsable de sa désocialisation, de sa précarité. Les banlieues doivent payer pour leur misère. Julien Dray, « spécialiste de la sécurité », refuse de sombrer dans « l'angélisme ». Les « bavures » (meurtres de jeunes) se multiplient dans les banlieues lais-

sées à l'abandon, à la mort économique et sociale. Il y a cinq ans, le P.-S. évoquait un plan Marshall pour les banlieues ; la répression est maintenant, ouvertement, la seule politique sérieuse envisagée. Nouveaux convertis, les socialistes vont là aussi montrer de quoi ils sont capables...

Qu'on nous comprenne bien. Il faut évidemment refuser violence et délinquance. Mais cette situation est la conséquence de la crise du capitalisme qui, depuis des décennies, rend les pauvres plus pauvres, les exclus plus exclus. L'économie de marché crée, engendre la société de marché. On ne régule pas la déréglementation. C'est impossible. Les jeunes désocialisés sont nés dans la misère. Vols, délits, violences, trafics de drogues sont quelques aspects d'une réalité qui porte un nom : paupérisation.

Exagération ?

Les responsables des restaurants du cœur viennent de l'annoncer : cette année, c'est plus de soixante millions de repas qui seront servis. Tous les records seront battus. Ils dénombrent plus de 500 000 démunis, sans aucune ressource. Les jeunes, précise un responsable dans le Nord, sont parmi les démunis de plus en plus nombreux et on rencontre maintenant des « travailleurs pauvres » qui ne gagnent pas assez pour manger deux fois par jour et payer un loyer... La pauvreté gangrène toute la société. La précarité broie tous les repères.

Ayant abdiqué toute politique anti-capitaliste, P.-S. et P.C.F. construisent plus de prisons, recrutent plus de policiers, alors que polices municipales et milices privées se multiplient. Comme aux États-Unis.

Justement. Parlons des États-Unis. Depuis le 11 septembre, 624 411

emplois y ont été supprimés. Pour l'ensemble des onze premiers mois de l'année, les suppressions d'emplois ont atteint 1 795 292, soit quasiment trois fois le nombre de licenciements annoncés pendant toute l'année 2000 (Le Figaro économique 6 décembre).

Récession aux États-Unis, au Japon, en Allemagne ; il semble impossible que la France échappe à cette situation. Faillites de grandes compagnies (Swissair, A.O.M., Moulinex, Sabena), restructurations à marche forcée : à nouveau le chômage va exploser. La précarité s'accroît encore. L'insécurité, la violence, l'économie maffieuse et criminelle vont prospérer. Le capital provoque le chaos, le désordre, le désespoir. L'Expansion affirme que l'année 2002 sera sur le plan économique la plus difficile depuis 1945...

À ce degré de mise en cause des conditions d'existence de ceux qui vivent, qui veulent vivre de leur travail, la question est posée : quelle initiative, quelle action peut stopper cette entreprise de dislocation de la société ?

Que faire pour arrêter le massacre ? Voter pour Jospin ? Plaisanterie. Il a mené, il mènera la même politique que Chirac. Avec plus de cohérence, de talents.

L'URGENCE POLITIQUE

Pour garantir les retraites du privé, du public à 37,5 annuités ; pour stopper le chômage, supprimer la précarité, l'annualisation des 35 heures, défendre les services publics encore existants, renationaliser sans indemnités ni rachat ceux qui ont été privatisés, pour que l'éducation nationale, la culture, soient au cœur d'une action gouvernementale démocratique, il faut rassembler chômeurs, salariés

du public, du privé, jeunes et retraités dans, par la grève générale.

Ce n'est ni un remède miracle, ni un gadget. C'est maintenant une nécessité. Une urgence politique.

Ce ne doit pas être un simple mot d'ordre d'agitation, mais l'axe de toute politique anti-capitaliste, anti-mondialisation, anti-gouvernementale sérieuse.

Il faut préparer la grève générale. Oser, énoncer cette vérité, simple, claire, en finir avec les généralités sur le mouvement social.

Hier une majorité de salariés croyaient encore que les élections, l'alternance pouvaient changer la situation, au moins freiner la dégradation. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. L'abstention, toujours plus grande, l'atteste. Or l'abstention est une réponse passive, sans issue. L'abstention laisse les mains libres au capital, aux appareils.

Contre un gouvernement (de « gauche » ou de droite) adossé aux institutions européennes, lié au FMI, défendant les intérêts des « entreprises », il faut maintenant mettre en avant l'action directe, la force du nombre, de l'unité de classe, seule en mesure de faire reculer les assaillants.

Il s'agit d'une bataille politique.

Si les candidats de LO, de la LCR, du PT veulent être utiles aux salariés (et ils peuvent l'être), c'est cette question qu'ils doivent, nous semble-t-il, mettre au centre de leur bataille politique. Seule la préparation d'une mobilisation d'ensemble, tous ensemble, situera la campagne électorale de ces candidats sur un terrain de classe, compréhensible par tous. Le danger de voir dans les mois qui viennent la société reculer qualitativement sur le plan social, économique, politique, ne relève pas du pronostic apocalyptique.

Il suffit de suivre l'histoire qui s'écrit en Argentine. Il suffit de passer la Manche et d'aller voir ce qui existe en Angleterre, au pays des merveilles de Thatcher-Blair. Il faut stopper tout cela. Il faut contre-attaquer. Il faut la grève générale.

Les rares militants du PCF et du PS fidèles à leurs engagements seront de ce combat : la plupart des militants syndicaux (à l'exclusion des bureaucrates) s'engageront dans cette bataille. Les salariés du public, du privé, entendront cette nécessité : aucun bureaucrate ne pourra y résister. Il s'agit de les submerger. Naturellement, il ne suffira pas de parler de la grève générale pour qu'elle intervienne. Rien n'est simple s'agissant de la préparation politique d'une insurrection sociale des forces vives de la société. Mais les centaines de milliers de femmes, d'hommes, qui voteront pour l'extrême gauche peuvent devenir les acteurs d'une telle entreprise. C'est, répétons-le, une affaire politique, qui appelle pour les militants, débats, initiatives. Pas une baguette magique.

À Carré Rouge, nous n'avons pas vocation à formuler des mots d'ordres d'actions ultimistes [8]. Nous sommes une revue et nous ne voulons d'aucune manière nous substituer aux groupes et aux organisations existantes. De surcroît, notre expérience militante nous a vaccinés contre la prétention à répondre à une situation complexe par un seul mot d'ordre d'action, au risque d'écraser toutes les nuances. Si nous soumettons la grève générale à la discussion des militants, c'est qu'il nous semble que cette perspective sera l'axe de la vie politique, sociale, des mois qui viennent.

Les salariés au sens large du terme sont dans une situation paradoxale. Depuis cinq ans, la « gauche pluriel-

le » a aggravé leur situation, mais grâce à leurs combats, à leurs résistances, ils sont debout, prêts à agir. L'action engagée par les salariés de Lu-Danone, le 9 juin 2001, constituait un premier signe de cette disponibilité. La manifestation fut un réel succès. C'est un point d'appui. Aux élections, une couche significative de salariés et de jeunes votera pour les candidats de LO, de la LCR ou de PT. Ceux-là affirmeront leur volonté de se rassembler contre les candidats du capital, sans illusions électorales. Les salariés savent que, pour faire reculer la droite et la gauche unies au patronat, adossé aux institutions européennes, il faut une lutte d'ensemble, vigoureuse, totale. La grève générale est dans l'air. Elle répond à un besoin. Celui de forger la confiance, de rassembler, d'unifier au-delà des statuts, des corporations, des métiers. Préparer la grève générale, c'est mobiliser le bas de la société. C'est rassembler les couches profondes, la jeunesse.

C'est un travail dans la durée, mais qui peut aboutir. Ni par le bulletin de vote, ni par des luttes classiques, les plans du capital ne seront battus en brèche. Il faut restituer à la grève générale son sens politique historique profond.

La grève générale est une politique sérieuse, raisonnable, à l'opposé de toute attitude, ou pose gauchiste. Et cette démarche conduit naturellement à poser au cœur de la campagne électorale une question : qui doit gouverner le pays et pourquoi ?

« TOUT

Depuis l'alternance de 1981, nous vivons au rythme des « gouvernements du marché ». Une équipe, composée d'énarques, d'avocats

d'affaires, succède à l'autre. La majorité exerce le pouvoir gouvernemental, l'opposition se repose... et se prépare en « conseillant » les chefs entreprises. C'est l'alternance. Les partis ouvriers-bourgeois se sont usés à la tâche. Ils sont en voie de disparition, comme hier la SFIO laminée par son soutien aux guerres coloniales et à de Gaulle. Avec des différences de taille par rapport à cette époque. Le Mur de Berlin est tombé, l'ex-parti stalinien est au dernier stade de l'agonie.

À de nombreuses reprises, différents rédacteurs ont écrit sur la nature de la social-démocratie. Ainsi, Charles-André Udry écrivait-il : « La social-démocratie (sous la forme du New Labour ou du PDS italien) représente aujourd'hui une force politique qui ne peut plus être analysée dans les termes traditionnels du "parti ouvrier bourgeois", du "restaurant ouvrier avec cuisine bourgeoise".

La fonction organique entre les cercles centraux de la social-démocratie et le grand capital privé (par exemple en France, dans le cercle de l'industrie créée par Dominique Strauss-Kahn) fait de ces partis les vecteurs efficaces d'un projet social-libéral, s'inscrivant dans un bipartisme émergent qui rend caduques les approches "traditionalistes" sur les changements de majorité gouvernementale (gauche-droite ou l'inverse) ». (Charles-André Udry, Carré Rouge n° 9. Novembre 1998). Poursuivant la réflexion, notre ami François Chesnais écrivait dans le n° 12 de Carré Rouge : « Il est clair que le personnel dirigeant du Parti socialiste se meut plus aisément dans la mondialisation que celui des partis traditionnels de la bourgeoisie, notamment du RPR. Du fait de la combinaison particulière d'origines sociales (où la fortune héritée est de-

meurée l'exception) et de la formation reçue (l'Ena, la haute fonction publique et financière en France, mais aussi, pour l'entourage, de longs passages à la Commission européenne ou dans les institutions financières internationales de Washington), nous sommes en présence d'un personnel politique moins enclin à être "englué dans le national" que celui des partis de "droite" traditionnels. Ce sont des gens aptes à "comprendre le système mondial" et à penser les intérêts particuliers du capital financier français (au moins dans certaines de ses formes, car ils sont hostiles à l'impérialisme colonialiste traditionnel) dans le contexte de "l'intérêt général" de la domination impérialiste dans son ensemble ».

Ces deux citations illustrent parfaitement le trajet effectué en cinq ans par le gouvernement de Lionel Jospin. Les principes de gestion capitaliste des entreprises ont été, dans une large mesure, appliqués... au pays tout entier. C'est la « corporate governance ». La politique des actionnaires. Évidemment, jamais cette stratégie n'aurait pu voir le jour sans le soutien actif du PCF. Robert Hue a raison de le répéter : sans les voix des députés communistes, pas de « majorité plurielle ». Les dirigeants du PCF vont d'ailleurs en payer le prix fort lors des prochains rendez-vous électoraux. N'en déplaise à nos camarades de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste, la social-démocratie comme l'ex-parti stalinien ne sont plus des partis ouvriers. On verra d'ailleurs, même si ce critère n'est pas déterminant, que peu d'ouvriers et de salariés du rang, pour ne rien dire des chômeurs, voteront pour ces partis lors des prochaines élections. Le P.-S. et le P.C.F. n'ont plus de liens militants réels avec la masse des salariés. Les appareils sont de

plus en plus réduits à eux-mêmes. Nous entrons dans le troisième millénaire dans une configuration politique totalement bouleversée du mouvement ouvrier. Pas seulement sur des décombres. De nouveaux éléments sont présents. Des raisons d'espérer existent, mais selon la formule de Trotsky à la fin des années trente : « Il faut tout recommencer ! ». Naturellement, l'efficacité devrait conduire les organisations révolutionnaires à s'unir. C'est un rêve. Les petits appareils craignent, plus que tout, l'existence d'une formation démocratique unifiée. C'est ainsi, et sinon aux marges, rien ne changera sur ce point à court terme.

Seules de puissantes luttes des classes permettront d'avancer en termes neufs, novateurs, vers la formation de nouveaux partis démocratiques, révolutionnaires.

Nous savons que les salariés doivent diriger la société, proposer une nouvelle architecture économique, écologique, sociale, politique. L'élaboration d'un projet, d'un nouveau programme de transition pour le socialisme démocratique (en admettant que ces termes soient encore les bons) apparaît nécessaire. Ce ne peut être un projet national, mais internationaliste. Au moins européen. Un tel travail d'élaboration, un projet anti-capitaliste, un programme de gouvernement ne peuvent voir le jour, indépendamment du combat vivant, concret, contre le capital en France et en Europe.

De 1936 à 1968, la classe ouvrière française a multiplié les grèves générales sectorielles (des fonctionnaires, des mineurs, de la presse, etc.) ou totales. Les salariés français ont le sang chaud. C'est probablement l'une des explications à ce qu'on nomme « l'exception française ». Par ailleurs, à la différen-

ce de l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, jamais depuis la Commune de Paris les salariés n'ont été écrasés physiquement par la réaction ; et jamais non plus la bourgeoisie ne l'a emporté dans un choc frontal comme Thatcher contre les mineurs. Au contraire. En 1963, de Gaulle doit reculer devant la grève des mineurs, et en 1995, Chirac-Juppé ont été quasiment submergés par les cheminots et les salariés de la RATP.

Le seul moment où une trêve durable de la lutte des classes s'est installée, c'est à partir de l'élection de François Mitterrand. Les espoirs et les illusions des salariés en l'union de la gauche au pouvoir lui ont coûté cher : désindexation des salaires, déréglementation, privatisations et surtout avec les grandes « restructurations » industrielles, création d'une armée de millions de chômeurs. À certains égards, le jospinisme est le dernier avatar du mitterrandisme.

En 1968, la grève générale n'est pas tombée pas du ciel ; elle fut, dans une situation donnée, préparée par l'action de « groupuscules ». D'un coup, une France qui « s'ennuyait » s'est massivement passionnée, politisée.

Les salariés vivent, aujourd'hui, dans des conditions économiques et sociales infiniment plus difficiles qu'en 1968. C'est peut-être dans la nature de « l'exception française » que d'inaugurer le xxi^e siècle par un événement grandiose. Discutons-en. Et bonne année à tous.

Notes

1- Ainsi on a entendu Chirac et Jospin présenter leurs vœux, chacun s'attribuant le rôle essentiel dans la mise en place de l'euro...

2- Première élection présidentielle au suffrage universel.

3- Pour illustrer notre propos, renvoyons nos lecteurs à la dernière initiative « européenne » des deux « têtes de l'exécutif ». L'alliance passée par Jospin et Chirac pour imposer Giscard d'Estaing comme président de la convention sur l'avenir de l'Europe, contre les candidats socio-démocrates, à commencer par Jacques Delors !

4- Il n'a pas fallu attendre longtemps. Présentant au nom des Armées ses vœux au Chef de l'État, le chef d'État-Major a réclamé pour tous « les personnels » les avantages obtenus par les gendarmes.

5- Rappelons que policiers et gendarmes sont en charge du plan vigipirates et que la « France est en guerre » aux côtés des Etats-Unis... Sourions.

6- Edouard Balladur, qui n'est pas un méchant, sans doute vexé d'avoir été battu par Jospin sur les privatisations, interrogé après la prestation du « probable » candidat à la télévision, a considéré, fort de la « même expérience » de Premier ministre-candidat, que Jospin... sous-estimait la « tension sociale » !

7- Daniel Vaillant a décidé d'organiser chaque année... une journée de la police ! Elle sera sans doute jumelée avec celle de la musique...

8- Qu'il soit bien clair que cet article n'engage que son auteur. Il y a naturellement d'autres points de vue au sein du comité de rédaction. La discussion par écrit permettra de faire progresser la réflexion collective sur la situation politique, les réponses à y apporter.

La fronde des gendarmes de fin novembre – début décembre dernier n'est pas seulement révélatrice de l'affaiblissement continu du gouvernement de Gauche plurielle. Elle n'est pas purement et simplement une poussée sécuritaire : c'est plus le contexte politique que les revendications des gendarmes elles-mêmes, bien moins sécuritaires que celles des policiers, qui pousse ce conflit dans ce sens. Il ne s'agit pas non plus, bien sûr, d'un conflit revendicatif classique auquel les révolutionnaires peuvent apporter leur soutien. « Crise de mai 1968 à retardement », « crise sérieuse de l'État », selon Alain Richard, ministre de la Défense [1], c'est dans ce sens que nous aurions intérêt à traiter ce conflit inédit, afin de prendre la mesure des questions qu'il pose.

France : de la fronde des gendarmes à la crise de l'État

L'État bourgeois est de nouveau de manière évidente au devant de la scène politique et sociale depuis le 11 septembre. Cela contredit toute idée d'une éclipse, d'un effacement de son rôle à l'heure de la mondialisation capitaliste, où ne prévaudrait que le libre jeu des forces du marché et des multinationales. De la guerre économique contre les salariés et l'accentuation de la répression, à la guerre tout court, en passant par le rôle d'animateur en chef du marché national (sur le mode des speakers de galerie commerciale poussant chacun à consommer, car « tout va bien ») les gouvernants sont les hérauts et les organisateurs de ce « patriotisme économique »

qui plaît tant au MEDEF, comme du patriotisme tout court. Mais le gouvernement de Gauche plurielle, de perte de crédibilité en mini-crisis, depuis l'hiver 1999 en gros avec la démission de Strauss-Kahn, voit son autorité s'affaiblir, taraudé par les faiblesses institutionnelles de la cohabitation, par l'atmosphère pré-électorale qui déchire ses rangs et par les attaques de Chirac. Le nouveau costume est trop grand pour Jospin et ses ministres falots. Vigipirate et le climat « d'insécurité » réel ou supposé ont peut-être resserré de manière transitoire et précaire l'opinion autour de ses autorités, mais ils ont aussi eu comme effet boomerang d'introduire une forte tension au sein des person-

nels chargés de la répression.

GENDARMERIE :

UNE CRISE INÉDITE

Le 22 octobre la Garde Républicaine refuse de présenter les armes à l'entraînement. Fin novembre – début décembre : dans bien des casernes, des officiers se font huer par leurs subordonnés. Pendant plus d'une semaine, le quart des 100 000 gendarmes a manifesté, souvent en utilisant des véhicules de service. Il y a peut-être fallu une certaine complaisance d'une partie de la haute hiérarchie proche des milieux de droite ou d'extrême-droite, et prompte à saisir l'occasion de réclamer à un gouvernement de gauche, toujours plus compréhensif à son égard, sa part dans le budget de professionnalisation des armées. Mais en admettant qu'il y ait eu une main invisible dans ce conflit, elle s'est plus efforcée de le suivre que de le précéder.

Hormis les périodes de guerre ou de guerre civile, de tels actes d'indiscipline sont inédits dans l'histoire militaire. L'expression de « crise de mai 1968 à retardement », employée par un inspecteur général des armées [2], renvoie à cette poussée revendicative inédite, symptomatique de l'évolution d'un corps d'armée dont le recrutement et les missions font pénétrer en son sein une culture de plus en plus civile. Cette poussée revendicative était connue depuis des mois par des messages anonymes sur des sites Internet. Exagérée et traduisant le désarroi d'un haut fonctionnaire, la référence à la crise de mai 1968 traduit aussi une érosion des mécanismes d'autorité et des valeurs d'un des corps de répression les plus anciens de l'État. Et si les gendarmes ont tenu à signifier qu'ils ne remettaient absolument pas

en cause leur statut militaire (avec les avantages qui y sont liés, notamment en matière de retraite), leurs modes d'action entraînent bien en contradiction avec les us et coutumes de « la grande muette ».

L'ÉVOLUTION PARALLELE

DE LA GENDARMERIE

ET DE L'ÉTAT

Comme bien des institutions bourgeoises, la gendarmerie, qui est une des plus anciennes, est héritée de l'État monarchique. Les bourgeois « libéraux » de 1791 avaient non seulement grandi et prospéré en son sein, mais y avaient aussi beaucoup appris. Et quand ils fondent la gendarmerie, celle-ci devait avoir clairement à leurs yeux une fonction de répression et de surveillance dans la continuité de la maréchaussée d'Ancien régime. Police militaire, la gendarmerie en a conservé le fonctionnement hiérarchique : on ne désobéit pas à un ordre, fût-il l'incendie d'une paillote, et le fonctionnement en corps d'armée isolé de la société. Mais comme pour nombre de corps d'État, le personnel gendarme a évolué. Du fils de paysan ou de petit bourgeois qui cherchait dans la gendarmerie une promotion sociale, en tirait gloire et honneur pour lui et ses fils, qui seraient gendarmes comme Papa, on est passé à un recrutement plus diversifié, plus professionnalisé, basé au moins autant sur des compétences techniques que sur la foi en la République. Les gendarmes sont toujours encasernés, mais en ville, et leurs femmes, qui parfois travaillent ou vont chercher les enfants à l'école voisine et croisent des femmes de travailleurs, n'épousent pas forcément, avec leurs maris gendarmes,

la passion pour la vie de caserne, ce qu'elles ont d'ailleurs parfois signifié pendant le récent conflit.

L'évolution du personnel et des fonctions de la gendarmerie traduit de manière atténuée l'évolution des fonctions et du personnel de l'État depuis un siècle, plus encore depuis 1945. Cela vaut pour le cas français mais aussi très largement pour les pays impérialistes. On n'est plus seulement en présence d'un appareil, état-major politique de la bourgeoisie financière. Plus exactement, parce qu'il est devenu l'instrument politique exclusif de la bourgeoisie financière, l'État, en tant que régulateur du cycle de reproduction toujours plus complexe du capital, toujours plus social, a suivi le même chemin que lui et s'est emparé de tout le corps de la société pour en faire une machine à produire et à consommer. Système, machine, bien plus qu'appareil, l'État bourgeois impérialiste d'après 1945 pose au prolétariat d'une autre manière la question de la prise du pouvoir, comme celle de l'élaboration, ici et maintenant, des mécanismes de résistance à une domination qui ne se limite plus à l'entreprise, même si celle-ci en est le cœur et la raison d'être, mais qui distille aussi sa morale et ses mécanismes de domination dans toute la société.

La socialisation des fonctions de l'État va de pair avec une prolétarianisation de son personnel. Y compris au sein des armées, on trouve un personnel civil, technique, qui par ses conditions de vie ressemble bien plus au salariat qu'aux hauts fonctionnaires, et qui n'a plus rien à voir en tous cas avec la figure du fonctionnaire petit notable, qui avait fait les écoles et tirait de son élévation sociale un mépris pour le prolétaire, une passion pour la chose publique,

comme cela pouvait encore être le cas au 19^e siècle, ou même encore pendant l'entre-deux-Guerres.

De plus en plus isolé de la société car de moins en moins démocratique, l'État de la bourgeoisie au 20^e siècle, parce qu'il se fixe comme objectif de réguler la vie des « masses », doit exercer sa domination sur le mode du consensus, qu'il soit le produit ou non d'un écrasement de toute velléité de contestation. C'est pour cette raison qu'il tend vers le mode de gouvernement démocratique, bonapartiste ou totalitaire. Pour cette raison encore que ce nouvel État de l'ère des masses est aussi le reflet des conditions économiques et sociales d'une époque.

L'ÉVOLUTION

DES FONCTIONS

DE L'ÉTAT DEPUIS 1945

L'entre-deux-Guerres, marqué par des conflits de classe violents et une impossible stabilisation, n'offre pas des conditions à une stabilisation de l'État impérialiste, en tous cas sur des bases démocratiques durables. C'est seulement après 1945, quand la bureaucratie stalinienne pourra troquer son rôle de domestication des luttes ouvrières, que, sur la base d'un nouveau régime d'accumulation du capital protégé par les USA, fondé sur une révolution technologique [3] et l'expansion du secteur des biens de consommations que « l'Etat-Providence » pourra apparaître comme un modèle pour les bourgeoisies impérialistes, à la fois pour juguler l'influence de l'URSS, remettre en selle les économies capitalistes ruinées par la guerre et surtout, pour assurer le calme social. L'établissement de ces « Etats-Providence », si providentiels pour les

bourgeoisies impérialistes, connaîtra un tel succès politique qu'ils auront même de pâles copies dans le Tiers-Monde, où suite aux révolutions coloniales, quelques États bourgeois s'entoureront de quelques fonctions sociales. Au niveau mondial, cette situation était le fruit de l'existence et de la stabilisation de l'URSS stalinienne. Les bureaucraties syndicales furent appelées à négocier et plus ou moins à cogérer un secteur social puissant, toléré par les bourgeois en échange de la domestication du mouvement ouvrier, pour lequel l'existence de l'URSS constitue une référence si ce n'est un modèle. L'équilibre n'était donc qu'apparent, puisqu'il s'agissait pour les capitalistes comme pour les bureaucrates de l'URSS ou du mouvement ouvrier de maintenir l'ordre capitaliste ou stalinien.

L'État français de l'après-Guerre hérite de surcroît de cette période de luttes intenses, certains traits « bonapartistes ». Ils vont s'atténuer ou se ranimer par la suite en fonction des situations de crise pendant ces décennies d'après-Guerre où la classe ouvrière ne peut pas prendre le pouvoir, mais où la bourgeoisie ne peut pas non plus faire absolument ce qu'elle veut. Par exemple, la Constitution de 1946, qui fait de la France une république « démocratique et sociale », traduit la nécessité pour la bourgeoisie de l'époque de contenir la poussée et les aspirations du prolétariat au sortir de la Seconde Guerre mondiale, qui s'inscrivent aussi dans la continuité des grandes luttes ouvrières de 1936. La reconnaissance de droits sociaux importants va de pair avec un degré supplémentaire d'intégration des bureaucraties ouvrières chargées de contenir les luttes jusqu'à un certain point, celui où leur propre légitimité

serait remise en cause par les travailleurs. Ces traits constitutifs de l'État français d'après-Guerre serviront de base à l'édification de la 5^e République. De 1958 à 1963, le balancier social et politique s'est déporté à droite, vers les forces bourgeoises. Mais De Gaulle consolide l'édifice institutionnel au prix d'une intégration plus poussée des organisations représentatives du patronat... comme des syndicats ouvriers, opération qu'il renouvelle à la suite de la crise de mai 1968. L'équilibre sera rompu au milieu des années 1970.

LA RUPTURE

DE L'ÉQUILIBRE

AU MILIEU DES ANNÉES

1970

La crise rend impérieuse pour la bourgeoisie une offensive pour rétablir ses profits et se réapproprié une partie du surproduit social, pendant que la référence à l'URSS s'éloigne, le tout dans un contexte de défaites des mouvements de révolte à l'échelle mondiale. Au niveau international, il faudra la contre-révolution libérale et d'importantes défaites du prolétariat dans les années 1980 [4] pour que les bourgeoisies impérialistes réunissent les conditions d'une redéfinition du rôle social de l'État. Ces défaites sont concomitantes de l'affaiblissement du rôle de l'URSS. Comme référence des luttes d'une part, puisque avec la révolution iranienne de 1979 et les grèves polonaises de 1981, on voit apparaître pour la première fois depuis des décennies des mouvements de masses prolétaires qui ne vont pas puiser, même de manière détournée ou lointaine, leurs références dans un des avatars idéologiques de la Révolution d'octobre. Comme socle de ré-

sistance au mouvement du capital enfin, puisque dans la foulée de la disparition de l'URSS, une vague de « libéralisation » va déferler sur le monde et s'emparer des systèmes étatiques.

La crise de l'Etat-Providence est historique. Le progrès technique et humain dans les sociétés des pays riches rendent de plus en plus insupportables à des individus de plus en plus autonomes, rétifs à l'autorité, un État omniprésent et qui s'empare de tous les domaines de la vie sociale, de la vie tout court. Mais si cette crise structurelle prend la forme d'une croisade libérale, c'est que c'est de ce côté-là, celui des élites de la bourgeoisie, que viennent les réponses politiques. « L'État tue le social », proclame Seillères. C'est surtout que les nouvelles formes du capitalisme tuent l'Etat-Providence. Il n'y a plus de « grain à moudre », pour reprendre l'expression de l'ancien leader syndical Bergeron, ou plutôt il y en a de moins de moins. Les États de l'ère libérale deviennent les acteurs d'un gigantesque transfert des budgets sociaux vers la sphère financière, de la destruction de nombres de mécanismes de protection collective ou de régulation imposés par la faiblesse des bourgeoisies nationales ou par les luttes des peuples pendant les décennies précédentes. La nécessité d'ouvrir des champs d'investissement rentables comme réponse à la suraccumulation du capital entraîne la vague, puis le raz-de-marée des privatisations. Cette privatisation des États est marquée par la sélection de plus en plus rigoureuse de leur personnel dirigeant, grands patrons liés aux formations de droite en crise dans un certain nombre d'États, et surtout, avocats d'affaires ou personnels dirigeants de grands trusts pour ce qui

concerne la social-démocratie.

La privatisation des fonctions, du personnel et des biens de l'État entre en conflit avec ce à quoi les travailleurs sont attachés depuis des décennies, à savoir ses fonctions sociales et collectives, ce qui génère d'importants conflits sociaux, mais surtout une perte de légitimité populaire de l'État tel qu'il se transforme sous nos yeux.

QU'EST-CE QUE

L'ÉTAT LIBÉRAL ?

Certainement pas en tous cas un État qui assiste passif au libre jeu des « marchés ». Cette liberté, qui permet à Jospin de se déclarer impuissant face aux licenciements chez Michelin, a été pour le moins organisée, planifiée, de la libéralisation complète des mouvements de capitaux dans les années quatre-vingt à la suppression de l'autorisation administrative des licenciements en France par exemple. Demain, un État pourra de même se déclarer impuissant devant la dégradation du niveau scolaire s'il privatise le système d'éducation, ou devant la recrudescence des accidents aériens si la privatisation du système du guidage au sol des avions se poursuit.

Il n'est pas certain que l'ensemble des bourgeoisies avancent du même pas avec le rouleau compresseur dans la voie d'un modèle « ultra-libéral », « néo-libéral » ou « social-libéral ». La bourgeoisie agit et pense comme une classe sociale à la fois internationale et nationale, capable de s'adapter aux résistances des classes ouvrières nationales, aux traditions continentales, aux événements historiques comme le 11 septembre. Elle écoute ses intellectuels comme une référence, mais l'expérience du pouvoir la pousse à ne pas agir de façon trop dogmatique.

La vision d'un État national et protectionniste conservant des mécanismes de régulation important n'a plus la cote, mais celui-ci demeure une solution de repli, au cas où sa réactivation s'imposerait. Les nécessités actuelles lui imposent de poursuivre et d'amplifier les mécanismes d'atomisation de la classe ouvrière, donc d'infléchir les mécanismes de protection collective, de poursuivre à une échelle encore plus vaste les transferts de capitaux vers la sphère financière, d'ouvrir un champ de plus en plus large aux investissements privés, mais également, et plus encore après le 11 septembre, de renforcer les fonctions régaliennes : police, armée, justice.

C'est en dernière instance l'estimation du degré de résistance des classes ouvrières qui fait osciller les bourgeoisies nationales vers le plus ou moins d'État, vers l'ultra- ou le social libéralisme. Mais les propres faiblesses des bourgeoisies comptent également : les bourgeoisies européennes ont toujours bien plus besoin de leurs États respectifs que la puissante bourgeoisie américaine, de leur présence directe dans l'industrie par exemple.

ENTRE FONCTIONS

RÉGALIENNES

ET FONCTIONS

LA CRISE ACTUELLE

DE L'ÉTAT

La bourgeoisie et ses États se situent aujourd'hui dans un entre-deux historique. Elle poursuit et amplifie ses attaques contre le prolétariat. Mais les nouvelles couches ouvrières que son économie a générées et les nouvelles résistances en

son sein privent les bourgeois du monde entier de défaites décisives. « Refondation sociale », « réforme de l'État », « référendum sur l'éducation », « le marché du 21^e siècle : 2000 milliards de dollars » titrait-on avant le 11 septembre... Les projets de contre-réformes sont nombreux en France et ailleurs. Les bourgeois ont encore bien des attaques dans leur besace, en Europe, mais aussi aux États-Unis. ou au Japon, ou comme ici, les hommes politiques de la bourgeoisie peinent à tourner la page du xx^e siècle, c'est-à-dire à tourner la page de ce que les histoires nationales et plus d'un siècle de luttes ouvrières ont inscrit dans la société et dans l'État.

On n'en a pas encore fini avec l'Etat-Providence, et on n'en est pas encore heureusement rendu à l'Etat-Pénitence [4]. Pour utiliser les expressions de Loïc Wacquant [5], le pénal ne s'est pas encore substitué au social. Il n'en sera d'ailleurs jamais ainsi, même aux États-Unis. Pour reprendre le cas de la France, les fonctions sociales jouent encore leur rôle, même si leur poids relatifs diminue et peine à soulager les souffrances. L'évolution à laquelle nous assistons peut-être depuis une dizaine d'années, c'est le mélange et le renversement des genres. Pendant les mal nommées « Trente Glorieuses », le social était l'élément régulateur commun et le pénal traitait les déviances à la marge, en appui. Aujourd'hui, bien des fonctions sociales comme l'éducation par exemple viennent au contraire de plus en plus à l'appui du pénal, d'une logique normative, si ce

n'est répressive. Il y a en tout cas, un large mélange des genres.

C'est à ce mélange des genres que les corps de l'État, surtout les corps répressifs, sont peu habitués à faire face. D'où le malaise des gendarmes (qui ont vu, en zone rurale, les délits augmenter de manière spectaculaire ces dernières années), mais aussi des policiers et des magistrats, et en ce qui concerne les fonctions sociales, le malaise de l'Éducation nationale...

Sans compter que tout cela a un coût. Le resserrement sur les fonctions régaliennes, notamment de répression, implique des investissements importants de la part des États actuels, notamment la professionnalisation des armées, à l'œuvre dans plusieurs pays européens, ou les moyens accrus pour la police. Mais les budgets sociaux ne connaissent pas encore de diminution significative. D'une part, parce que les classes populaires revendiquent. D'autre part, parce que les futures privatisations impliquent des modernisations préalables et donc des injections de capitaux pour attirer les investissements.

En France, quelques semaines avant les gendarmes, l'État a ouvert sa bourse pour la santé publique... et privée. La situation française est particulièrement délicate à la veille d'échéances électorales décisives. Mais c'est l'ensemble des États bourgeois, en tous cas dans les pays riches, qui oscillent ainsi dans leurs choix. De la fronde des policiers à celle des gendarmes, des avocats, de tout le système judiciaire ou de la

santé, ces mouvements traduisent tout à la fois une poussée revendicative, une perte d'autorité et une crise de l'État.

UNE BRECHE QUI PEUT OUVRIR LA VOIE À L'AUTO-ORGANISATION

Les gendarmes ne réclamaient aucun moyen de coercition ou de répression supplémentaire. Ils réclamaient une amélioration de leurs conditions matérielles. Est-ce que cela signifie qu'il fallait traiter leur mouvement comme un mouvement purement revendicatif, comme un autre : être POUR ou être CONTRE ? C'est visiblement entre ces deux écueils qu'ont plus ou moins hésité les éditorialistes d'extrême-gauche.

Est-ce dans ces termes que le débat se pose pour des révolutionnaires ? Une crise affecte l'appareil de l'État, et elle ne peut pas nous laisser indifférent. Elle annonce nécessairement que des brèches sont en train de se créer dans les formes de domination de classe. Discutons alors des voies et des moyens pour remplacer cet appareil en crise par l'auto-organisation, ici et maintenant, des travailleurs. Discutons de mesures transitoires.

Notes

1- Le Monde, mardi 11 décembre 2001

2- Le Monde, dimanche 9, lundi 10 dé-

cembre 2001

3- Ernest Mandel, Le troisième âge du capitalisme

4- Loïc Wacquant, Le Monde, mardi 7 dé-

cembre 1999

5- Loïc Wacquant, Les prisons de la misère

Le 2 décembre, le groupe américain Enron s'est placé en situation de liquidation judiciaire (procédure dite du chapitre XI de la loi sur les faillites), provoquant « la plus grande faillite de l'histoire américaine » (Le Monde du 4 décembre). Même si les contrecoups sur le système financier et sur Wall Street ont été bien moins sérieux que lors de la faillite annoncée du fonds de placement spéculatif Long Term Capital Management (LTCM) en septembre 1998, la faillite d'Enron a suscité, et continue de susciter de très forts remous. Cela tient à la lumière très crue que l'histoire de la montée et de la chute d'Enron jette sur les effets de la déréglementation et de la libéralisation dans la finance et dans les services, comme sur l'extrême vulnérabilité des retraites fondées sur l'épargne salariale.

Enron : les failles du « nouveau capitalisme »

UN PUR PRODUIT DE
LA DÉRÉGLEMENTATION
FINANCIÈRE ET
DE L'ÉNERGIE

Ce groupe texan, basé à Houston et fort de 21 000 salariés dans le monde, est issu à l'origine d'une fusion opérée en 1985, sous la direction de Ken Lay, entre deux entreprises de distribution de gaz naturel (Houston Natural Gas et InterNorth). Portedrapeau de la déréglementation du secteur de l'énergie, cet ami personnel du président George Bush J.-R. [1] et du vice-président Dick Cheney a fait ses premières armes à la Commission fédérale de l'énergie et

au Pentagone durant la guerre du Vietnam. Il va transformer Enron, sur à peine plus d'une décennie, en l'une des toutes premières entreprises mondiales de courtage en énergie : achetant quand les prix sont bas et revendant quand ils s'apprécient, le groupe parvient à contrôler 25 % de la distribution d'électricité et de gaz aux Etats-Unis et tire les quatre cinquièmes de ses revenus de son activité de « trading » à la toute fin des années quatre-vingt-dix. Il se charge de l'approvisionnement de ses clients (Universités, hôpitaux, entreprises) en les prémunissant de la variabilité des prix de l'énergie : pour ce faire, il leur propose des prix garantis en s'assurant par le biais de produits

dérivés d'énergie et en développant, à l'instar des hedge funds, des techniques de couverture complexes (contrat d'échange de taux contre les risques de défaut de crédit).

Il étendra ces techniques de « titrisation » issues de la déréglementation financière au négoce d'autres marchandises sur des marchés en voie de déréglementation (télécommunications, eau, pâte à papier, bois, espace publicitaire, etc.), en développant à partir de 1999 une plate-forme de marché Internet (Enron Online) où il emploie quelques 500 courtiers chargés de mettre face à face acheteurs et vendeurs. Aucune de ces activités n'est soumise à la réglementation fédérale, car Enron et d'autres grands groupes du secteur ont obtenu en 1992, après un intense lobbying, d'être exemptés de toute vérification effectuée par l'organe de contrôle pour ce type de transactions, la Commodity Futures Trading Commission. La croissance du groupe explose à tel point qu'en 2000, il émerge au 7^e rang du classement des 500 premières entreprises mondiales du magazine Fortune, devançant IBM et AT & T. Il représente alors 63 millions de capitalisation boursière et possède plus de 3 500 filiales un peu partout dans le monde. Il réalise un chiffre d'affaire de 100 milliards de \$, dont un quart à l'international où il profite des marchés nouvellement déréglementés de l'énergie en investissant dans divers pays comme le Brésil, l'Inde, le Royaume-Uni, etc. Bien que le groupe possède encore des filiales engagées dans la production et la distribution d'énergie, il s'est transmué en un véritable conglomérat financier, intervenant sur les marchés de l'énergie de la même manière que les banquiers interviennent sur les marchés de l'argent et transformant

des marchandises en titres négociables et en liquidités pures.

SCANDALE

EN CALIFORNIE

ET CHUTE

D'UNE « ÉTOILE »

L'année 2001 marquera brutalement la fin de cette success story. En janvier, le groupe est accusé publiquement par des représentants politiques californiens, ainsi que par les autorités locales de réglementation du secteur énergétique, d'avoir réalisé d'énormes profits sur le dos des usagers. Enron aurait atteint cet objectif en provoquant une hausse soudaine des prix de l'électricité et en privant d'électricité de façon répétée les habitants et les entreprises de l'un des Etats les plus riches et les plus peuplés de la première puissance économique mondiale. Les accusations touchent le groupe durement. En août, Jeff Skilling, le tout nouveau président directeur général du groupe (nommé à peine six mois plus tôt par Ken Lay), qui avait rejoint la société en 1990 après une carrière de consultant chez McKinsey, démissionne suite à la chute de moitié du cours boursier d'Enron, empêchant au passage 62 millions de \$ en levant ses stock options et en vendant ses actions. En octobre, la société révèle une perte nette de 638 milliards de \$ pour le troisième trimestre et une diminution de ses fonds propres de 1,2 milliard de \$, due au rachat de 55 millions d'actions émises par ses filiales non cotées, créées et dirigées par le jeune directeur financier d'Enron, Andrew Fastow. Ce dernier sera congédié une semaine plus tard, non sans avoir tiré auparavant plus de 30 millions de \$ de revenus de ces filiales en sus de son salaire et de ses stock

options provenant de la maison mère. En novembre, alors qu'un petit concurrent, Dynegy, est prêt à acquérir Enron, les dirigeants du groupe annoncent, lors d'une réunion avec les analystes financiers, que les bénéficiaires ont été surévalués de 586 millions de \$ sur ces quatre dernières années. Trois des plus grandes agences de notation (Standard & Poor's suivi par Moody's et Fitch) décident de dégrader la dette d'Enron au rang de junk bond, ce qui a pour effet immédiat de rendre exigible le remboursement d'une dette hors bilan de 3,4 milliards de \$. Dynegy rejette alors l'offre d'acquisition trois semaines à peine après le début des négociations.

A partir de là, les événements s'accroissent : les banquiers de Dynegy et les investisseurs institutionnels découvrent qu'Enron a financé son expansion en transférant une partie de son endettement hors bilan, à des filiales non consolidées dans lesquelles certains de ses dirigeants sont impliqués financièrement. Début décembre, la société est mise à sa demande sous la protection du chapitre xi de la loi américaine sur les faillites, ce qui lui permet de poursuivre son activité et de tenter une réorganisation tout en se mettant à l'abri de ses créanciers. Ces derniers ne peuvent plus exiger la saisie des actifs du groupe en remboursement de leurs créances dont le total, fait de prêts bancaires et d'obligations, est estimé à plus de 15 milliards de \$. Dans la foulée, le groupe licencie du jour au lendemain 4 500 salariés, dont 60 % des effectifs du siège à Houston, et plus de 1 000 salariés dans ses filiales britanniques. Pour solde de tout compte, chaque salarié reçoit une indemnité de 4 500 \$, quelle que soit son ancienneté dans la société. Tandis que l'action du

groupe s'échangeait en août 2000 à 90 \$, son cours s'effondre littéralement et passe sous la barre de 1 \$ en décembre 2001. Aujourd'hui, le groupe fait l'objet d'investigations de la Securities & Exchange Commission (la SEC est le « gendarme » des marchés financiers), des ministères de la Justice et du Travail, ainsi que pas moins de cinq comités du Congrès.

UNE « CORPORATE
GOVERNANCE »
BIEN PEU

Les analystes financiers comme les auditeurs chargés du contrôle des comptes et les banquiers à la fois conseil et prêteurs n'y ont vu que du feu et ont découvert le pot aux roses brutalement. Certes l'arrogance du management d'Enron est soulignée par beaucoup, et peu nombreux sont ceux qui, parmi les analystes financiers, se risquaient à poser des questions en dépit de leurs difficultés à comprendre de quoi les revenus d'Enron étaient faits. Mais la confusion des rôles y est sans doute aussi pour quelque chose, rendant les intérêts de ces différents acteurs financiers dépendants de ceux de leurs clients : les banques d'investissement placent les émissions d'actions et d'obligations des entreprises auprès des investisseurs institutionnels, de même qu'ils sont à la fois conseil pour les fusions-acquisitions (donc pour les actionnaires) et pour l'achat ou la vente de titres auprès de ces mêmes investisseurs institutionnels. De surcroît, ces banques accordent des crédits à ces mêmes entreprises.

Quant aux auditeurs, ils sont en même temps commissaires aux

comptes et conseil d'une même entreprise, c'est-à-dire à la fois juge et parti [2]. Le comportement grégaire des investisseurs institutionnels explique sans doute aussi en partie le fait que la quasi totalité d'entre eux n'ait pas vendu les titres d'Enron. De même, le conseil d'administration de la société, épine dorsale du système de corporate governance, a failli à son rôle de mandataire des actionnaires, bien que ses membres soient parmi les mieux payés des administrateurs des grandes entreprises américaines. Certains d'entre eux étaient d'anciens fonctionnaires de l'administration George Bush père ou bien encore des amis politiques de George Bush J.-R., ayant contribué à la déréglementation des contrats dérivés d'énergie. Ils n'auront guère exigé beaucoup du comité d'audit d'Enron, dont l'indépendance et la neutralité des membres étaient vraiment toute théorique. Quelques-uns pourraient être accusés de délits d'initiés, pour avoir revendu leurs titres avant la débâcle. Ainsi, la soi-disant supériorité du modèle de contrôle des entreprises par les marchés financiers, tant vantée par la théorie économique dominante, est ici sérieusement mise en cause. Bien que la presse anglo-saxonne évoque à l'égard de la saga Enron l'une des faillites les plus retentissantes de toute l'histoire américaine des entreprises, il faut surtout y voir les défaillances criantes du système de corporate governance américain, celui-là même que les zélateurs du capitalisme anglo-saxon voudraient imposer au reste du monde. En même temps, cette histoire en dit long sur la façon tout à fait artificielle dont une entreprise et ses dirigeants peuvent obtenir à bon compte la « confiance » des marchés financiers (SEC, analystes fi-

nanciers, auditeurs, agences de notation, etc.), de leurs banquiers, de leurs salariés, de leurs clients, pour autant que les apparences comptables et boursières soient sauvées et en dépit d'un mode de management des plus opaques, favorisant l'enrichissement des dirigeants au détriment de la grande masse des salariés mais aussi des actionnaires [3]. Toute la gestion du groupe était orientée pour favoriser l'évaluation boursière et, à son pic, l'action s'échangeait à une valeur équivalant à 70 fois le résultat du groupe (soit un Price Earning Ratio anormalement élevé).

Cette faillite ressemble à beaucoup d'égards à la débâcle des entreprises du secteur Internet, tant Enron aura été vanté par la presse, par Wall Street et par les professeurs des business school américaines les plus réputées, comme le modèle de l'entreprise innovatrice du XXI^e siècle [4]. Et les nombreux « investisseurs institutionnels », notamment des fonds de pension et des mutual funds (équivalents de nos OPCVM), actionnaires de la société, auront vu fondre la valeur de leur portefeuille en conséquence. Mais à côté de ces pertes « fictives » pour les uns, les 4 500 salariés du groupe qui ont été licenciés ont non seulement perdu leur emploi, donc leur principale source de revenu, mais aussi leur épargne-retraite voire leur épargne tout court. Ceux-là devront se contenter de leur pension de sécurité sociale, qui reste la source de revenus dominante des Américains âgés de 65 ans et plus. C'est à ce régime par répartition, créé en 1935 sous Roosevelt, que le président George W. Bush voudrait s'attaquer aujourd'hui, pour le transformer en partie en un régime à cotisations définies, sous la pression de l'industrie

financière dont les appétits sont sans borne. Et c'est là le deuxième enseignement majeur de la faillite d'Enron, qui illustre en quelque sorte grandeur nature les risques d'un système de retraite fondé de façon croissante sur une épargne salariale individualisée et soumise aux caprices des marchés financiers.

LA TRANSFORMATION

DU SYSTEME AMÉRICAIN

DE RETRAITES PRIVÉES :

UN MARCHÉ DE DUPES

L'une des transformations majeures du système de retraite capitalisé aux États-Unis durant ces vingt dernières années a été l'essor continu des régimes d'employeur à cotisations définies, soumettant l'épargne-retraite des travailleurs directement à leur effort contributif et aux risques des marchés financiers, en leur laissant théoriquement plus de choix. Cet essor s'est opéré au détriment des régimes d'employeur à prestations définies servis par les entreprises, plus coûteux pour l'entreprise qui prend à sa charge le risque de marché, et garantit le montant de la retraite en fonction du salaire et de l'ancienneté du salarié dans l'entreprise [5].

Parmi l'ensemble des plans à cotisations définies, les plans dits « 401k » (du nom de la section du code fiscal américain qui s'y réfère) sont ceux qui ont connu le développement le plus spectaculaire. Ils s'apparentent davantage à des plans d'épargne salariale qu'à de véritables régimes de retraite et sont d'ailleurs très proches, dans leur conception et dans leur facture, des plans d'épargne d'entreprise à la française. Défisicalisés, ces plans facultatifs ont l'avantage d'être « portables » avec une forme de sortie en capital ; alors

que les droits à retraite des travailleurs dans les régimes d'employeur à prestations définies ne sont préservés qu'au bout de six années d'ancienneté dans l'entreprise, et que ces derniers privilégient la sortie en rente. Par conséquent, un salarié qui quitte une entreprise peut transférer son plan 401k avec lui ; il peut aussi le conserver dans l'entreprise, même après son départ en retraite ; il peut encore l'utiliser sans avoir quitté l'entreprise sous certaines conditions et ce, sans pénalité fiscale (achat d'une résidence principale, études des enfants, décès ou maladie dans la famille).

Mis en œuvre à partir de 1982 et conçus dès le départ pour favoriser l'actionnariat salarié, les plans 401k sont devenus extrêmement populaires, à la faveur de la hausse exceptionnelle du marché boursier des années quatre-vingt-dix. Dans ce type de plans, les salariés épargnent théoriquement en vue de leur retraite, en choisissant de cotiser un pourcentage déterminé de leur salaire directement prélevé à la source, placé sur un compte individuel défiscalisé et plafonné (10 500 \$ par an en 2000). La plupart des employeurs abondent les cotisations de leurs salariés (généralement 50cts pour 1 \$ placé par le salarié). Un tiers des entreprises lient cet abondement à leur profit qui, comptabilisé comme une dépense, est déductible du résultat. Ces sommes sont ensuite placées par le salarié, parmi les différentes options possibles de fonds qui lui sont proposées par son employeur. Comme il n'existe aucune limite réglementaire aux placements effectués en titres de l'entreprise, contrairement aux fonds de pension à prestations définies qui ne peuvent légalement investir plus de 10 % de leur portefeuille en actions d'une même

entreprise, certains employeurs abondent en titres de leur propre entreprise.

UNE ÉPARGNE SALARIALE

SOU MIS À TOUS

LES RISQUES

Compte tenu de ces caractéristiques, les plans 401k sont plus lourdement investis en actions que les autres types de plans (75 % à fin 2000), ce qui est un paradoxe, car le risque n'y est pas du tout mutualisé. Et sur les presque 2 000 milliards de \$ capitalisés dans les plans 401k, près d'un cinquième (19 %) est investi en actions de l'entreprise. Ce pourcentage est d'autant plus élevé que la taille des entreprises s'accroît : il est de 32 % dans le cas des grandes entreprises, et monte à 52 % quand celles-ci abondent en titres de l'entreprise [6]. L'actionnariat salarié au travers des plans 401k ou d'autres formules, comme les stock options ou les Employee Stock Ownership (ESOP) s'est développé d'autant plus aisément, outre les incitations via l'abondement ou les décotes, qu'il s'agit d'un choix plus facile que l'investissement dans des portefeuilles diversifiés de mutual funds. Et les success stories de Microsoft ou de Gillette ont occulté les risques inhérents à ce type de placement, laissant croire que chaque salarié pouvait un jour devenir millionnaire. Par ce biais, les employeurs accentuent encore un peu plus le lien de subordination des salariés : non seulement ils attendent de ces derniers qu'ils travaillent plus et mieux, mais ils exigent qu'ils soient aussi de bons et loyaux actionnaires.

Aujourd'hui, environ 2 000 entreprises américaines, couvrant au total 6 millions de travailleurs, offrent à

leurs salariés leurs propres titres comme une des options de placement au choix dans leurs plans 401k. Et la moitié de ces entreprises abondent les cotisations versées par leurs salariés en titres de l'entreprise : c'est le cas des grandes entreprises comme Coca-Cola, Procter & Gamble, Texas Instruments, McDonald's, General Electric, etc. Tandis que la plupart de ces entreprises laissent leurs salariés libres de revendre leurs actions ainsi acquises, certaines d'entre elles obligent leurs salariés à porter ces titres un certain nombre d'années, ou jusqu'à un certain âge (généralement 50 ans), en en faisant des actionnaires captifs : c'est le cas notamment de Qwest Communications, de Coca-Cola, d'International Paper ou encore de Procter & Gamble.

LES NOUVELLES REGLES

SALARIALES :

DEUX POIDS,

DEUX MESURES

Chez Enron, la substitution du plan 401k, en lieu et place du régime traditionnel de pension à prestations définies, a été réalisée en 1995. L'employeur abondait en général pour moitié les cotisations des 12 000 participants à son plan 401k en titres de l'entreprise dans un fonds dédié (Enron Corporate Stock Fund) : un dollar de cotisation salariale était abondé l'équivalent de 50 cts en actions Enron, jusqu'à hauteur de 6 % du salaire [7]. En conséquence, le plan 401k de l'entreprise était composé à hauteur de 62 % de titres Enron au début de l'année 2001, et ce en dépit des dix-huit options laissées théoriquement au choix des salariés. Car du fait de l'abondement, les salariés étaient implicitement in-

cités à investir en actions de l'entreprise, bien qu'ils ne puissent les revendre avant d'avoir atteint l'âge de 50 ans.

Des salariés du groupe, de même que des actionnaires, ont attaqué l'employeur en justice pour avoir failli à ses devoirs fiduciaires, notamment pour ne pas avoir informé ses salariés de ses difficultés financières. Car les employeurs ont l'obligation de contrôler les options d'investissement qu'ils offrent à leurs salariés et de les éduquer en matière d'investissement et de risque. Des poursuites ont également été engagées à l'encontre de la firme d'audit Arthur Andersen, chargée de certifier les comptes, et de Northern Trust Co., l'administrateur fiduciaire du plan, qui ont laissé se développer des pratiques comptables visant à falsifier les comptes. D'autres cas semblables de poursuites judiciaires contre l'employeur se sont produits récemment, où les plans d'épargne-retraite ont été littéralement volatilisés après la chute des valeurs boursières (Lucent Technologies ou Polaroid). Sans parler des salariés du transport aérien (notamment ceux d'United Airlines) qui, coincés dans leur plan d'actionnariat salarié (ESOP), ont vu leur épargne salariale fondre comme neige au soleil, suite à l'effondrement des cours boursiers dans le secteur.

Dans le cas d'Enron, l'affaire est encore plus compliquée et illustre de manière brutale le fossé existant entre le traitement privilégié accordé aux cadres dirigeants ou aux détenteurs de soi-disant « compétences clés » et celui de la grande masse des salariés : les premiers ont pu vendre leurs actions acquises au travers des stock options ou d'autres formes de rémunération [8], tandis que les salariés ordinaires en ont été

empêchés de mi-octobre à mi-novembre (l'entreprise a prétexté un changement d'administrateurs des comptes) alors que le titre avait commencé à baisser [9]. En conséquence, les 12 000 salariés impliqués dans le plan 401k d'Enron ont perdu jusqu'à 90 % de la valeur de leur « épargne-retraite » d'après le ministère du Travail, pour certains les économies de toute une vie. Sans compter les 4 500 salariés qui ont été de surcroît « remerciés » avec pour seule indemnité 4 500 \$ chacun. Alors que quelques jours avant que le groupe ne se déclare en faillite sous la protection du chapitre XI, 500 cadres dirigeants devaient recevoir pour 55 millions de \$ de primes, et que la société avait versé début novembre 1950 millions de \$ à 75 de ses traders pour les inciter à rester dans le groupe.

Ce mode très fortement discriminatoire de gestion de la main-d'œuvre, qui a trouvé son plein épanouissement dans le cadre d'un capitalisme dominé par la finance de marché, a démultiplié les effets de polarisation au sein du salariat, que les luttes ouvrières des trente glorieuses s'étaient employées à contenir, voire à réduire. Aux Etats-Unis, cela prend la forme d'un véritable apartheid social : la rémunération moyenne entre un ouvrier et un dirigeant d'entreprise était dans un rapport de 1 à 45 en 1980 ; vingt après, cet écart va de 1 à 530.

UN CRIME CONTRE

LE CAPITALISME

ACTIONNARIAL ?

L'affaire Enron est loin d'être terminée et dire que les zones d'ombre restent nombreuses à ce jour relève de l'euphémisme. On peut pourtant

d'ores et déjà s'interroger sur la viabilité d'un système de retraite par capitalisation, configuré en partie pour promouvoir l'actionnariat salarié et dépendant des marchés financiers, ainsi que sur sa capacité à procurer des revenus adéquats aux pensionnés. L'autre question soulevée par cette faillite concerne le système de corporate governance américain lui-même, pris en défaut à tous les étages du système alors qu'il est supposé, selon la théorie, être le meilleur instrument de contrôle et de surveillance des dirigeants : tous les dispositifs destinés à contrôler et à rendre transparente l'action de ces derniers étaient formellement en place, aucun d'eux n'a fonctionné.

La nécessité de réglementer à nouveau le système de retraite fondé sur les fonds de pension et les différents plans d'actionnariat salarié se pose aujourd'hui, tout comme celle d'une réforme de la profession d'auditeur et de la façon dont ces professionnels rendent des comptes aux actionnaires. Etant donné que la moitié des ménages américains détiennent des actions, directement ou indirectement, cette tâche apparaît des plus urgentes à de nombreux acteurs situés au cœur même du système financier et du système politique américain. Mais au-delà de ces questions et à y regarder de près, ce sont les fondements mêmes du capitalisme actionnarial et de ses plus importants symboles qui ont été atteints. C'est ainsi qu'un journaliste d'un grand hebdomadaire américain de la vie des affaires a pu écrire : « au-delà de ce que divulgueront les enquêtes [sur Enron], c'est comme si un crime avait été commis » [10].

Sources : Business Weeks, Chicago Tribune, Financial Times, Fortune, Guardian, Los

Angeles Times, New York Times, Pensions & Investments, The Economist, Wall Street Journal Europe, Washington Post.

Notes

1- Enron a été le groupe qui a le plus contribué aux campagnes de l'actuel président Bush ces dernières années (2 millions de \$ depuis 1993). En retour, l'ex gouverneur du Texas favorisera la déréglementation du marché énergétique de l'Etat en 1999, et permettra aux industries polluantes comme Enron d'éviter de se soumettre aux lois sur la réduction des émissions de gaz. Quand George W. Bush est élu président, Ken Lay est le seul dirigeant reçu en privé par le vice-président Dick Cheney, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'énergie de Reagan, pour discuter de la politique énergétique de la nation. Début 2001, le General Accounting Office, lié au Congrès américain, menace de poursuivre Dick Cheney en justice après que ce dernier ait refusé de rendre publics certains documents concernant sa politique énergétique et surtout ceux issus des réunions qu'il tenait régulièrement avec les dirigeants d'Enron.

2- Dans le cas d'Enron, Arthur Andersen était non seulement leur commissaire aux comptes mais aussi leur consultant : ses honoraires de conseil comptaient autant que ceux provenant de l'activité de contrôle des comptes. De même, les banques les plus exposées dans la dette d'Enron, J.-P. Morgan et City Group, sont aussi les banquiers conseil qui ont préparé le dossier de fusion avec Dynegy.

3- Jeff Skilling avait notamment créé un système annuel d'évaluation des traders, destiné à se débarrasser des 20 % les moins performants, et dont le résultat était de faire régner un climat féroce basé sur l'hyper compétition individuelle, comme dans de nombreuses dot-coms.

4- Le magazine Fortune lui aura durant six années consécutives décerné le titre de l'entreprise américaine la plus innovative. Cf. aussi Business Week, 17 décembre 2001.

5- Ce risque est néanmoins mutualisé par un

système d'assurance obligatoire à une caisse de garantie publique, mise en place en 1974, la Pension Benefit Guaranty Corporation, et qui ne vaut que pour les fonds de pension à prestations définies.

6- cf. Holden S. & VanDerhei J. : " 401k plan asset allocation, account balances and loan activity in 2000 ", Perspective, Investment Company Institute, Vol. 71, n° 5, novembre 2001.

7- Cet abondement représentait 11 % du total des avoirs du plan 401k.

8- Pour la seule année 2000, son président Ken Lay aura pu lever pour 123 millions de \$ d'options d'actions. L'année 2001 lui aura été moins favorable avec la levée de 25 millions de \$ d'options d'actions.

9- Le ministère du Travail a décidé de diligenter une enquête à ce sujet.

10- cf. " Why Enron went bust " by B. McLean, Fortune, 24 décembre 2001.

La politique de « budget participatif » mise en place par le gouvernement de Rio Grande do Sul et par la municipalité de Porto Alegre dirigés par le Parti des travailleurs (PT) a fait l'objet de commentaires aussi dithyrambiques que mal informés. Il faut donc rectifier un peu les faits.

« Budget participatif » : réalités et théorisations d'une expérience réformiste

La « démocratie participative » est devenue, après le premier Forum Social Mondial tenu l'an dernier à Porto Alegre, un nouveau paradigme pour de nombreux secteurs de gauche et même d'extrême-gauche. Paradigme et aussi tarte à la crème, tant cette notion fait l'objet d'utilisations et revendications étendues, au-delà même du camp ouvrier et populaire.

Elle a été élaborée à partir de « l'expérience du budget participatif de Porto Alegre », que le directeur du Monde Diplomatique commentait, il y a un an, dans les termes suivants : « Tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, contestent ou critiquent la mondialisation néolibérale vont se réunir, en effet, du 25 au 30 janvier 2001, dans cette ville du sud du Brésil où se tient le 1^{er} Forum social mondial [...] Pourquoi précisément là ? Parce que Porto Alegre est devenue, depuis quelques années, une cité emblématique. Capitale de l'État

de Rio Grande do Sul, le plus méridional du Brésil, à la frontière de l'Argentine et de l'Uruguay, Porto Alegre est une sorte de laboratoire social que des observateurs internationaux regardent avec une certaine fascination.

« Gouvernée de manière originale, depuis douze ans, par une coalition de gauche conduite par le Parti des travailleurs (PT), cette ville a connu dans maints domaines (habitat, transports en commun, voirie, ramassage des ordures, dispensaires, hôpitaux, égouts, environnement, logement social, alphabétisation, écoles, culture, sécurité, etc.) un développement spectaculaire. Le secret d'une telle réussite ? Le budget participatif (o orçamento participativo), soit la possibilité pour les habitants des différents quartiers de définir très concrètement et très démocratiquement l'affectation des fonds municipaux. C'est-à-dire décider quelle type d'infrastructures ils sou-

haitent créer ou améliorer, et la possibilité de suivre à la trace l'évolution des travaux et le parcours des engagements financiers. Aucun détournement de fonds, aucun abus n'est ainsi possible, et les investissements correspondent exactement aux souhaits majoritaires de la population des quartiers. » [1]

Le fonctionnement des assemblées qui associent des milliers d'habitants, les formes de mandat et délégation mises en place, le système qui permet effectivement une certaine dose de contrôle et une meilleure efficacité de certaines dépenses publiques, ont été suffisamment décrits, dans d'autres publications, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir ici. En revanche, les limites ne sont jamais signalées, ce qui donne lieu à des phénomènes d'idéalisation et à des confusions.

DES RÉALITÉS MOINS ENCHANTERESSES

Bien peu d'articles et de textes publiés en France pour encenser le budget participatif mentionnent qu'il ne concerne qu'entre 10 % et au maximum 20 % [2] des seules dépenses budgétaires de la ville de Porto Alegre ou de l'État de Rio Grande do Sul (c'est-à-dire les sommes qui y sont affectées aux investissements nouveaux). On oublie encore plus souvent de dire que les décisions populaires portant sur cette fraction des dépenses ne sont que des recommandations, de caractère indicatif, le dernier mot restant aux autorités élues selon les mécanismes étatiques traditionnels de la démocratie représentative : maire, adjoints et conseil municipal ; gouverneur, gouvernement et parlement d'État [3]. Et l'on évite surtout de souligner que la gestion des 80 ou 90 %

restants des dépenses, de même que celle de la totalité du volet des recettes, demeurent du ressort exclusif de ces mêmes autorités.

L'argument selon lequel la démocratie participative rapproche le citoyen du processus de décision, en permettant d'éviter ou de limiter les processus de bureaucratisation, doit donc être replacé et « proportionné » dans le cadre de cette réalité : tout au plus 10 % du total des lignes budgétaires (produits et charges), et à titre indicatif. Cela signifie que les grandes décisions politiques, qui se traduisent dans les choix généraux de l'orientation budgétaire, échappent à toute forme d'intervention citoyenne directe. Une démocratie parlementaire dans le cadre de laquelle les députés ne pourraient décider que de l'affectation d'une enveloppe, déterminée à l'avance, représentant 10 % du budget, serait certainement considérée à juste titre comme une caricature de démocratie représentative. Pour les mêmes raisons, parler de « la démocratie directe de Porto Alegre » constitue pour le moins une exagération grossière.

Lorsqu'ils sont interpellés sur ces limites, les administrateurs du budget participatif répondent en général deux choses. Premièrement, qu'ils sont eux-mêmes limités dans leurs ambitions par les impositions de la légalité bourgeoise. C'est en partie (non totalement) exact, étant donné qu'ils respectent cette légalité de façon absolue. Deuxièmement, que l'on ne peut pas augmenter à l'infini la part des investissements, puisque cela signifierait diminuer celle des dépenses de fonctionnement, dont le poste principal est constitué par les salaires des travailleurs des services publics ; ou alors, cela impliquerait d'augmenter les impôts, qui repré-

sentent déjà une lourde charge pour la population...

Ce qui est certain en tous cas, c'est que le budget participatif n'inclut pas le moindre mécanisme de codécision ni même de consultation des syndicats des employés de l'État ou de la municipalité, en ce qui concerne la détermination de leur salaire. Le rapport salarial, en tant qu'expression et base du rapport d'exploitation, demeure ainsi totalement intact, cela dans une situation où les cadres du gouvernement (parmi eux, ceux du budget participatif) touchent des traitements qui sont de 10 à 20 fois plus élevés que ceux des travailleurs du rang... Et ne parlons pas des chômeurs auxquels pourrait venir l'idée saugrenue de demander un revenu décent pour tous : cette question est complètement hors sujet.

En ce qui concerne la politique d'imposition, le gouvernement de Rio Grande do Sul et la municipalité de Porto Alegre dirigés par le Parti des travailleurs (PT) sont plus sélectifs que ne le sont la plupart des autres autorités étatiques territoriales dans la détermination des exemptions fiscales en faveur des entreprises, comme moyen de « favoriser l'emploi ». Ils favorisent les capitalistes locaux (les « gauchos ») plutôt que les très grandes entreprises multinationales que courtisent les autres gouvernements territoriaux. Ainsi le groupe automobile General Motors s'est-il vu refuser les subventions pharaoniques qu'il demandait pour investir et a choisi de s'installer dans l'État de Bahia, où toutes ses conditions étaient acceptées par l'oligarchie locale. Mais la municipalité et le gouvernement de Rio Grande do Sul se gardent bien d'appeler à la collaboration et à la mobilisation des travailleurs et de leurs organisations syndicales pour lutter contre l'éva-

sion fiscale que tout le patronat pratique à grande échelle. En revanche, le gouvernement PT a décrété, comme l'une de ses premières mesures, une augmentation sensible des cotisations de sécurité sociale des employés du secteur public. Ces réalités ont été mise en évidence par les travailleurs de l'enseignement lorsqu'en mars-avril 2000, avec leur syndicat CPERS (86 000 adhérents, le plus important de l'État, affilié à la CUT), ils ont mené pendant 32 jours la plus grande grève de ces dernières années dans l'État de Rio Grande do Sul, contre la politique salariale du gouvernement d'Olívio Dutra [4]. Parmi les principaux slogans de leurs manifestations figuraient ceux de « Olívio, attaque les fraudeurs, pas les travailleurs », et « Olívio, l'éducation a besoin de l'argent de l'exemption ».

Il n'y a pas non plus de « démocratie participative » qui vaille pour tout ce qui concerne le paiement rubis sur l'ongle des intérêts de la dette (paiement assuré par le gouvernement fédéral après reversement des quote-part dues par chaque État), poste représentant quelque 15 % du budget du Rio Grande do Sul. Ainsi, non seulement la politique du budget participatif n'a rien d'anticapitaliste, mais elle n'est même pas franchement « anti-néolibérale ». Dire cela équivaut moins à faire une critique qu'un constat, lequel représente en revanche une invitation pressante à certains à ne pas raconter n'importe quoi et à d'autres à ne pas prendre des vessies pour des lanternes. Le Rio Grande do Sul n'est pas extérieur aux rapports de classe sociaux et politiques du Brésil industrialisé dans son ensemble. C'est ainsi que la situation générale dans le sud brésilien est bien différente de l'image d'Épinal d'un paradis rouge gauchiste.

Les travailleurs et la population du Rio Grande do Sul connaissent les mêmes difficultés que ceux du reste du pays : salaires de misère, précarité, chômage (d'un taux de 17 %), manque de terres pour les agriculteurs. Dans le texte par lequel il expliquait sa démission en novembre 2000 du gouvernement d'Olívio Dutra, et sa rupture avec l'orientation que ce dernier maintient, un responsable du PT dénonçait entre autres la politique fiscale et sociale des autorités de l'État, le combat qu'elles avaient mené contre les revendications des enseignants et la grève du CPERS, mais aussi leur appel aux forces de police pour réprimer l'occupation par le MST (Mouvement des paysans sans terre) du siège de l'INCRA (Institut national de colonisation et réforme agraire) situé à Porto Alegre [5].

**RATIONALISATION
CAPITALISTE ET
RÉPARTITION DE
LA PÉNURIE**

Non seulement le budget participatif ne met nullement en cause la domination du capital, mais il aide dans une certaine mesure à huiler, à mieux « réguler » son fonctionnement économique, en lui permettant de mieux adapter ses objectifs, ses projets d'investissement, à la demande solvable. Un autre militant brésilien signale ainsi que « les entreprises elles-mêmes s'intègrent au projet de "budget participatif", en démontrant que tous "participent". Dans l'État de Rio Grande do Sul et sa capitale, Porto Alegre, l'importante entreprise de télécommunications CRT (Compagnie du Rio Grande de Télécommunication) a décidé qu'à partir de cette année, elle participerait aux ré-

unions des instances de cette "démocratie participative". Ses dirigeants affirment ainsi que "la CRT a bien compris que ces réunions constituent l'espace le plus adéquat afin d'ajuster les plans d'expansion de l'entreprise [...] C'est une initiative simple et de faible coût. Un bon exemple à suivre par les entreprises et les gouvernements" » [6].

D'ailleurs, il n'est pas vrai non plus que ce mode de gestion soit l'apanage exclusif du PT ou de secteurs de sa gauche. « Le Parti des travailleurs (PT) veut présenter cette idée comme une innovation, mais en réalité elle n'est pas neuve au Brésil. Les municipalités de Lajes, dans l'État de Santa Catarina, et de Boa Esparança, dans l'État de Espiritu Santo, alors entre les mains du PMDB, avait appliqué cette initiative, pas avec ce nom mais avec exactement le même contenu, à l'époque de la dictature militaire [le Parti du mouvement démocratique du Brésil était alors la principale formation bourgeoise d'opposition, N.D.L.R.]. Peu après sont apparus les cas de la ville de Diadema, dans l'État de Sao Paulo, en 1983 sous direction PT, et de Vila Velha (Espiritu Santo).

« [...] Lorsque l'on considère les divers gouvernements municipaux en exercice de 1997 aux dernières élections municipales de 2000, on s'aperçoit que le modèle du "budget participatif" a été adopté par 140 municipalités, dont 34 étaient dirigées par les partis de droite ou de centre-droit PFL, PPB, PMDB et PSDB [...] On s'attend à ce que ce nombre augmente, non seulement du fait des gains municipaux du PT (qui gère désormais 187 villes) dans les dernières élections, mais aussi parce que d'autres partis, de droite et de centre-droit, ont d'ores et déjà affirmé qu'ils appliqueraient ce système,

indépendamment du fait que dans certains cas sa dénomination soit différente. Dans son programme de gouvernement, Marta Suplicy, la nouvelle mairesse de Sao Paulo, ville la plus riche du pays, introduit le "budget participatif" [...] Mais que personne ne s'en étonne, puisque la politique dudit "budget participatif" est appliquée jusque dans des villes des États-Unis telles que Phoenix, Arizona » [7].

Il n'y a effectivement pas lieu de s'étonner, puisque le PT est un parti réformiste dont le programme de gouvernement ne va guère plus loin que l'anti-libéralisme prudent affiché par Jospin dans sa campagne électorale de 1997. Certes, c'est un parti réformiste particulier, conservant des traits « travaillistes » et autorisant la présence en son sein de tendances qui se réclament du socialisme et éventuellement de la révolution. C'est justement pour cette raison que de telles tendances peuvent se retrouver, dans une situation non révolutionnaire, non caractérisée par une forte offensive des travailleurs et du mouvement de masse, en charge d'importantes responsabilités étatiques. Dans un tel cadre, les contradictions et dangers sont évidemment considérables...

On a vu que le type de coparticipation populaire prévu par le budget participatif peut parfaitement s'avérer fonctionnel à l'activité économique des « entreprises », c'est-à-dire, pour parler un peu crûment, aux profits patronaux. De même sur un plan politique, il peut parfaitement servir comme outil de répartition de la pénurie que le capital organise au niveau des services publics. Et il y sert. Le gouvernement de Rio Grande do Sul avait expliqué aux enseignants, comme l'aurait fait n'importe quel gouvernement bourgeois, qu'il

ne pouvait pas les augmenter parce qu'il n'avait pas les fonds pour cela. Eh bien, c'est exactement la même logique qui est à l'œuvre en ce qui concerne la politique d'investissements. Faut-il goudronner telle route ou telle autre ? Rénover telle école dont le toit fuit ou agrandir tel groupe scolaire qui implose sous la progression des effectifs ? Construire un dispensaire ici ou réparer les canalisations là-bas ? A travers les organes territoriaux et thématiques du budget participatif, les habitants se trouvent ainsi « mis en concurrence » et opposés les uns aux autres. Il sont invités à élaborer et présenter (avec le soutien des techniciens de l'État ou de la municipalité, qu'ils ont donc intérêt à bien traiter...) les « meilleurs projets possibles », afin de l'emporter « démocratiquement » sur leurs compagnons d'infortune.

La perversité d'un tel retournement d'une idée paraissant a priori progressiste tient évidemment aux limites imposées par la domination du capital et de l'État... mais surtout à l'impossibilité et/ou au refus de les transgresser. Une assemblée générale de travailleurs cesse d'être un cadre d'autodétermination progressiste si elle vote l'acceptation des licenciements imposés par les actionnaires. De même, « l'intervention citoyenne » ne peut prendre de contenu progressiste, donc révolutionnaire, que dans la dynamique d'une mobilisation anticapitaliste.

L'ESSENTIEL N'EST PAS

DE « PARTICIPER »

Si par extraordinaire des militants révolutionnaires se retrouvaient aujourd'hui en France (ou ailleurs) à la tête d'une municipalité de quelque importance (ce qui dans la situation actuelle, sans que se produisent de

grands changements dans la lutte de classes, apparaît tout de même peu probable), sans doute appliqueraient-ils certaines des idées qui sont avancées pour justifier le « budget participatif ». Mais, c'est en tout cas à espérer, ils le feraient très différemment. Pas en restreignant l'intervention des masses à la sphère de la répartition des dépenses d'investissement, mais en les invitant à s'approprier la globalité de la politique municipale, comme à contrôler les personnes chargées de sa mise en application. C'est-à-dire non à « participer » à la marge, mais à décider réellement et effectivement, donc politiquement.

C'est seulement dans ces conditions que les formes démocratiques, en s'étendant et en devenant ainsi effectives, peuvent servir à la subversion de l'ordre du capital et préfigurer, aider à préparer un processus socialiste. Mais cela signifie abandonner le terrain de la « participation » pour entrer sur celui de la « décision », passer de la démocratie « participative » à une démocratie authentique, combinant d'ailleurs des expressions « directes » comme « représentatives » (avec contrôle et révocabilité des représentants).

Admettons cependant, de façon très hypothétique, que des révolutionnaires socialistes gagnent les élections municipales dans des villes grandes ou moyennes alors même que les contraintes extérieures resteraient telles qu'il s'avérerait impossible d'aller au-delà du type de participation mis en œuvre à Porto Alegre. Au minimum, une municipalité « rouge » expliquerait clairement aux travailleurs et à la population quelles sont les limites imposées à son action par le système capitaliste et le fonctionnement général de

l'État bourgeois, et elle les appelle-rait à se mobiliser à ses côtés pour tenter de les transgresser. En aucun cas elle n'affirmerait que le « budget participatif » représente sous quelque forme que ce soit une expérience dont la généralisation pourrait mener au socialisme.

C'est-à-dire qu'elle ne ferait pas ce que fait la tendance du PT Démocratie socialiste, affiliée à la Quatrième Internationale (Secrétariat unifié) et très influente dans les institutions du budget participatif de Porto Alegre et du Rio Grande do Sul [8]. Certains articles politiques rédigés à l'occasion de tel ou tel événement sont plus significatifs, mais il vaut mieux se référer, pour étayer cette affirmation, à un document « officiel » et de caractère programmatique, tel que les Thèses pour une actualisation du programme du Parti des Travailleurs, adoptées par la 5^e conférence nationale de Démocratie socialiste tenue en juin 1999.

Les problèmes de la rupture révolutionnaire, de l'affrontement à l'État bourgeois et de sa destruction, de l'abolition du capital et du salariat, y sont totalement évacués, voire parfois directement niés, au profit d'une démarche graduelle centrée sur « la création d'institutions qui prennent la place du marché capitaliste et de l'État bourgeois, institutions basées la "libre association des travailleurs", sur l'activité autonome, démocratique et souveraine de la population, institutions qui interviennent dans la gestion de la chose publique » ; autrement dit, le socialisme est la généralisation de la démocratie participative grignotant progressivement des parcelles de pouvoir. Très progressivement, puisque c'est seulement « à très long terme » que « reste valable la formulation de Marx selon laquelle une société réellement

libre aura éliminé la production de marchandises, et donc le marché et toutes les catégories marchandes », et qu'elle « aura réussi à faire disparaître l'État comme appareil politique autonomisé ». Logiquement, ce texte revisite la vieille division entre programme minimum (ce qui est aujourd'hui « possible ») et programme maximum (le socialisme pour un avenir indéterminé) : « comme perspective pour l'époque actuelle, comme axe d'un programme démocratique et populaire, notre proposition doit être bien plus limitée : développer toute les formes d'auto-organisation populaire et de contrôle social sur l'État et le marché ». D'ailleurs « nous ne défendons comme perspective immédiate ni la disparition de l'État – c'est évident – ni sa réduction. Ce que nous défendons, c'est sa transformation... ».

Ce qui est donc posé est une transformation graduelle de l'État bourgeois, toujours au moyen de la démocratie participative improprement caractérisée « auto-organisation » ou « contrôle social ». Quant aux « axes d'un programme démocratique et populaire », programme de gouvernement du PT en cas de victoire dans les élections fédérales de 2002, les plus audacieux avancés pour impulser une « réorientation de l'économie » sont « l'étatisation avec contrôle social du système bancaire et financier » et la « ré-étatisation des entreprises stratégiques privatisées ». Très loin de la répudiation de la dette publique illégitime, ce même programme se borne à préconiser une « suspension du paiement de la dette extérieure et [un] audit ». En quoi cela se distingue-t-il des programmes les plus traditionnels du réformisme historique ? Encore une fois, en rien, sauf par la démocratie participative (principal levier d'une

« démocratisation radicale de la société ») et l'utilisation de la phraséologie « citoyenne », faussement anti-autoritaire, qui distingue le néoréformisme post-chute du Mur de Berlin.

« BUDGET

ET PERSPECTIVES

INTERNATIONALES

Un auteur influent, déjà cité, qui pensait il y a un an que « le nouveau siècle commence à Porto Alegre », vient de découvrir qu'en fait, il n'aurait débuté qu'à Manhattan lors de l'effondrement des tours du World Trade Center : « après les événements du 11 septembre [...] succédant au cycle entamé le 9 novembre, lors de la chute du mur de Berlin, une nouvelle période historique vient indiscutablement de démarrer » [9]. Il est vrai que la situation internationale est complexe et que des tendances contraires y agissent, dans un cadre général restant caractérisé principalement par l'offensive capitaliste-impérialiste. Cependant, face à ces interprétations changeantes, on se sent d'autant plus en droit de soumettre une autre hypothèse : et si le XXI^e siècle avait commencé le 20 décembre à Buenos Aires ? Autrement dit, si la perspective ouverte pour ce siècle était celle d'une barbarie et d'un chaos grandissants, de grandes actions directes des masses en dehors des institutions et contre elles, de l'impossibilité d'alternatives viables dans le cadre du système capitaliste, et de la nécessité immédiate de bâtir une issue socialiste ?

En mai 2001, les maires de Porto Alegre, Sao Paulo, Belo Horizonte (Brésil), Montevideo (Uruguay) et Rosario (Argentine) s'étaient réunis

à Buenos Aires à l'invitation de son premier magistrat, le politicien de « centre-gauche » Anibal Ibarra (devenu en fin d'année l'un des principaux soutiens du gouvernement d'union nationale de Duhalde), dans un « Sommet des maires des grandes villes du cône sud ». A son ordre du jour, un point : la mise en œuvre du budget participatif [10]. Depuis cette date, hélas, le projet n'a pas vraiment avancé en Argentine. C'est que dans ce pays, il n'y a même plus de pénurie à partager. En revanche, les piqueteros et motoqueros y donnent l'exemple d'un autre type de participation démocratique. Il n'y a aucun doute que ce sont eux qui symbolisent l'avenir.

Notes

1. « Porto Alegre », éditorial du Monde Diplomatique, janvier 2001.
2. Selon une conférence donnée le 14 juillet 1999 par Raul Pont, alors maire de Porto Alegre, et publiée sous le titre « Démocratisation de l'État : l'expérience de Porto Alegre », les investissements de la ville approchaient cette année les 20 %. Texte disponible sur le site Internet de la revue catalane Espai Marx (Espace Marx), www.espaimarx.org.
3. Le Brésil est une république fédérale dans laquelle les 23 États et 3 territoires disposent de larges pouvoirs étatiques autonomes. Y compris d'ailleurs des pouvoirs de répression, à travers les polices « militarisées » qui sont équipées d'armes de guerre et de tanks.
4. Les travailleurs exigeaient que le salaire de base des enseignants passe de 129 à 377 réais, et celui des personnels administratifs de 121 à 353 réais. Le gouvernement Dutra, qui proposait un réajustement de 10 % échelonné sur 6 mois, s'est opposé à la grève en dénonçant son caractère « corporatiste » de concert avec les principaux médias de l'État. Le mouvement s'est conclu par une semi-défaite, les travailleurs n'obtenant qu'une augmentation de 14 %. Les cadres de l'administration gouvernementale touchent jusqu'à 4 500 réais. Le réal (pluriel, réais) vaut à peu près, sur le marché des changes, un demi-euro.
5. « Pourquoi j'ai quitté le gouvernement Olivio », par Jorge Santos Buchabqui, avocat et militant pétiste, ex-Secrétaire à l'Administration du gouvernement Olivio Dutra. Publié dans le journal *Esquerda Socialista*, n° 1 de janvier 2001.
6. Basilio Abramo, *La gauche en débat*, 9 juin 2001, www.clasecontraclase.cl. Les propos cités de la direction de la CRT ont été reproduits dans un article, titré « Téléparticipation », publié le 23 décembre 2000 par le grand quotidien *Folha de Sao Paulo*.
7. Texte cité ci-dessus. On doit également mentionner, comme l'une des études critiques les plus sérieuses et équilibrées ayant été utiles à la rédaction de cet article, le texte de Mariucha Fontana et Julio Flores, deux responsables du PSTU du Brésil, titré « Budget participatif : dans les limites de l'ordre bourgeois » (revue *Marxismo Vivo* n° 3, mai 2001 ; www.marxismalive.org). Et remercier plusieurs membres du courant Cours Nouveau (notamment Dalmo au Brésil, Nora et Roberto en Argentine, Chepa en Espagne) qui nous ont transmis sur ce sujet de fort nombreux textes et documents.
8. Ainsi que l'exprime une somme d'articles, textes et documents publiés régulièrement par la revue *Inprecor* dans sa rubrique Brésil (www.inprecor.org). Les thèses de DS citées juste après sont parues dans le numéro 443/444 de janvier 2000.
9. Ignacio Ramonet, éditoriaux du Monde Diplomatique, respectivement de janvier et décembre 2001.
10. Voir le dossier publié le 14 mai 2001 par le principal quotidien argentin, *Clarín*, sous le titre « Ils gouvernent de grandes villes et veulent que les gens participent ». Son article principal commence par la phrase : « Le concept est ancien, il s'en va et il revient selon les époques politiques. C'est la démocratie participative, qui séduit du

centre à la gauche et effraie du centre à la droite... ». L'éditorial de cette même édition, « Les défis des gouvernements locaux », apportait un franc soutien à cette initiative.

Jean-Luc Mélenchon, ministre « Gauche » socialiste, entend bien utiliser pleinement les 100 jours qui restent au gouvernement Jospin avant l'élection présidentielle pour mettre en œuvre la « formation tout au long de la vie » dont la Commission européenne a fait l'axe de sa politique scolaire. En implantant à marche forcée les Lycées des Métiers, il veut laisser sa « trace » dans l'histoire déjà longue des serviteurs sociaux-démocrates zélés des intérêts capitalistes. Sa « réforme » pourrait en effet achever un cycle de destruction de l'enseignement professionnel public ouvert en 1959 avec le premier ministre de l'Éducation nationale de De Gaulle.

Il fallait un « opposant de gauche » dans le Parti socialiste pour achever une tâche dont l'intérêt est vital pour le patronat. Allègre avait maladroitement tenté de la réaliser : la mobilisation l'en a empêché. Mélenchon, avec beaucoup de finesse, remet l'ouvrage sur le métier.

Son lycée des métiers (qui n'est pas un lycée et ne prépare pas aux métiers) regarde au premier chef tous les salariés, tous les jeunes de ce pays. Il faut, pour en apprécier pleinement la portée, mais surtout pour aider enseignants, salariés et jeunes à y faire obstacle, situer cette mesure dans la logique qui, depuis des décennies, guide patronat et gouvernements : celle de la guerre contre les qualifications ouvrières, les conventions collectives, du combat inlassable pour émietter le salariat.

Lycée des métiers : Mélenchon réalise le vieux rêve du MEDEF

Jean-Paul Mauduy, président du MEDEF Rhône-Alpes, n'a aucune raison de masquer ses objectifs. Il laisse au ministre « socialiste » le soin de mener la manœuvre, d'endormir les futurs victimes : « Ce principe de formation tout au

long de la vie nous sera sans doute fort utile lorsque nous serons confrontés au déficit démographique des années 2005. Un déficit d'environ 100 000 personnes par an ! Pour combler ce creux, la logique voudrait que les jeunes entrent plus tôt sur le

marché du travail. Nous sommes prêts pour cela à leur garantir un retour en formation quelques années plus tard pour acquérir une formation complémentaire. Nous avons d'ailleurs déjà expérimenté en Rhône-Alpes ce principe de "formation initiale différée". [...] Le fait d'avoir une seule personne qui coordonne l'initial et le continu sur l'académie de Grenoble est donc plutôt positif. » (Interview parue dans Formations professionnelles initiale et continue, revue éditée par l'académie de Grenoble, numéro spécial octobre 2001) Formation initiale... différée ! Coordination de l'initial et du continu « sous un même toit ». Formation tout au long de la vie : « Laissez venir à nous les petits enfants ». C'est, sans fard, l'expression de la volonté patronale. Le maquillage est l'affaire de Mélenchon. Il serait irresponsable de penser qu'il manque d'adresse. Efforçons-nous de le démasquer. Cela nous contraindra à revenir loin en arrière, aux premières heures de la V^e République.

CHUTE D'ALLEGRE, CONTINUITÉ DU MANDAT PATRONAL

Mars 2000 a vu se développer un mouvement puissant des enseignants qui a mis un terme à la carrière ministérielle de Claude Allègre, entraînant la chute du gouvernement Jospin I (la « dream team », d'où avait déjà disparu Strauss-Kahn, mis en examen...).

Le fait saillant (que nous avons, à Carré rouge, pu à juste titre qualifier de « victoire ») était que la mobilisation des enseignants avait été assez puissante pour balayer les obstacles, imposer l'unité (l'assemblée des établissements en grève reconductible

solidement ancrée sur une plate-forme que personne n'a réussi à dénatuer). De ce point de vue, et il est essentiel, ce mouvement était un modèle.

Allègre s'en est donc allé. Jack Lang l'a remplacé, assisté, pour l'enseignement professionnel, par Jean-Luc Mélenchon, leader de la « gauche » « socialiste » dans le PS. Tous deux ont parfaitement évalué la puissance du mouvement qui avait défait Allègre. Ils l'ont montré en usant de beaucoup de baume pour panser les plaies ouvertes par le très brutal démagogue qui avait mis le feu aux poudres.

Mais si le mouvement des enseignants a montré à tous les salariés de ce pays (et bien au-delà : cette grève a été passionnément suivie par les salariés des pays européens) comment on pouvait enrayer et au moins partiellement battre les offensives que tous subissent, il n'a pas été assez puissant pour balayer les plans gouvernementaux, et encore moins pour faire disparaître la cause profonde de ces offensives.

Certes prudemment, sans ménager les caresses au moins « symboliques » à l'ego endommagé des enseignants, Lang et Mélenchon ont donc repris et poursuivi le travail là où Allègre avait dû l'abandonner.

Le point le plus aigu de l'offensive de Claude Allègre avait porté sur les lycées professionnels, sur leur réorganisation en profondeur, et sur une remise en cause fondamentale du statut des professeurs qui y enseignent. C'est d'ailleurs autour de la mobilisation des LP que le mouvement qui l'a chassé s'est articulé, et chez les professeurs de LP que se sont constitués les noyaux les plus solides auxquels l'ensemble du mouvement a pu s'ancrer.

Si Allègre avait les LP en ligne de mi-

re, s'il a pris le risque politique de les affronter, et de s'y acharner jusqu'à sa perte, cela n'a rien à voir avec son profil de caractériel, par ailleurs notoire. C'est que l'enseignement professionnel, c'est-à-dire le problème de la qualification des salariés futurs (et donc d'un aspect fondamental des rapports de classe sur le terrain de l'exploitation quotidienne), est au centre des préoccupations des mandants de Claude Allègre : les capitalistes, et en particulier les actionnaires du capitalisme financier mondialisé.

Tout à la bataille, nous ne l'avons à l'époque pas assez clairement analysé et expliqué. Il était après tout naturel que le mouvement reflue, après avoir considéré qu'il avait abattu le coupable. Il était en revanche de notre devoir de revenir en détail sur les raisons de l'offensive à laquelle venait d'être donné provisoirement un coup d'arrêt. Nous ne l'avons globalement pas fait.

Jean-Luc Mélenchon nous rappelle à l'ordre. Lui non plus n'a rien en particulier contre les professeurs de LP, et plus généralement contre les enseignants du secteur de l'enseignement technologique et professionnel. Ceux-ci ne sont d'ailleurs touchés par ses projets qu'« au passage », en quelque sorte. La réforme qui prend désormais le nom de « Lycée des métiers » poursuit en effet des fins autrement plus vastes que le seul statut des enseignants de ce secteur. Il ne s'agit de rien de moins que de parachever une mutation jamais complètement aboutie mais profondément entamée depuis des décennies : substituer définitivement les « compétences » aux « qualifications » ; déraciner la « prétention » des salariés à se prévaloir de leurs « diplômes » dans la négociation de leur contrat de travail ; remplacer

complètement la négociation collective du contrat de travail par une négociation individuelle ; déstabiliser à jamais le salarié en le lançant à la poursuite d'une chimère : sa propre « employabilité », toujours espérée, jamais atteinte.

En somme, il appartient à Mélenchon de réaliser ce qu'Allègre n'a pas su faire. Autrement dit, Mélenchon ayant les mêmes mandataires, il poursuit le travail qu'ils lui ont confié. Tout au plus le second aura-t-il tiré enseignement des échecs de son prédécesseur. Là où Allègre avait tenté un passage en force, Mélenchon use de toutes les subtilités du fin politique : on « postule » à l'« honneur » du label Lycée des métiers ; cette labellisation se fait vague par vague ; le ministère sait reculer et renoncer à labelliser un lycée si celui-ci renâcle.

Mais surtout, l'excellente formation politique qu'a reçue Mélenchon dans sa jeunesse lui a appris toutes les nuances du jésuitisme (Jospin a été à la même école : il peut ainsi diriger le gouvernement de « gauche » qui a battu tous les records de « droite » en matière de privatisation, par exemple...). Mélenchon argumente, biaise, truque. Et il n'est pas le plus mauvais à ce jeu.

Nous avons la conviction profonde que, avec l'ensemble des salariés et des jeunes (qui sont les vraies cibles de cette réforme), les enseignants sont capables de battre cette nouvelle mouture de réforme de type Thatcherien. Ensemble, nous en avons la force. Et d'ailleurs, rien ne se fera sans mobilisation. Personne ne peut s'y substituer.

Mais nous avons surtout la conviction qu'aucune mobilisation efficace ne pourra se développer si nous n'aidons pas à en éclairer à la fois les raisons d'être et les objectifs à at-

teindre, si nous n'aidons pas à lever la voile que très intelligemment Mélenchon jette sur la vraie nature de ses entreprises et de ceux au compte desquels il les mène.

Nous allons donc nous attacher à décrire la logique des attaques qui, depuis des décennies, s'acharnent sur l'École en général bien sûr, mais surtout sur ce segment qui, au fond, est de l'importance la plus déterminante pour le capital : l'enseignement professionnel.

Notre réflexion ne pourra éviter d'aborder une évaluation des dégâts déjà commis, et de leur portée sur la constitution même de la classe ouvrière, sur les possibilités mêmes de construction de sa conscience de classe.

BESOINS RÉELS DE FORMATION ET ÉVOLUTION DE LA SCOLARISATION : UN ÉCART À RÉDUIRE

Les dernières décennies ont vu apparaître un décalage croissant entre les besoins réels de formation (exprimés par les entreprises) et l'évolution de la scolarisation.

Depuis 1959, et plus encore après que la question algérienne ait été réglée par Gaulle, tout l'effort des gouvernements successifs (y compris évidemment, ô combien, les gouvernements de « gauche » ou de « cohabitation » depuis 1981) porte sur la tentative de limiter le développement de la scolarisation, voire de la faire refluer, en tout cas d'orienter le plus vite possible les jeunes vers les entreprises où les attendent des emplois de plus en plus déqualifiés. A défaut de pouvoir les chasser de l'école, il faut au moins s'assurer

qu'un contingent important de ces jeunes achèveront leur scolarité obligatoire sans le moindre diplôme à faire valoir sur le marché du travail. Qu'ils n'y soient pas parvenus (ou très incomplètement) est une tout autre affaire.

Mais c'est par rapport à cette volonté qu'il faut apprécier la portée et l'objectif de l'ensemble des « réformes scolaires » qui ont été entreprises dans cette période. C'est probablement ce qui permet, au-delà des « bavardages » pseudo idéologiques, de comprendre où la « crise » de l'école trouve ses racines.

Si l'enseignement professionnel occupe une place de choix dans ces réformes (la plupart du temps à l'insu ou presque des autres « ordres » d'enseignement, qui pensaient que cela ne les concernait pas... Quelle terrible erreur !), c'est qu'il travaille au cœur de ce qui préoccupe principalement le patronat et les gouvernements qui lui ont tous été dévoués : le rapport capital/travail, la négociation de la vente de la force de travail. La formation et la qualification y jouent un rôle essentiel.

Si le patronat et ses adjoints politiques savent parfaitement que c'est là une question essentielle, on ne peut pas dire que cette conscience ait été aussi claire chez les salariés et, en particulier, parmi les enseignants. Le syndicalisme morcelé qui prévaut depuis la FEN, et aujourd'hui dans la FSU, où les enseignants sont organisés en syndicats séparés, n'a pas favorisé cette prise de conscience. L'isolement des salariés de l'Éducation nationale dans des syndicats distincts des grandes confédérations a affaibli sous cet angle à la fois les salariés de toutes catégories et les enseignants.

Les salariés dans leur ensemble (mais aussi les jeunes en formation,

quelle que soit la filière, et les chômeurs, victimes de la tendance capitaliste à constituer une « armée de réserve » pour faire encore davantage pression sur les salaires et l'emploi) doivent vitalemt se saisir de nouveau de cette question. Elle est au cœur de toute tentative un peu sérieuse d'aider leur mobilisation.

**FAIRE REFLUER LA
MASSIFICATION DE LA
SCOLARISATION :
UNE CONSTANTE DANS
TOUTES LES RÉFORMES
ENTREPRISES DEPUIS
1959**

Les possédants ont sans doute toujours marqué leur répugnance à voir le peuple accéder à trop d'instruction. Longtemps confiée aux ecclésiastiques, elle ne décidera de transférer cette mission à l'État que contrainte et forcée. Elle n'aura d'ailleurs de cesse de la lui reprendre, ou de la ramener dans le giron des congrégations. Ce n'est pas un hasard si les lois antilaïques marqueront immédiatement la prise de pouvoir de De Gaulle.

Il est certain également que la bourgeoisie n'a jamais souhaité donner trop de connaissances du monde, c'est-à-dire trop de moyens de le comprendre et éventuellement de le combattre aux enfants du peuple.

Cela suffirait certainement à expliquer le combat constant que la classe dominante mène pour limiter la scolarisation de ces enfants, pour défaire ce qu'elle a dû concéder dans ce domaine. De la lutte contre l'obligation scolaire aux déclarations de Jules Ferry lui-même, un florilège de citations le démontrerait sans pei-

ne (j'avais tenté d'en donner quelques exemples dans le N° 8 de Carré rouge).

Mais au risque de paraître trop « matérialiste » (au sens trivial du terme), nous sommes convaincus que les motivations des possédants pour tenter de chasser les jeunes des écoles et les amener très rapidement à entrer dans les entreprises (ou dans « l'armée de réserve du chômage ») sont avant tout dictées par le besoin de faire pression sur les coûts de production, en jouant sur la « variable d'ajustement » la plus souple : le salaire.

Il est intéressant de suivre quelques épisodes de cette action constante du CNPF (devenu MEDEF) et des gouvernements à sa solde, en particulier depuis le retour au pouvoir de De Gaulle en 1958 (et sans en exclure, naturellement, les périodes où nous avons connu des gouvernements de « gauche », qui ont accompli plus que leur part de mauvais coups contre l'enseignement professionnel et général), afin de mieux faire apparaître cette constante.

Dès 1959, Jean Berthoin décide en janvier (on ne perd pas de temps...) de la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans (mesure qui ne sera effective qu'en 1967). Un cycle d'observation est mis en place en classes de 6^e et de 5^e.

Massification ? Et même démocratisation ? Il s'agit avant tout de maîtriser les flux de scolarisation :

« Nous retenons dans l'enseignement théorique nombre de jeunes esprits qui trouveraient mieux leur voie dans l'enseignement technique à l'un ou l'autre de ses niveaux [...] Par une exacte recherche des diverses aptitudes, les différents types d'enseignement doivent recevoir tous les élèves [...], le problème n'est pas de hiérarchisation, mais de

répartition. »

(Ordonnance et décret du 6 janvier 1959, note préliminaire)

Tout de suite, ce décret contient un versant enseignement professionnel (article 31, titre IV), qui traduit ce que sont ces parcours entre lesquels il faut « répartir » les élèves :

« La formation professionnelle qui peut achever la scolarité obligatoire est donnée soit dans les établissements de l'enseignement technique, soit par un travail réparti entre les diverses écoles qui donnent l'enseignement terminal et des entreprises liées par contrat avec l'école [nous sommes ici dans la perspective de l'alternance, N.D.L.R.], soit dans les établissements ou centres relevant d'autres ministères, soit enfin dans des entreprises » [et c'est la perspective de l'apprentissage, ou, mieux encore, de la « formation tout au long de la vie », N.D.L.R.

Il s'agit donc, pendant ce cycle d'observation, de trier les élèves qui devront aller le plus vite possible et par toutes les voies possibles vers la « vie active ». À quel niveau ? La suite de cet article ne le cache pas :

« Tenant compte de la réalité très nombreuse que représente l'ouvrier spécialisé — c'est-à-dire, on le sait, l'ouvrier non qualifié — nous entendons lui donner d'une part une formation professionnelle aussi polyvalente que possible qui lui permettra, à travers des tâches et des techniques en transformation rapide, de détenir des moyens de réadaptation aisée. » (Souligné par nous)

En 1963, Christian Fouchet met cela en musique. Il crée les CES (destinés à remplacer les CEG et les « fins d'études » et, bientôt, avec Haby et ses « collègues », les premiers cycles de lycée), et y établit trois filières (on affine le tri, la « répartition ») :

▫ Filière I : classique moderne (type

lycée)

▮ Filière II : moderne court (type CEG)

▮ Filière III : transition-pratique (enseignement terminal)

La première filière mène au secondaire long (bac général), la seconde destine aux « nouveaux » CET, où l'on pourra préparer un CAP en 3 ans (CAP qui existe dans les conventions collectives) ou un BEP en 2 ans (le BEP n'y figure pas) ; quant à la filière III, elle mène vers la « vie active ».

Assemblée générale du CNPF de janvier 1966

Le CNPF pense (c'est un jeu bien rodé) que le gouvernement ne va pas assez loin, pas assez vite ! Il souhaite, lui, un retour à la loi Vigier de 1919, qui confiait la formation professionnelle aux entreprises et à leurs centres de formation (lesquels ont été transformés en CET en 1947, et ont échappé aux entreprises). Il conteste que l'instance régulatrice de l'enseignement technique ne soit constituée que de « fonctionnaires », sans représentation des « entreprises ». Il note cependant avec regret : « Certes, il faut convenir que le retour à la législation de 1919 provoquerait un tel bouleversement qu'il est difficile de l'envisager. »

En attendant que les conditions politiques le permettent, le CNPF prône

▮ la mise en place d'une voie « très courte » (vers un CEP, certification d'« éducation » professionnelle, une sorte de « diplôme » d'OS)

▮ l'entrée directe en apprentissage avec enseignement en alternance

▮ les formations qualifiantes ramenées à deux ans (que ce soit pour le CAP ou pour le BEP) et ne débutant qu'après la classe de 3^e.

Le CNPF se prononce également pour la suppression du CAP (en tant qu'examen national) et son rempla-

cement par une attestation délivrée par chaque centre de formation, ou pour sa délivrance sous forme d'« unités capitalisables », qui enregistreraient des « capacités » (on dirait aujourd'hui des « compétences »), et pourraient être partiellement obtenues en cours de formation ou au cours de la vie professionnelle.

La loi d'orientation et de programme de l'enseignement professionnel du 3 décembre 1966, puis les lois de juillet 1971 vont organiser tout cela.

Les CFA sont mis en place (il y en a 87 en 1973, et 340 en 1976 : la machine est lancée).

Surtout, l'accès aux formations qualifiantes tend à s'organiser après la 3^e. (Rappel : avant 63, on entrait au CET après la classe de fin d'études. Après 63, tout a été fait, conformément aux vœux du CNPF, pour que cela soit reporté après la 3^e, une fois le « tri », la « répartition » faits. En réalité, de nombreuses entrées en CAP en trois ans auront lieu après la 5^e, signe de la résistance des parents, qui comprennent très bien que le « cycle terminal » est un cul-de-sac, qui ne mène à aucune formation reconnue par les conventions collectives)

Le CEP est créé. En voici la définition : « Une information sur les métiers : contacts, entretiens avec les chefs d'entreprises, courts séjours en entreprises.

Acquisition de certaines aptitudes concrètes devant les problèmes professionnels : qualités d'attention, possibilités de comprendre et d'appliquer des instructions, transmission des informations, travail d'équipe, soin dans l'exécution.

Initiation aux responsabilités élémentaires de la vie du travail : formation technologique rapide, étude de mécanismes simples permettant d'exercer la réflexion en partant d'un éveil de la curiosité. » (Extrait de l'instruction officielle sur le cycle terminal, 5 avril 1966)

Il s'agit bien, selon les vœux du CNPF, encore une fois, d'une « formation » d'OS. Le texte précise d'ailleurs :

« Cet enseignement donne une formation d'ouvriers spécialisés (OS) qui correspond à l'échelon inférieur du niveau V ; rapide, il correspond effectivement à un besoin spécifique de l'économie. On ignore encore si cet enseignement sera suivi en milieu scolaire ou prendra la forme d'un apprentissage aménagé ».

Le CNPF, pas plus que son rejeton le MEDEF, ne se paie pas de mots ! Rappelons que, contre toutes les déclarations « intéressées » (et généralement de « gauche » syndicale ou politique), le cours de l'économie ne va pas vers une amélioration de la qualification générale, mais vers une déqualification massive des postes de travail (« le mort saisit le vif » : le

Tableau I : Origine scolaire des élèves de 5^e par filière en 1966-1967

Venant de et entrant en	6 ^e I	6 ^e II	6 ^e transition	Autres	Total
5 ^e I	90,5	0,6	0	8,9	100 %
5 ^e II 9,4	75	0,8	14,8	100 %	
5 ^e trans.	0,8	13	59,7	26,5	100 %

capital fixe domine le travail vivant). Il faut donc orienter hors de l'école une masse importante d'écoliers et de collégiens, et les préparer à ces emplois déqualifiés.

L'objectif déclaré du V^e Plan (1966-1970) est d'ailleurs d'orienter 30 % des élèves vers le « cycle terminal » (la filière III des CES). Le Plan se présente à cet égard comme une mise en conformité des besoins de formation établis en fonction des besoins en main d'œuvre aux différents niveaux.

On pouvait se poser le problème devant la réforme Fouchet de 1963 : s'agit-il bien, comme le prétend le ministre, d'une mesure de démocratisation, qui va permettre aux enfants, même en difficulté, de rejoindre les études secondaires longues « pour tous » ? En somme, s'agissait-il d'un système de rattrapage ? La réponse est clairement négative : il s'agit d'un système d'aiguillage. Il s'agit d'amener 30 % des élèves en cycle terminal, c'est-à-dire vers une « entrée dans la vie active » sans formation professionnelle, sans diplôme. Le tableau I permet de vérifier que l'opération est réussie : aucun élève venant de 5^e I ne vient d'une 6^e de transition, mais 13,8 % des 5^e de transition viennent de 6^e I et II. L'« aiguillage » a été réalisé.

Cependant, la résistance des parents, nourrie essentiellement par le fait que le CAP reste une référence

au cœur des conventions collectives (nous sommes toujours dans le cadre des classifications Parodi et des accords sur les conventions collectives de 1950), fait que les CAP en deux ans après la 3^e tardent à se mettre en place, que le CEP ne prend pas, et que le BEP a du mal à s'imposer (il n'existe pas dans les conventions collectives), même s'il progresse, et surtout dans les emplois tertiaires, alors que le CNPF le destinait essentiellement aux emplois du secteur industriel...

Le tableau II traduit cette résistance. Il faut donc accélérer, selon le CNPF. Cela va être fait en deux temps. On n'en revient pas encore à la loi Vigier de 1919, mais on peut enfin relégitimer les entreprises en tant que « lieu de formation ».

Les Accords nationaux interprofessionnels du 9 juillet 1970, puis les lois de juillet 1971 mettent en place un ensemble de mesures qui permettent le retour des jeunes vers les entreprises, afin qu'ils « ne perdent plus de temps dans les écoles, si éloignées des préoccupations des entreprises » (en particulier des classifications que les patrons veulent détruire, ce qu'ils ne parviendront à faire qu'en 1975, avec la fin des classifications Parodi) :

▮ le principe de l'apprentissage en entreprise

▮ la mise en place des stages pour les élèves de CET-LEP

▮ le développement des CFA

La cohérence de l'ensemble de ces mesures est de retirer à l'enseignement professionnel public une fraction croissante des effectifs scolarisés en CET, de raccourcir le temps de formation initiale au profit d'une formation permanente au cours de la vie professionnelle.

On peut s'arrêter un instant sur le problème des « stages » en entreprises mis en place pour les élèves de CET à ce moment-là. Il ne s'agit pas de les juger « en tant que tels », « en soi », mais de comprendre qu'ils faisaient partie intégrante de ce dispositif cohérent. Nous y reviendrons.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE BILAN

Le VI^e Plan (1971-1975) avait émis un certain nombre de prévisions. Celles-ci confirment que les réformes de 1959 et de 1963 avaient bien pour objectif majeur de canaliser le flux d'élèves vers les voies courtes, et donc de freiner la scolarisation qui se développait en résultat d'une demande sociale et politique puissante. Le tableau III montre cela, mais il indique également que la résistance a été grande, et que les objectifs sont loin d'avoir été atteints, tant qualitativement que quantitativement.

Le VII^e Plan (1976-1980) devra intégrer un nouvel élément : la montée très rapide du chômage, et en particulier de celui des jeunes de moins de 25 ans (de 3,3 % en juin 1968 à 4,9 % en mai 1974, contre une évolution de 1,7 % à 2,1 % pour l'ensemble de la population active).

Le rapport Emploi et travail du VII^e Plan explique clairement : « Il est nécessaire de relever le phénomène fondamental que constitue l'écart grandissant entre le niveau de for-

	1958-1959	1968-1969	1978-1979
CEP (1 an)	----	1 119	8 122
CAP (3 ans)	171 311	393 080	362 357
CAP (2 ans)	----	27 327	9 300
BEP	----	54 719	218 273
Total	171 311	484 179	598 052

(Source : SIGES éducation et formation, n° 5, 1983)

mation général et la structure des emplois offerts par le système productif. Même si un jugement définitif ne peut être porté sur l'ampleur de l'évolution dans la qualification des

est enfin mis à bas. Toutes les exigences déjà exprimées vont pouvoir s'affirmer de nouveau, mais avec un verrou essentiel dans les conventions collectives en moins. Ce n'est

dieu pour dire que l'école valorise ceux qui y entrent en héritiers de ses valeurs. La fonction de reproduction est essentielle. Elle ne relève pas d'un quelconque complot, ni d'une volonté maligne.

Mais la sélection dont il s'agit là est d'une autre nature : elle est délibérée, planifiée. Les gouvernements successifs (et encore une fois de droite comme de « gauche » y prennent parfaitement leur place) répondent explicitement aux vœux du patronat, et cherchent méthodiquement à sélectionner une couche d'environ 30 % d'enfants qui doivent être déscolarisés à terme proche, pour être très tôt orientés vers les tâches d'OS ou de manœuvres dont une industrie (et un commerce, et on pourrait ajouter des services) de plus en plus automatisée a grand besoin.

Perdre de vue cette exigence et les dispositifs qui ont été successivement mis en place pour la satisfaire, c'est risquer de ne plus rien comprendre à ce qui se passe au collège, c'est se condamner à limiter ses vues à l'exigence de « démocratisation du collège » qui devient alors un mot d'ordre creux, insaisissable.

Il faut d'autre part dire nettement que le collège Haby se met en place sur la base d'une défaite des salariés, défaite qui leur a été infligée par le patronat, certes, mais aussi, et avant tout, par la trahison de leurs directions syndicales : les lois de juillet 1971 sur la formation professionnelle, et l'abandon des classifications Parodi (voir encadré).

En effet, en imposant les classifications par niveau (et non par métiers), le patronat a infligé une défaite non seulement symbolique, mais pratique aux salariés. Un combat historique a eu lieu entre patronat et salariat sur ce que signifie la qualification : pour le patron, la clas-

	Prévisions VIe Plan pour 1975	Résultats observés en 1975
Nb d'élèves sortant de l'école sans form. prof.	0	environ 360 000
Redoublt (16,6 % en 1970) 11,4 % en cm ²	11 à 12,5 %	14 % en CP
Orientation en Transition	20 %	18 %
Sorties du Second cycle court (CAP)	125 000 dont 50 % industrie et 33 % tertiaire	145 000 54 % 46 %
Sorties du second cycle court (BEP)	150 000 dont 50 % industrie 50 % tertiaire	68 000 37 % 63 %
second cycle long (effectifs)	750 000 450 000 général 300 000 technique	960 000 620 000 340 000
Enseignement supérieur	réduction des effectifs (640 000 en 1970 =	750 000 + 110 000)

emplois, on peut au moins affirmer qu'elle n'a guère été sensible en moyenne, et que des "pans" entiers du système des emplois ont été le lieu d'une déqualification notable (dans le tertiaire par exemple). » (Souligné par nous, N.D.L.R.)

La même exigence patronale va donc animer la réforme Haby (1975). Elle va cependant pouvoir s'exercer avec d'autant plus de force que le système des classifications Parodi

pas indifférent.

Le « Collège » Haby : un collège d'aiguillage, dans un contexte où les classifications « par niveau » ont été imposées partout par le patronat

Les fonctions de « triage », d'« aiguillage » nettement dévolues aux CES de Fouchet vont être pleinement confirmées par la réforme Haby. Il s'agit bien de « sélection ». Mais le terme doit être explicité. Nous sommes d'accord avec Bour-

sification doit partir des tâches exigées par les différents postes de travail ; pour le salarié, elle s'appuie sur la formation et l'expérience acquise. Et cette lutte vient de tourner de manière déterminante à l'avantage du patronat [1]. La porte est désormais pleinement ouverte aux « compétences », à la « mobilité », à la « flexibilité », au contrat de travail individuel.

Des lois de juillet 1971...

Quelques citations permettront de voir que leur axe principal est de favoriser la formation permanente (il est devenu usuel de parler aujourd'hui de « formation tout au long de la vie », ce qui donne toute son extension à la notion de « permanence » !) par rapport à la formation initiale (dont tout l'esprit était fondé sur la préparation à des diplômes ouvrant accès à une classification, et donc à une grille de salaire contraignante pour l'employeur) :

Article 6 : « Les méthodes de l'enseignement technologique peuvent comporter un enseignement à temps plein, alterné ou simultané. ». Article 7 : « Les établissements ou sections d'enseignement technologique dispensant une formation à temps plein ont aussi la responsabilité d'assurer, en liaison avec les milieux professionnels, l'apprentissage selon les termes de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 et la formation professionnelle continue selon les termes de la loi 77-575 du 16 juillet 1971. ». Article 8 : « Les titres ou diplômes de l'enseignement technologique sont acquis par les voies scolaires et universitaires, par l'apprentissage ou la formation professionnelle continue. »

L'article 4 prévoyait une initiation technologique dans le premier cycle du second degré.

UN GRAND « ACQUIS » DU PATRONAT : LA LIQUIDATION DES CLASSIFICATIONS PARODI

1946 : les classifications Parodi

Elles reconnaissent la qualification individuelle sur la base des diplômes obtenus dans la formation initiale. Ce sont les arrêtés Parodi-Croizat de 1946, qui généralisent des classifications qui n'existent avant-guerre que dans la métallurgie parisienne : deux niveaux de manœuvre (M1 et 2), deux d'ouvrier spécialisé (OS 1 et 2) et trois d'ouvrier professionnel (P1, 2 et 3). La base est celle du métier et du temps d'apprentissage. On entre comme P1 avec un CAP.

Chaque catégorie professionnelle a un salaire obtenu par un coefficient affecté à chaque échelon, multiplié par la valeur du point.

La loi du 11 février 1950, qui définit les conditions de libre négociation entre employeurs et salariés du contrat de travail (classifications et salaires) donne lieu à la mise en place dans beaucoup de branches de conventions collectives.

Mais le savoir « passe dans la machine ». L'ouvrier qualifié est de plus en plus remplacé par la machine. Le patronat (en particulier dans l'automobile) combat pour une autre forme de classifications, où ce ne serait plus le métier qui serait la base, mais la qualification du poste de travail.

Il annonce en 1968 qu'il entend revenir sur les classifications Parodi. En 1975, l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) signe un accord le 21 juillet avec les fédérations FO, CFTC et CGC. CFDT et CGT ne le signent pas mais ne le remettent pas fondamentalement en cause.

Deux catégories sont créées : les ouvriers non qualifiés et les ouvriers qualifiés. En réalité, la classification se fait par niveau : elle ne fait plus référence au métier. Il n'y a plus de tourneur, de fraiseur ou d'ajusteur, mais tous les P1 peuvent indifféremment travailler sur différents postes de travail au gré des besoins. La polyvalence et la mobilité sont les maîtres mots. Muté d'un poste à l'autre (d'un atelier à l'autre), rien n'empêche que l'ouvrier y perde en salaire. Cette mutation peut même intervenir « dans l'intérêt de l'ouvrier » : « en vue d'éviter à l'intéressé d'être compris dans un licenciement collectif » (!)

Rappelons que 1975 est la date de mise en œuvre de la réforme Haby (création des « collèges »). Inutile de dire que cela n'a rien d'une coïncidence.

à la réforme Haby de 1975

La réforme Haby va mettre tout cela en œuvre. On y reconnaîtra toutes les recommandations faites par le patronat dès 1966. À grands traits, elle instaure, après le cycle d'observation, les activités pré-professionnelles en 4^e et 3^e et les stages en entreprises. Elle se présente comme un correctif de la réforme Fouchet en supprimant les filières. En réalité, el-

le accorde beaucoup d'importance à l'activité manuelle puis à l'enseignement technologique. L'« aiguillage », le « tri », se font pendant le cycle d'observation (4^e et 3^e) : « Le cycle d'orientation ne doit pas être celui où s'affirme l'inégalité des aptitudes et des valeurs, mais celui où s'individualisent clairement les tendances et les goûts » (Haby, dans une brochure parue à la Documentation française, Pour une modernisation du sys-

tème éducatif). Et ce n'est pas de sa faute si les enfants d'ouvriers ont plutôt des « tendances et des goûts » qui les portent vers les usines et les chantiers...

Ce cycle va donc comporter une formation commune et des options portant sur deux domaines :

▮ les langues (latin, grec, LV2)

▮ Les « bancs d'essai » de type pré-professionnel, plus des stages (dans les LEP, dans des CFA ou des entreprises).

À la sortie du collège, l'enfant peut aller :

▮ en seconde au lycée

▮ en LEP en première année (vers CEP, CAP ou BEP)

▮ en apprentissage artisanal (CFA) ou en entreprise.

À côté des classes « normales », on met en place des Classes pré-professionnelles de niveau (CPPN) et des Classes de préparation à l'apprentissage (CPA). Leur mission est de donner des « qualifications professionnelles » ! CAP (qui peut être obtenu également par apprentissage) et BEP seront désormais préparés en deux ans.

À la fin du collège Haby, on a seize ans. On sort de l'obligation scolaire. L'objectif est donc d'orienter un maximum d'enfants vers l'apprentissage (où l'on est « rémunéré » à une proportion du SMIC), d'éviter les orientations massives vers les LEP (c'est-à-dire vers les diplômes !). Les vœux exprimés par le CNPF en 1966 sont intégralement réalisés.

L'axe est désormais pleinement : formation permanente contre formation initiale

Les « stages » qui se multiplient à tous les niveaux (dès la 4^e en collège, ou au LEP, ou en CPPN et CPA) fournissent une main d'œuvre gratuite et souvent absolument suffisante

pour les tâches totalement déqualifiées offertes par l'industrie, le commerce ou les services. Réapprovisionner des linéaires en grande surface, alimenter et surveiller une machine dans un atelier automatisé (et alerter la maintenance, qualifiée, elle, lorsque l'on constate un incident), classer des documents dans un bureau, balayer des cheveux dans un salon de coiffure : toutes ces tâches peuvent être accomplies par un jeune à peine « dégrossi ». Le stage est, dans ce cadre, absolument gratuit. Il faut être parfaitement rêveur pour penser que cela n'intéresse pas ces entreprises, même pour quinze jours ! La bataille pour les coûts de production, pour la baisse de la masse salariale, se satisfait pleinement de ces petits cadeaux.

D'autant que l'on ne s'en tiendra pas aux « petits » cadeaux. Le Pacte pour l'emploi de juillet 1977 va aller beaucoup plus loin. Les stages qu'il instaure durent de 6 mois à deux ans. Le stagiaire est « rémunéré » en 1977 à 410 F par mois pour les moins de seize ans, et à 90 % du SMIC au-delà [2]. C'est l'État qui paye ! Il ne débouche ni sur un contrat de travail, ni sur la délivrance d'une qualification. La circulaire qui en fixe les modalités (8 février 1982) est signée Rigout (ministre PCF du gouvernement Mitterrand). Il y explique : « Les formations alternées constituent un projet pédagogique global qui associe, dans un même mouvement, des séquences de formation générale et théorique, dispensée par un organisme de formation agréé ou conventionné, à des séquences de formation pratique assurées en vraie grandeur sur un lieu de travail. »

En même temps, se met en place un gigantesque marché de la formation continue.

Le bilan général est un transfert massif de la formation professionnelle (initiale, alternée ou continue) entre les mains du patronat. On n'en est pas revenu frontalement à la loi Vigier de 1919 ! Mais la réalité ne s'en éloigne plus.

Yvon Chotard, vice-président du CNPF, expliquait en 1974 : « L'existence d'un véritable système de formation continue permettra à l'école et à l'université de ne plus avoir la prétention d'apprendre aux jeunes, avant d'entrer dans la vie active, les connaissances dont ils auront besoin tout au long de leur existence. » Ce que confirme le président du CNPF, Ceyrac, en 1972 : « Notre objectif permanent reste l'adaptation de l'emploi à une économie de croissance qui implique des mutations économiques et une plus grande mobilité... »

PETITE CONCLUSION

La bataille autour du problème des classifications, et donc des qualifications ; le combat pour la détermination de la vente de la force de travail, ne se sont pas arrêtés en 1971 ou en 1975 avec la victoire plus que symbolique du patronat. Elle continue et n'a pas de cesse. Les conventions collectives n'ont pas été abolies (même si elles sont sans cesse menacées). La lutte des classes continue (et ces matières sont en son centre). Mais le recul que nous venons de prendre sur 40 ans de lutte autour de la question scolaire fait apparaître la constance du combat patronal, sa logique implacable. Si la question scolaire ne s'y résout évidemment pas, il s'agit d'un axe essentiel.

Et depuis 40 ans, dans ce domaine central, nous reculons du point de vue des intérêts du salariat.

Années soixante. Un jeune sort du CET avec en poche un CAP de tourneur. Il trouve aisément un emploi dans une entreprise de la métallurgie parisienne.

Son diplôme le classe d'emblée comme O.P.1 (ouvrier professionnel du premier niveau). Cette classification, liée à la qualification dont son CAP atteste, le fait accéder à une grille indiciaire commune à l'ensemble de la métallurgie.

Il est placé sur un tour semi-automatique. Il débite plus ou moins des rondelles. Il serait plus juste de dire qu'il assiste la machine. En vérité, il accomplit un travail d'O.S. (Ouvrier spécialisé, autre classement dans la même grille de classification, correspondant à un salarié non diplômé, et donc nettement moins bien payé). En somme, un O.P. fait un travail d'O.S. Mais il est payé comme un O.P.

Années 2000 (petite anticipation, de quelques années au mieux...) Une jeune fille sort de BTS Comptabilité-Gestion. Elle trouve (difficilement) un CDD dans une entreprise. Elle a pourtant un diplôme qui atteste d'une technicité, d'une aptitude à accomplir des démarches intellectuelles assez qualifiées et complexes. Dans cette entreprise, l'ordinateur sur lequel elle travaille est doté d'un logiciel qui a été conçu pour accomplir la quasi-totalité des opérations intellectuelles auxquelles la jeune fille a été formée. (Ce n'est pas encore tout à fait réalisé : les logiciels aujourd'hui disponibles ne sont encore capables que de « remplacer » les aides-comptables...)

Elle a un BTS. Elle sera « opératrice de saisie », chargée d'alimenter l'ordinateur en données comptables que la machine va (à très grande vitesse) traiter. C'est à ce titre qu'elle est (provisoirement) embauchée. Son salaire sera celui d'une opératrice de saisie, sans qualification particulière.

Le logiciel, utilisable 24 heures sur 24, et 365 jours par an, a coûté quelques milliers de francs par poste de travail. L'investissement sera bien vite amorti, sur-

tout si l'employeur n'est plus tenu de payer son employée BTS au niveau où ce diplôme le contraint aujourd'hui à la payer...

Que s'est-il passé entre ces deux dates ? Plusieurs choses. Tout d'abord, dans les années soixante, c'est le patron qui était très mécontent. Aujourd'hui, c'est la jeune employée. La peur a changé de camp, en quelque sorte...

Dans les ateliers de la métallurgie des années soixante arrivaient des machines nouvelles (dans le cas évoqué, c'est un tour à commandes numériques) qui intégraient des premiers éléments d'automatisation. Le savoir pratique, la dextérité, les démarches intellectuelles étaient, pour la première fois au niveau des tâches « nobles » de l'atelier (tourneur, fraiseur, ajusteur, etc.), intégrés à la machine. Ils étaient en quelque sorte transférés de l'homme à la machine. Avec le développement de l'électronique puis de l'informatique, les tâches transférées de l'homme à la machine n'ont cessé de se développer, englobant petit à petit des tâches d'une grande sophistication, correspondant à des qualifications anciennes très élevées. Loin d'être confiné aux emplois de l'industrie, ce transfert touche aujourd'hui des fonctions correspondant même à des emplois autrefois considérés comme relevant de l'encadrement.

Surtout, ce qui protégeait le jeune tourneur des années soixante, la grille des qualifications de la métallurgie parisienne (les classifications Parodi) a été abolie dans les années 75. C'est aujourd'hui le poste occupé, la tâche réalisée effectivement, qui priment. Le statut et le salaire liés à la classification ont sauté avec elle. Il est vrai que l'intelligence est désormais largement dans la machine. Le mort a saisi le vif.

Mais la jeune fille est mécontente, amère. N'a-t-elle pas fait des études supérieures ? N'a-t-elle pas passé un diplôme de niveau Bac +2 ? Tout cela pour être employée (en CDD, en plus) comme ser-

vante d'un ordinateur qui fait l'essentiel à sa place ? Qu'à cela ne tienne : le MEDEF a une solution ! Évitions désormais que des jeunes aillent perdre leur temps sur les bancs de l'école, y acquièrent des connaissances trop nombreuses et inutiles (elles sont désormais dans les machines). Évitions surtout qu'ils n'aient à éprouver de l'amertume, du dépit, voire de la révolte. N'est-il pas préférable qu'ils entrent très jeunes dans l'entreprise ? Ils se formeront au gré des besoins. Plus tard.

Problème : la demande d'éducation est immense dans la population. C'est même une terrible exigence politique, que rien ne semble pouvoir endiguer. Il faut donc à la fois chasser le trop-plein d'élèves inutiles dans les écoles (alors qu'il faudra chaque année 100 000 nouveaux salariés rien que dans la région Rhône-Alpes, à partir de 2005), tout en ménageant la demande des familles de toujours plus d'années d'études, de toujours plus de diplômes. D'autant que le chômage des jeunes fait peur aux parents...

Résumons :

- Le problème des classifications qui obligeaient le patronat à payer au niveau P1 un ouvrier qui faisait en réalité un travail d'OS a été réglé. En grande partie avec la complicité des « grandes » centrales syndicales de l'époque.

- Le problème de la contradiction entre scolarisation de masse et nécessité d'orienter très vite les jeunes vers les entreprises, sans qualification, lui, n'est pas réglé. Mais il obsède organisations patronales et gouvernements à leur solde depuis des décennies. Il marque de son sceau toutes les mesures prises vis-à-vis de l'école depuis les années soixante au moins. C'est à cette échelle qu'il faut apprécier chaque nouvelle mesure.

- C'était le sens de la politique d'Allègre. C'est aujourd'hui celui de la politique de Mélenchon.

Le problème essentiel des classifications et des qualifications a été réglé de telle façon que rien de ce qui se passe de ce point de vue n'est plus semblable dans l'école et au-delà.

C'est sous cet angle qu'il faut apprécier le mot d'ordre des « 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac ». C'est également à cet angle qu'il faut évaluer la mise en place du Bac pro, faux bac (il n'est en aucun un « premier degré universitaire » ; il est conçu comme une fin d'études, même si, là aussi, les parents et les jeunes ont tenté de le prolonger vers les BTS par exemple, sans beaucoup de chances de réussite, il faut le dire), mais aussi diplôme ne correspondant en rien à une qualification stable (conventions collectives). Et c'est très naturel, puisque toutes les qualifications ont été déstabilisées dès lors qu'elles ne correspondaient plus à un métier strictement défini, mais à un « niveau » dans lequel pouvait se mettre en place la mobilité. Le résultat n'est cependant pas aussi clair.

UNE POLITIQUE AUX

RÉSULTATS

CONTRADICTOIRES.

LE PROBLÈME DES

« SURDIPLOMÉS »

C'est une bataille « vivante » qui se mène depuis des décennies. Le patronat, et les gouvernements successifs qui l'ont servi, n'ont pas pu avancer sans rencontrer de résistance. La chute d'Allègre, entraînant celle du gouvernement Jospin I, en est le dernier exemple. Mais la résistance n'a pas pris seulement la forme de grèves, de manifestations, d'affrontements directs.

Nous l'avons vu à plusieurs reprises en brossant une fresque des années 1959-2000, si la pression a été constante pour rejeter du système scolaire le plus tôt possible une masse d'enfants dont l'industrie, le commerce et les services avaient besoin sans qualification, sans diplôme, elle n'a pas réussi à atteindre les objectifs qu'elle se fixait.

Les parents, eux-mêmes salariés sensibles aux problèmes de qualifications, ont longtemps résisté aux tentatives de maintenir les jeunes au collège jusqu'à la 3^e, avec comme seule perspective une sortie sans diplôme ni formation du système scolaire. C'est ainsi que l'orientation en fin de 5^e a été longtemps maintenue, vers les CET et les CAP en 3 ans. La montée du chômage des jeunes a elle aussi provoqué des effets « indésirables » (pour le patronat !). Une tendance à la prolongation d'études s'est manifestée vigoureusement. L'un de ses résultats a été l'apparition d'une frange de « sur-diplômés » qu'il ne faudrait surtout pas considérer comme un effet attendu des réformes scolaires, comme une manifestation positive de la « démocratisation » de l'école. Cette poursuite d'études s'est d'ailleurs souvent faite un peu à l'« aveugle », sans objectif bien précis. Mais comme toujours, ce que le patronat et la bourgeoisie ne parviennent pas à maîtriser, ils le retournent en éléments de décomposition sociale.

Et les effets pervers, dislocateurs, de cette prolongation de la scolarité pour retarder l'entrée dans la vie professionnelle (impossible du fait du chômage, ou non désirée du fait des transformations qui interviennent dans les conditions d'un travail de plus en plus déqualifié), ces effets ont été et sont encore ravageurs.

Le film de Laurent Cantet, Res-

sources humaines, nous montre bien ces familles ouvrières dans lesquelles surgit une sorte d'« hybride », un fils qui n'est ni « prolo » ni « intello ». Étudiants malheureux, sans projets ; ouvriers qui ne veulent plus se penser comme tels ; frustrés des promesses d'un poste correspondant à une formation pas vraiment désirée ; jeunes fils d'ouvriers jamais à l'aise dans les études supérieures au cours desquelles on leur fait sans cesse sentir qu'ils ne sont pas à la hauteur, qu'ils ne possèdent pas les « codes » sociaux du groupe auquel leur diplôme pourrait leur permettre de prétendre, etc., cette situation s'est infiniment reproduite.

Stéphane Beaud et Michel Pialoux ont montré les ravages provoqués par ces nouveaux arrivants dans les ateliers de Peugeot à Montbelliard. Ils ont longuement interviewé des ouvriers et des jeunes pour leur Retour sur la condition ouvrière (Fayard, 1999), et ils montrent le rôle (involontaire) qu'ont joué les jeunes de cette génération à qui l'on a fait miroiter que le BTS ou même le Bac Pro leur permettrait de « dépasser la condition ouvrière » : celui d'élément de dislocation du groupe ouvrier [3].

Par ailleurs, cette tendance à l'accumulation de diplômes a également eu un effet pervers sur l'embauche. Les employeurs savent par exemple très bien que, même si l'on déqualifie un jeune embauché en lui faisant faire un travail d'OS alors que sa formation lui aurait autrefois assuré un emploi qualifié, ce jeune va cependant travailler mieux et plus vite, plus efficacement et plus « intelligemment » que celui qui n'a pas fait d'études. Combien de postes sans aucune qualification pour lesquels vont postuler des jeunes munis de diplômes de l'enseignement supérieur ?

Une étude récente de l'INSEE,

conduite par Claude Seibel, note d'ailleurs que cet effet pervers rejette de l'emploi des jeunes qui conviendraient parfaitement à des emplois peu ou pas qualifiés, parce que « les recruteurs [privés comme publics] ont tendance à privilégier exagérément les personnes les plus qualifiées. » Tout à fait dans l'air du temps, ils préconisent, selon Le Monde, que l'on abandonne « l'approche "adéquationniste" selon laquelle la formation initiale doit coller au plus près des attentes des entreprises [qui ne privent pas, nous l'avons vu, de placer ces jeunes sur des postes non qualifiés, où ils font mieux que ceux qui n'ont reçu aucune formation initiale, N.D.L.R.], pour adopter une approche "constructiviste", où les qualifications ne sont pas acquises une fois pour toutes au sein du système scolaire mais s'acquièrent tout au long de la vie professionnelle. »

Le président du MEDEF de Rhône-Alpes ne dit pas autre chose...

NE PAS SE VOILER

LES YEUX...

Le patronat et « ses » gouvernements successifs ne sont pas parvenus à réaliser pleinement leurs objectifs. Ils ont cependant marqué des points déterminants dans la bataille pour les atteindre. Ne revenons pas sur l'arsenal législatif, de la destruction des classifications Parodi aux lois sur l'apprentissage de 1971. Nous nous en sommes suffisamment expliqué.

Mais ce n'est pas tout. Au plan de la psychologie collective, la peur du chômage, l'habitué aux petits boulots comme passage obligé, la soumission à l'instabilité professionnelle érigée en vertu ou en fatalité ont fait des ravages.

L'existence des conventions collectives, et de leur articulation autour de la grille commune des qualifications, avec référence à la formation, a une portée considérable, y compris au plan de la psychologie collective : elle fonde littéralement la classe des salariés comme telle, avec sa part de solidarités, de réponses collectives. Sa destruction doit être appréciée à ce niveau. La primauté donnée au contrat individuel opposé au contrat collectif (et ce dans tous les domaines de la vie sociale), l'apologie des « réussites individuelles » dressées contre les projets collectifs n'ont rien d'évolutions « naturelles », mais sont le reflet au niveau des psychés individuelles d'un émiettement social, dont l'impact a été décuplé par l'échec sanglant de l'« expérience socialiste ».

Dans le même temps, le collègue a subi de plein fouet cette désespérance. La lucidité des jeunes promis à cet avenir, leur rejet de l'avenir qui leur était tracé ne sont pas pour rien dans l'explosion de violences de toutes sortes que le collègue connaît depuis des années. Beaud et Pialoux notent ainsi dans Retour sur la condition ouvrière : « Pour ces lycéens et étudiants, la scolarité — et par extension la culture, le livre, etc. — n'est plus une chance à saisir, mais une contrainte, un pensum », et aussi : « Sur fond d'amertume, voire d'aigreur, lié à leur échec scolaire qui ne se manifeste que progressivement, ces "malgré nous" de l'École peuvent même développer une certaine forme d'anti-intellectualisme et, par extension, un refus des idées progressistes incarnées par les profs. »

Il faudrait ajouter à tout cela la formidable pression vers la consommation, les « marques », et l'effet terrible qu'elle a sur les jeunes. Et de ce point de vue, la promesse (pourtant ô

combien dérisoire !) d'un pré- « salaire » en CFA ou en apprentissage a un effet déterminant dans le mouvement vers ces fausses formations.

Mais les points marqués l'ont également été au plan politique. La conversion passionnée, étourdissante (et à bien des égards hallucinante) de la « gauche » à l'entreprise, sa servilité à accomplir avec minutie les exigences du patronat, l'apologie du « fric » et le modèle de corruption donné pendant les années Mitterrand, tout cela contribue de manière déterminante à briser net tout espoir de changement politique. « S'en sortir », « faire du business », « frimer » : cette nouvelle « morale » ne doit pas être blâmée, mais comprise comme un des derniers avatars de l'aliénation engendrée par une société tout entière modelée par les principes barbares du « marché ».

La disqualification « symbolique » de la qualification ouvrière, enfin, parachève une désorientation générale. Le mot « ouvrier » a été effacé des registres des entreprises. Dans l'imaginaire collectif, on a réalisé l'exploit d'effacer jusqu'à l'existence même de 7 millions de Français qui vont tous les jours à l'atelier, au chantier ou aux champs ! (il n'est que de regarder la publicité pour le constater, ou d'entendre les informations qui, à la rentrée, souhaitent « bon courage à tous ceux qui retournent... au bureau ! »)

Ce qui est devant nous, et que nous devons intégrer dans notre réflexion et dans notre combat, c'est la tâche et l'ambition, au travers du combat collectif pour conquérir le droit au travail, à la qualification, à la formation, au contrat collectif, de reconstruire un imaginaire collectif, une solidarité, une fierté.

UN TRUCAGE « IDÉOLOGIQUE » DE MÉLENCHON

« les économies développées sont soumises en permanence aux chocs de l'innovation et de l'accélération des mutations technologiques. Devenus de véritables "sciences pratiques", les métiers d'aujourd'hui évoluent au rythme de cette technologie et renforcent l'exigence de qualification des salariés. La phase de croissance dans laquelle est entrée la France depuis 1997 engendre déjà, dans certains secteurs et certaines régions, des goulets d'étranglement. D'ici 2010, sept à huit millions d'emplois devront être pourvus du fait des départs en retraite et des créations nettes d'emplois. »

(Communiqué de presse de Jean-Luc Mélenchon, « Éduquer, former, qualifier », 15 novembre 2001)

Innovation, accélération : vous voulez résister à cela ? Vous êtes des « passésistes ». La rengaine est assez ancienne (nous le montrerons plus loin), mais elle continue de faire son effet : elle disqualifie ceux qui s'opposent à des mesures qui apparaissent comme irrésistibles, quasi-naturelles.

On ne peut faire l'économie d'une démonstration, d'un démontage du mensonge dont cette courte introduction est pétrie.

Pour commencer, le président du MEDEF de Rhône-Alpes explique très simplement comment il entend régler le problème des très nombreux emplois qui vont être libérés par les départs en retraite à partir de 2005 : donnez-nous très jeunes les enfants ; nous les formerons quand nous aurons le temps. Nous leur donnerons une formation « initiale différée ».

Est-il fou, inconscient, alors que l'exigence « de qualification des salariés » ne cesse de croître ?

Et puis, ne manquera pas d'ajouter Mélanchon, ça, c'est la volonté du patronat

! Et nous, gouvernement de « gauche », nous entendons résister à cela. C'est pour cela que nous voulons mettre en place les lycées des métiers ! Il faut s'attendre à cette réponse, et apprendre à la démonter. Oui : Mauduy (MEDEF) et Mélenchon (Gouvernement de la « gauche plurielle ») parlent bien de la même chose. Et Mélenchon se prépare bien à livrer les jeunes le plus tôt possible au patronat.

Mais le tour de passe-passe va plus loin et est beaucoup plus massif. Revenons aux faits, débarrassés des oripeaux de la rhétorique.

1- Le jeune tourneur des années soixante, muni de son CAP, est devenu un « surdiplômé » par rapport aux « besoins de l'industrie » en voie d'automatisation. Autrement dit, il fait un travail déqualifié par rapport à sa formation. Qualifié, diplômé, ne peut-il accéder aux nouveaux emplois que cette automatisation fait naître, comme « régleur », ou « ouvrier » ? ne peut-il se former à l'électronique et intervenir sur les procédés d'automatisation contenus dans la machine, qu'un simple OS sans grande formation est capable de mettre en œuvre ? Autrement dit, chassé de la machine par son excès de formation, ne verse-t-il pas dans les catégories supérieures des concepteurs ou des agents de maintenance des nouvelles machines ?

C'est ce qui se fera pour certains. Mais ils sont très peu nombreux. Le prix Nobel d'économie V. Leontief nous avait averti :

« Prétendre que les travailleurs évincés par des machines trouveront inévitablement de l'emploi dans la construction de ces mêmes machines n'a pas plus de sens que de s'attendre à ce que les chevaux remplacés par des véhicules mécaniques puissent être utilisés dans les différentes branches de l'industrie automobile. »

2- Ce qui au contraire s'est produit (très naturellement), c'est une déqualification massive des postes de travail.

3- En même temps, une fraction de ceux qui, quelques années auparavant, auraient été OP sur des machines où leur propre savoir devait être mis en œuvre, sont effectivement devenus des ouvriers très qualifiés. La couche de ces ouvriers hautement qualifiés et de ces techniciens exigés par « l'innovation et l'accélération des mutations technologiques » s'est certainement largement accrue. Mais même si cette augmentation est considérable en pourcentage, elle est en revanche très minime en nombre absolu ! Et en tout cas, bien inférieure en nombre aux ouvriers qui, eux, ont été massivement déqualifiés. En somme, tout le monde n'est pas devenu électronicien, ni informaticien, ni spécialiste en automatismes. Les chevaux ne se sont pas mis à dessiner des voitures...

Le mensonge de Mélenchon consiste à continuer de répandre le mythe d'un transfert des victimes de l'automatisation (les fameuses « innovation et accélération des mutations technologiques ») vers les nouveaux métiers beaucoup plus qualifiés que le CAP.

4- Une couche beaucoup plus large de techniciens (BT), de techniciens supérieurs (BTS) ou d'ingénieurs est apparue. Cette couche est d'ailleurs sans cesse rattrapée par des logiciels qui absorbent la technicité, le savoir qu'ils ont été quelques années durant seuls à détenir. C'est ce qui arrivera très vite à la jeune BTS Compta-Gestion des années 2000 !

5- Et un autre phénomène s'est répandu : l'apparition d'une couche d'individus « surdiplômés », à leur tour de plus en plus largement employés sur des postes déqualifiés.

La petite chanson de Mélenchon du « besoin sans cesse plus large de salariés de plus en plus qualifiés » apparaît ainsi pour ce qu'elle est : une berceuse, un chant des sirènes. En somme, un gros mensonge intéressé.

LE LYCÉE DES MÉTIERS

Mélenchon achève de boucler un cycle de destruction de l'enseignement professionnel conçu comme lieu de formation indépendant du patronat. Pour cela, il invente le tout sous un même toit (appellation d'origine contrôlée, AOC)

Mélenchon n'est pas Allègre... La brute méprisante a laissé place au politique rusé. Disons-le tout de suite : la lecture des documents ministériels, si l'on ne dispose pas d'un point de vue préalable (ce que cet article s'efforce de mettre en place), emportera l'adhésion ! Ce point de vue préalable, appuyé sur une étude de l'évolution de la question centrale des qualifications, permet d'établir que Mélenchon s'inscrit dans une continuité absolue avec l'effort du patronat pour supprimer la référence au métier, pour détruire les qualifications appuyées sur la formation initiale et « sanctifiées » dans les conventions collectives, pour retrouver le monopole de la formation des salariés qui lui a été en grande partie arraché depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette continuité est parfaite. Mieux : Mélenchon achève le processus qui court de 1959 à nos jours.

Ce préalable est nécessaire, car les formules utilisées dans les documents ministériels ont la force de l'évidence, de ce qui est « hors de question ». C'est toute leur habileté. Et il faut revenir en amont pour « mettre en question ce qui semble hors de question »

Ainsi, le communiqué de presse de Mélenchon (15 novembre 2001) mérite une lecture attentive : « La professionnalisation durable est le modèle que nous préconisons. Le lycée des métiers en est la pierre angulaire. » Nous nous situons donc bien

dans le cadre imparti par l'OCDE de la « formation tout au long de la vie ». Nous avons vu ce que signifie ce concept, initié par Chotard, Ceyrac (du CNPF) et par tous ceux qui, dans les ministères successifs, ont organisé le tri, l'aiguillage d'une proportion donnée de jeunes vers une sortie sans diplôme du système éducatif (ou avec un « dressage » minimum leur permettant de devenir très vite des OS opérationnels, dressage éventuellement sanctionné par un « diplôme » du type CEP). Nous avons vu qu'il signifie que les vœux du patronat vont vers un individu jamais assuré de sa stabilité professionnelle, toujours remis en question, et qui devra, tout au long de sa vie, assurer sa adaptation aux exigences changeantes de la production, de l'échange ou des services. Tout cela est résumé dans le mot « employabilité », qui figure dans une phrase par ailleurs ronflante de ce communiqué : « Notre système éducatif doit [répondre] aux nouveaux besoins d'une société où l'incorporation des savoirs fondamentaux devient la condition de base de l'employabilité. »

Lorsque l'on sait, comme nous l'avons montré par ailleurs, que ce qui marque au contraire notre société (i.e. le système de production régi par le capitalisme), c'est l'incorporation « des savoirs fondamentaux » dans les machines, et la déqualification incessante des postes de travail, on mesure l'ampleur du tour de passe-passe !

Mais Mélenchon devient plus précis : « En organisant un nouveau modèle éducatif, global et cohérent, enchaînant formation initiale, formation continue et validation des acquis professionnels, il soutient l'éducation et la formation tout au long de la vie. » (Souligné par nous) Là, on doit re-

connaître que le ministre parle clairement. Il suffit de vouloir le lire. Il s'agit bien d'un « nouveau système éducatif ».

Le lycée des métiers n'est effectivement en rien un prolongement, certes modifié, des anciens CET, LEP ou LP. Il est autre chose. Il est, sous le même toit, un « lieu » (le mot lycée n'est ici utilisé que pour tromper, en tentant d'inscrire cette nouveauté dans une continuité rassurante) où s'« enchaînent » formation initiale (quelle qu'en soit la forme, à temps plein, en alternance, en apprentissage), formation continue, validation des acquis professionnels. En somme, un « lieu » où l'on peut acquérir des rudiments (essentiellement comportementaux), puis où l'on revient au gré des besoins de l'employeur, au gré des compléments de formation nécessités par des changements dans les outils ou dans les procédures de production, et où l'on peut même repartir avec des bouts de papier attestant que l'on a acquis une nouvelle « compétence », quitte à ce que la somme de ces bouts de papier, à terme, finisse par vous valoir, par VAP, l'obtention d'un plus gros papier appelé « CAP », « BEP », « BacPro », « BTS » ou même licence !

Pendant ce temps-là, vous aurez commencé à travailler, à produire (ou à agir dans un magasin ou chez un prestataire de services) sans aucune qualification reconnue, c'est-à-dire sans insertion dans une grille collective de qualification ou de salaire. Et donc à bas prix ! Comment imaginer en effet une convention collective fondée sur des « compétences » éclatées ? Et le communiqué achève de tracer les contours de ce nouveau « lieu » : « En se développant en étroite collaboration avec les régions et les branches profes-

LE SALARIÉ REVÉ POUR LE MEDEF : MENTALITÉ, FORMATION

Les techniques évoluent en effet très vite. L'innovation technologique est effectivement vigoureuse. De nouveaux métiers (en particulier de services) se développent effectivement dans la société.

Le MEDEF (comme son prédécesseur le CNPF) veut éviter un certain nombre de choses :

- des individus surdiplômés et qui en tirent des exigences en termes de type d'emploi (correspondant à leur qualification acquise) et en termes de salaire.

- Des contrats collectifs de travail qui entrainent des correspondances entre qualification, poste de travail, salaire et évolution de carrière : rien ne doit être définitivement acquis (il faut donc en finir avec les conventions collectives).

- Des contrats de travail à durée indéterminée, qui freinent, entravent les mutations et surtout les licenciements, lorsqu'une source de main d'œuvre moins exigeante est trouvée ailleurs et qu'il faut, par exemple, délocaliser, ou externaliser dans la sous-traitance.

Le salarié idéal se profile alors.

- Il ne doit jamais se considérer comme « définitivement » formé. À la notion de qualification (définie en diplômes et en durée de formation) est substituée celle de compétences. Au minimum, il s'agit de découper le savoir de l'ouvrier (ou de l'employé) en toutes petites unités opérationnelles, validées comme telles. Par exemple, il doit « savoir être ponctuel et assidu », « savoir se tenir devant une machine », « être capable de tel geste exigé par la nouvelle machine », plus un certain nombre de notions plus vagues, aux frontières de la morale, du « savoir-être » (notion qui, comme par hasard, apparaît dans la nouvelle trilogie pédagogique en vogue dans le IUFM : savoir, savoir-faire, savoir-être !).

- Il doit être convaincu par conséquent que son avenir est incertain, qu'il devra

« se former tout au long de la vie », ce qui, traduit simplement, veut dire qu'il devra périodiquement recevoir les compétences nouvelles exigées par la nouvelle machine, le nouveau procès de production. Cette notion est devenue le véritable leitmotiv de tous les textes de l'OCDE et de la Commission européenne

- Il doit être muni d'une sorte de nouveau « livret ouvrier » qui enregistrera les compétences qu'il sera amené à acquérir. C'est un mauvais souvenir ouvrier.

Pourquoi ne pas en faire une carte informatique où tout cela sera enregistré.

Pourquoi n'y ajouterait-on pas quelques remarques de ses employeurs précédents qui parleront de son « comportement » ? Et l'on pourrait appeler cela « un portfolio de compétences », ce qui est tout de même plus séduisant que « livret ouvrier ».

- Il est employé en CDD, ou, au pire, en CDI sur un temps très partiel, chaque tranche horaire où l'on en a besoin en sus faisant l'objet d'un additif à son contrat de travail. Souplesse, réactivité. C'est l'idéal. Notons que cette formule est très répandue à La Poste ou à la SNCF.

- Enfin convaincu qu'on « ne lui doit pas de travail » (le fameux « droit au travail », totalement dépassé !), c'est au contraire lui qui doit en permanence se sentir tenu de prouver qu'il peut être employé. Il doit manifester son employabilité. Et en assurer l'entretien, en utilisant peut-être le crédit de formation qu'on lui accorde gentiment (sous forme de « chèques formation continue », à consommer quand on n'a pas trop besoin de lui).

- De loin en loin, on lui fera la grâce de reconnaître que la somme des compétences qu'il a acquises dans ses différents petits boulots atteint un total qui peut lui valoir la délivrance d'un titre (BT, BTS, Ingénieur, Licence professionnelle, etc.). C'est la fonction de la Validation des acquis professionnels (VAP), qui se met en place à marche forcée. Certes, cela passe par une dislocation de la no-

tion de qualification, donc par une dislocation des examens nationaux qui, jusque-là, la sanctionnaient. Mais n'est-ce pas justement faire d'une pierre deux coups. Ce que dit crûment le président du MEDEF Rhône-Alpes peut ainsi se résumer :

- Que l'État donne aux enfants (à TOUS les enfants ; que Diable, nous sommes démocrates) un minimum d'instruction (lire, écrire, compter) et des notions solides de discipline, de morale du travail (une sorte de dressage, que l'on pourrait appeler la citoyenneté : c'est joli).

- Qu'aussitôt acquis ce bagage commun minimum, que la grande masse des enfants nous soit confiée.

- Que ceux qui doivent recevoir une éducation beaucoup plus poussée continuent d'être formés par l'État (cela coûterait trop cher de le faire nous-mêmes), sous réserve toutefois que les Facultés, les grandes écoles, les instituts divers n'échappent pas à notre contrôle.

- Que l'État nous donne un lieu où nous pourrions envoyer, pour un temps plus ou moins long, ces enfants qui nous auront été confiés. Nous ne les enverrons que lorsque, pour un temps, en une saison, pendant un creux des carnets de commandes, nous n'avons pas trop besoin d'eux. Ils pourront y apprendre un geste nouveau exigé par une nouvelle machine, ou un nouveau comportement, ou un bout de compétence dont nous avons besoin, pas plus.

- Pendant que nous y sommes, nous voulons pouvoir utiliser les machines (ou les ordinateurs) qui y seront nécessairement réunies (aux frais de l'État) pour transmettre les compétences dont nous avons besoin chez nos salariés. Au moins pendant les moments où les jeunes (et les moins jeunes) n'y seront pas. « Faut pas laisser perdre », comme dit Guy Roux.

Lisez attentivement : nous venons de décrire le « Lycée des métiers ».

sionnelles, il assure une offre de formation en lien avec le développement local et l'emploi. » Tout est dit [4]. Il s'agit, sous le sceau de l'État et de ses institutions régionales, de fournir très précisément ce que demande le président du MEDEF de Rhône-Alpes : un lieu étroitement adapté à ses besoins (il EST le développement local et l'emploi), où sera dispensée la « formation initiale différée » qu'il appelle de ses vœux.

La préface de la Charte du lycée des métiers (BO n° 47 du 20 décembre 2001) ne fera que préciser (de manière d'ailleurs très claire) chacun de ces points. Il est intéressant de noter qu'elle est placée sous le double exergue d'un extrait de la Loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989 (« La Nation se fixe comme objectif de conduire l'ensemble d'une classe d'âge au minimum au niveau du CAP ou du BEP et 80 % au niveau du baccalauréat ») et des conclusions du sommet européen de Lisbonne de mars 2000 (« La diffusion du savoir est la ressource stratégique essentielle du développement européen. », « L'évolution vers l'éducation et la formation tout au long de la vie doit accompagner cette transition réussie vers une économie et une société fondées sur la connaissance. ») Pour ceux qui douteraient des contours de ce « lieu » (qui n'est, répétons-le, pas la continuité des LP mais autre chose) : « Le lycée des métiers accueille des lycéens, des étudiants, des apprentis, des jeunes et des adultes sous contrat de formation par alternance, des salariés en formation continue, des adultes souhaitant faire valider les acquis de leur expérience. »

L'EXCEPTION FRANÇAISE...

En Grande-Bretagne, cela s'appelle

depuis Thatcher les City Technology Colleges, financés par les entreprises. La Commission européenne recommandait que ce modèle soit adopté pour tous les pays européens. Mais Mélenchon, et le gouvernement Jospin, redressent fièrement la tête et défendent « l'exception française ». Pas question de laisser cela aux patrons ! Nous sommes « socialistes », que diable ! Comme tous les pays, la France a répondu au mémorandum de la commission européenne sur l'éducation et la formation tout au long de la vie. Nous l'avons vu plus haut, il ne s'agit pas pour la France de réfuter ce concept ravageur. Non : il est adopté avec enthousiasme. Le « résumé » de la position française marque cependant une réserve : « Même si le chemin à parcourir peut paraître considérable [vers la « formation tout au long de la vie »], ce n'est pas en soi un facteur dissuasif. L'énoncé de cette ambition commune s'accompagne cependant d'inquiétudes et de doutes tenant en général à plusieurs registres. La tonalité du document proposé, en mettant un accent trop exclusif sur les responsabilités des individus au détriment du rôle et des fonctions habituellement attribuées aux institutions, pouvoirs publics et entreprises, laisse place à une critique d'un trop fort "libéralisme" »

Et la « réserve » principale du gouvernement français s'exprime page 34 du mémorandum : « Le gouvernement souhaite rappeler ici la place des services publics dans le système d'éducation et de formation et le rôle de l'État comme garant de l'égalité des personnes dans les conditions d'accès aux titres et diplômes sur l'ensemble du territoire national et comme garant de la valeur de ceux-ci. »

En somme, l'État français, qui occu-

pe une place historique originale dans le domaine de l'éducation par rapport aux autres États européens, exige de continuer à être celui qui va généraliser, garantir, homogénéiser la marche vers ce nouveau système éducatif. Là est toute sa « réserve ». Gageons que le patronat français, par ailleurs gêné par cette homogénéité imposée, se réjouira de voir l'État prendre intégralement en charge le combat politique pour l'imposer, mais aussi son financement...

L'argument ne manquera pas de nous être opposé : « Chez nous, ce n'est pas le patronat qui mène la danse ; c'est l'État ! » On y répondra aisément en disant, comme l'a fait la délégation au ministère d'un lycée de la banlieue parisienne qui a refusé le « label » lycée des métiers : « Si l'État accomplit exactement ce que veut le patronat, c'est tout profit pour ce dernier ! »

EN GUISE DE

CONCLUSION

TRES PROVISoire...

L'affaire n'est nullement celle des seuls professeurs de LP. Elle est celle de tous les salariés, de tous les parents, de tous les jeunes. Nous espérons l'avoir démontré. Le lycée des métiers est le nouveau paradigme de la formation professionnelle, parfaitement conforme à l'exigence du patronat du capitalisme mondialisé, parfaitement adapté au traitement des qualifications dans une industrie qui pratique la sous-traitance (où les acquis des salariés de la maison-mère peuvent être contournés, et la mise en concurrence des fournisseurs exacerbée), l'externalisation et la délocalisation, et en permanence la déréglementation.

Il serait vain et mensonger de fixer

aux salariés la perspective d'en revenir à l'« âge d'or » du fordisme.

On ne fera pas l'économie d'engager la réflexion et le combat pour la (re) conquête de droits : droit au travail garanti, droit à la qualification, contrats collectifs, droit du travail. On ne pourra longtemps différer le combat pour un vrai salaire jeune, payé par les employeurs, finançant cette période de non-travail que sont les études (qui tarirait aussi bien ce scandale que sont les « petits boulots » et celui du faux « salaire » de l'apprentissage...). Cet article est une invitation à en discuter.

Notes

1- Toute défaite n'est pas « sanglante ». Celle-ci est pourtant profonde. Elle est structurelle, morale, symbolique. Elle affecte les conditions dans lesquelles peut se construire la conscience d'être une classe.

2- Ces données chiffrées, comme l'essentiel des citations ont été tirées de l'excellent ouvrage de Michel Eliard, *L'école en miettes* (PIE, 1984), de très loin le meilleur ouvrage publié par les soins de l'OCI-PCI sur ce sujet. Même si l'on y ressent une sorte de « flottement » qui naît de la concession de l'auteur à la « ligne de la démocratie », il s'agit du travail d'un universitaire marxiste, d'un militant. Rien à voir avec l'affligeant *Quelle République sauvera l'école de la République ?* de Michel Sérac, question rhétorique à laquelle tout le livre tendait à répondre : « La IIIe République » !

3- Voir l'article de François Chesnais dans *Carré rouge* n° 13, février 2000.

4- Il est intéressant de noter que ces deux dernières citations sont précisément celles que la journaliste des *Echos* du 5 janvier 2001 a relevées dans le BO. Elle a parfaitement compris que c'est cela qu'attendent ses lecteurs, et que tout le reste n'est que garniture destinée à amuser le bon peuple.

Après les attentats du 11 septembre, l'un des pays les plus pauvres du monde a été désigné par l'impérialisme comme étant le fourrier de la crise mondiale. Une grande méconnaissance de l'histoire de l'Afghanistan participe de cette situation. La plupart des spécialistes et autres géostratèges ne nous seront pas d'un grand secours. La meilleure démarche consiste à étudier l'histoire de ce pays pour s'efforcer d'en comprendre le cours. Tel est le but de cet article. En l'écrivant, la nécessité de parler aussi de l'Asie centrale ex-soviétique et du Pakistan s'est imposée, car l'Afghanistan est difficilement compréhensible sans eux. Pour ne pas donner à l'article une dimension démesurée, la question du Cachemire, qui est aussi en relation avec ce qui est traité ici, n'a pas abordée.

L'Afghanistan : foyer de résistance permanent et point d'instabilité endémique

LE DERNIER EMPIRE D'ASIE.

L'Afghanistan, bien qu'il ne soit connu sous ce nom qu'à partir du XIX^e siècle, est né comme État au début du XVIII^e siècle [1]. L'une des confédérations de tribus pachtounes, les Ghilzaï, se révolte à partir de la ville de Kandahar, située aux confins des deux grands empires du Moyen-Orient, contre l'empire Séfévide perse et musulman chi'ite et contre l'empire musulman sunnite des Moghols dominant l'Inde. La révolte des Ghil-

zaï s'attaque directement au pouvoir séfévide et s'en empare. Une dynastie sunnite ne pouvait sans doute pas s'imposer durablement dans l'Iran chi'ite, mais d'autres chefs issus d'une autre confédération pachtoune, les Durani, avec Nadir Shah, « fondateur » de la dynastie royale afghane, à la tête des troupes iraniennes, formèrent un empire éphémère qui s'étendait de l'Iran à l'Inde, prenant toute la vallée de l'Indus : à ses origines, l'Afghanistan englobe donc les territoires de ce qui s'appelle aujourd'hui le Pakistan. Mais la dynastie Durani commence véritable-

ment après l'élimination de Nadir Shah par Ahmad Shah, dont l'État n'est finalement plus une extension incontrôlée de l'État perse séfévide (comme l'avait été la construction de Nadir Shah à ses débuts) mais bien un État organisé autour des chefs armés d'une hiérarchie de tribus, essentiellement (mais pas seulement) pachtoune. C'est son fils et successeur Timour qui fonde la ville de Kaboul (dans le but de s'autonomiser par rapport au cœur du pays pachtoune qu'est Kandahar).

Tels sont les faits initiaux ; que signifient-ils ? L'essentiel est de comprendre que cet État, né aux confins de la Perse séfévide et de l'empire Moghol, fut historiquement le dernier d'une longue série, dans laquelle se rencontrent les États formés sur le modèle Mamohétan (l'islam est majoritaire dans cette région, culturellement liée à l'Iran et souvent englobée par lui, depuis quelques décennies seulement après l'Hégire) et les États issus des empires centre-asiatiques de Gengis Khan puis de Tamerlan (dont le mode d'extension, soudain mais moins durable, répète sur une plus grande échelle un type de conquête analogue à la conquête arabo-musulmane initiale).

Cette combinaison d'un « modèle » Mamohétan et d'un « modèle » mongol peut sommairement se décrire ainsi : un groupe tribal regroupe sous sa domination, par la guerre et le pillage, un ensemble vaste de territoires, comprenant de riches villes-oasis et des routes du grand commerce. Ce groupe, et la classe fonctionnelle de serviteurs du souverain qui en est le centre, prélèvent un tribut sur les nombreux peuples qu'il domine, sans modifier leur mode de production généralement communautaire, que celui-ci soit sédentaire ou nomade. La guerre et le grand

commerce leur procurent un surcroît de richesse et de prestige déterminants, permettant la formation de villes puissantes mais instables, dont la fortune est liée à celle de la dynastie. Dans cette esquisse, nous ne nous aventurerons pas à qualifier ce mode de production et d'organisation de l'État. On sait que Marx l'appelait « mode de production asiatique » à la suite de Montesquieu qui, lui, parlait de « despotisme oriental » en pensant surtout à l'empire Ottoman qui en fut, tout comme l'empire Moghol en Inde, l'exemple le plus achevé. On ne s'aventurera pas non plus ici à dire si les constructions étatiques antérieures à l'islam, depuis Alexandre le Grand et Zoroastre, le plus ancien afghan célèbre, étaient de ce type ou non.

Cette origine relativement récente et en même temps typique de formation des États dans l'Asie intérieure, confère à l'Afghanistan une sorte de légitimité historique, différente de celle des États-nations européens par exemple, mais incontestablement ancrée dans les traditions et les identités de la région. De ce point de vue, l'Afghanistan a une légitimité historique très supérieure à celle du Pakistan son voisin, qui a d'ailleurs été une de ses provinces au début... Il convient de ne pas surestimer le rôle du facteur « ethnique » [2]. Les ethnies, groupes ayant une langue commune, ne sont précisément pas perçues par leurs membres dans cette région du monde comme leur source d'identité principale. D'une part elles sont segmentées (c'est particulièrement le cas des Pachtonnes) en groupes familiaux au sens très large, territoriaux, rituels (on parle donc pour les Pachtonnes de « tribus » elles-mêmes groupées en « confédérations ») ; d'autre part elles sont brassées par des mouve-

ments migratoires, parfois imposés par les souverains déplaceurs de populations, de même que par les échanges. Nomadisme et semi-nomadisme à un pôle, vie urbaine à l'autre, se combinent pour donner au « local » et au « global » (pour employer des mots à la mode) la prééminence dans la manière dont les individus se représentent leurs identités, par dessus le niveau ethnique voire national : avant d'être pachtoune, on est de telle localité, dans tel groupement clanique segmentaire, et en même temps on est musulman, éventuellement de telle ou telle confrérie « internationale ».

Il reste que le fait ethno-linguistique est une donnée politique ancienne. Il est donc nécessaire de souligner la division de l'Afghanistan en ethnies. Il y a d'abord les Pachtonnes relativement majoritaires (environ 40 % de la population) mais largement présents au Pakistan (où on les appelle Pathans). Tout comme les Baloutches, les Hazaras, les Aïmaks et les Nouristanis, ce sont des peuples de la famille linguistique indienne. Il y a ensuite les Tadjiks (comportant eux-mêmes des sous-groupes comme les Pamiris) eux aussi présents en dehors du pays, au Tadjikistan ex-soviétique. Ils relèvent de la famille ethno-linguistique iranienne, proche mais distincte de la précédente (surtout en ce sens que leur culture renvoie plus à l'Iran qu'à l'Inde alors que c'est en gros l'inverse pour les Pachtonnes). Il y a enfin les Ouzbeks et autres groupes de langues turques, tout à fait différentes de celles des précédents (Turkmènes et Kirghizes, qui comme les Ouzbeks, correspondent tous à l'ethnie éponyme de l'une ou l'autre des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale voisines). Tel est le tableau simplifié où il ne faut

pas oublier les Brahouis, groupe peu nombreux associé aux Baloutches, mais dont l'origine est pré-indienne. Il est aussi nécessaire de signaler l'appartenance musulmane de tous ces peuples, en précisant que la plupart sont sunnites, mais que les Hazaras des montagnes de l'intérieur, qui sont aussi le seul peuple totalement inclus dans les frontières afghanes, sont chi'ites, de même qu'il existe des minorités ismaéliennes et hindouistes persécutées comme les chi'ites par les talibans, et que les Nouristanis étaient « païens » jusqu'à la fin du siècle dernier. Enfin, il faut savoir que la langue de cour de l'empire afghan, le dari, est une forme littéraire du tadjik, ce qui montre l'hégémonie du modèle iranien d'État, mais que l'ethnie « dominante » est fondamentalement celle des Pachtounes, qui ont aussi leur langue de culture. Toutefois, la notion d'hégémonie pachtoune traditionnelle doit être précisée : les Pachtounes Ghilzaï ont généralement joué le rôle de force d'entraînement et les Pachtouns Durani le rôle de groupe organisateur (dont est issue la famille royale). Du côté des talibans, le chef inspirateur Muhammad Omar est un Ghilzaï mais le groupe dirigeant est Durani.

Une fois que l'on sait tout cela, la tentation est naturellement de prendre une carte des ethnies, comme celle publiée par Le Monde du 1^{er} octobre dernier, et d'imaginer ce que pourrait donner un redécoupage des frontières conforme au « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Or, ce serait là la plus sûre manière de violer le droit des peuples : la carte « ethnique » masque le fait général de leur imbrication et ne dit rien de leur sentiment subjectif (et encore moins de ce que serait ce sentiment après un vrai débat démocratique)

qui doit primer et pour cela s'exprimer démocratiquement, ce qui suppose des conditions tout autres que les conditions actuelles. La lecture de l'histoire afghane (mais aussi indo-pakistanaise et de l'Asie centrale) en termes ethniques est donc partiellement fautive. D'ailleurs la force du fait « ethnique », loin d'être issue d'un passé lointain, est largement le résultat de la pression coloniale.

UN ALLIÉ TURBULENT DE L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE.

Dans son ascension première, le futur Afghanistan se tourne tout naturellement vers l'Inde. A la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, ses souverains pillent à plusieurs reprises la capitale des Moghols, Delhi. Ce tropisme indien répète le passé, l'histoire des Mahmoud de Ghazna (XI^e siècle du calendrier chrétien), Mahmoud de Ghor (XIV^e siècle), Babur (XVI^e siècle), chefs issus des mêmes contrées et fondateurs d'empires musulmans opprimant les peuples indiens. Telle était, après le sultanat de Delhi, l'origine de l'empire Moghol, qui semble alors se défaire entre autres choses du fait des coups afghans. Mais cette fois-ci, il n'y aura pas de substitution d'un empire musulman à un autre car au milieu du XIX^e siècle une force nouvelle surgit dans la région. C'est le capitalisme britannique en début d'expansion, qui entame la colonisation et l'asservissement du monde indien. De sorte que les attaques afghanes ont en fait accéléré le déclin moghol à son profit.

L'Afghanistan est un appui important pour les Britanniques tant que ceux-ci ne tentent pas de l'asservir directement, ce qui devait arriver à partir du

moment où la colonisation de la vallée de l'Indus a débuté. L'impérialisme britannique commença vraiment à s'intéresser à l'Afghanistan pour contrer les projets de Napoléon à l'époque de son expédition d'Égypte. Les « guerres afghanes » et les « guerres baloutches » furent alors le tombeau de plus d'un soldat de la couronne, particulièrement en 1839-1841 et en 1878 (la première campagne a donné lieu à une étude d'Engels de 1857 publiée dans le même dossier du Monde cité ci-dessus [3]). Les Anglais n'avaient pas d'intérêt économique fondamental à occuper ce secteur, délaissé par les routes du grand commerce depuis que celui-ci passait par les océans, lesquels étaient entre leurs mains, et ne possédant pas de matières premières importantes. Mais ils voulaient prévenir l'arrivée d'autres puissances impérialistes potentielles par voie de terre : la Chine en déclin, et surtout la Russie, qui après avoir soumis les « territoires de la steppe » (l'actuel Kazakhstan) officiellement annexés en 1868, colonise l'Asie centrale dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et transforme en protectorat les khanats de Khiva, de Boukhara et de Kokand, issus de l'ancien État mongol de la « Horde d'Or ». Dans ces régions commence l'essor, à la fin du XIX^e siècle, de la grande culture cotonnière capitaliste. Cette rivalité anglo-russe, dans laquelle interviennent secondairement les impérialismes allemand (influent en Turquie et qui a des contacts en Iran et Afghanistan) et français (qui développe les fondations culturelles et scolaires) est appelée « le grand jeu »

La solution pour les Britanniques était donc d'avoir des rois d'Afghanistan tournés vers l'Inde sous domination britannique et faisant bouclier

contre la Russie. Ce fut une alliance toujours conflictuelle mais qui, une fois passés les désastres militaires initiaux, fonctionna jusqu'à la révolution russe. Conquérir l'Afghanistan n'était pas possible, associer ses dirigeants à l'« ordre mondial » l'était. C'est dans ce cadre que s'insère la politique dite de « modernisation » du roi Abdul Rahman, fin XIX^e-début XX^e : en politique étrangère, il s'aligne sur le Royaume-Uni et lui confie même la mission de délimiter ses frontières, qui sont celles de l'Afghanistan actuel. A l'intérieur il s'intitule « émir » et centralise le pouvoir, imposant aux Hazaras, chi'ites de l'Afghanistan central, un statut servile inférieur, et imposant l'islam aux nouristanis.

Ici encore on constate que l'esclavage et les clivages « ethniques » ne sortent pas du passé profond mais découlent d'un despotisme tardif visant à intégrer le royaume dans le système impérialiste. Progressivement, les membres de la hiérarchie royale-émirale et les chefs de clans tribaux deviennent des potentats ruraux, installés dans des fermes-fortresses. Cette évolution sociale, dans laquelle la référence à la propriété privée à l'occidentale est un facteur de durcissement supplémentaire, s'apparente, avec des différences bien sûr, à celle que le colonialisme britannique a suscitée dans la vallée de l'Indus : les anciens fonctionnaires de l'État Moghol y deviennent des propriétaires « féodaux » percevant des redevances privées sur les paysans et sont souvent appelés, comme en Afghanistan, des « khans », du nom des anciens chefs mongols et turcs. Dans le cas afghan, la propriété foncière n'a pas été le seul fondement de la domination dans les campagnes : le contrôle de l'eau et, de plus en plus, l'endettement des

paysans obligés d'emprunter à des taux usuraires, ont joué un rôle important.

Grosso modo, la structure sociale de la société afghane s'est stabilisée de la fin du XIX^e siècle jusqu'au cycle de guerres de la fin du XX^e : 15 à 20 % de population urbaine, 15 à 20 % de population nomade, le reste majoritaire dans les vallées irriguées qui ne représentent pourtant qu'une faible superficie du pays. Il n'y a pratiquement eu aucune évolution vers la grande culture d'exportation avant l'explosion récente du trafic de drogue. Au cours du XX^e siècle, on verra simplement l'évolution de la consommation des classes dominantes sous l'influence du monde extérieur et la formation de couches urbaines à dominante fonctionnaire et commerçante, les ouvriers n'étant que quelques dizaines de milliers au plus. On peut donc parler d'un pays sans prolétariat ni bourgeoisie, ce qui ne veut pas dire du tout que la lutte mondiale de ces deux classes n'ait pas déterminé son histoire.

Jusqu'à quel point le renforcement de la classe dominante rurale et de la monarchie afghanes, ouvrant timidement la voie à la formation de couches sociales nouvelles, commerçants, fonctionnaires et intellectuels, était-il conciliable avec l'intégration dans ce système de domination impérialiste britannique qui l'avait suscité ? Après le coup de tonnerre ouvrier de la première révolution russe de 1905, les premières révolutions « bourgeoises » iranienne et chinoise ont indiqué, avant même 1914, que le moment du heurt se rapprochait, même pour l'Afghanistan.

UNE « MONARCHIE
FÉODALE » ALLIÉE

AUX BOLCHEVIKS ?

Ce n'est pas un hasard si c'est en 1919, dans le climat nouveau créé par la révolution russe, qu'un nouveau roi proche des cercles « constitutionnalistes » que réprimait son père, proclame après l'assassinat de ce dernier « l'indépendance de l'Afghanistan » et sort victorieux de la bataille contre le corps expéditionnaire anglais envoyé pour le mater. A la façon des nationalistes turcs de Mustafa Kemal et également, un temps, du nouveau chah d'Iran, le jeune roi moderniste Amanullah est alors officiellement l'allié des bolcheviks. Cela bien qu'il ne soit porteur d'aucune espèce de révolution sociale en son pays, bien que ses réformes, qui s'inspirent plus du tsar Alexandre II que des bolcheviks, ne soient pas sans portée : les statuts serviles sont supprimés et le droit pachoune sur l'héritage et le remariage des veuves dans la famille de leur époux aboli, notamment.

L'idée d'une grande alliance anti-impérialiste entre les soviets et les mouvements de libération nationale, voire des forces « féodales » comme la monarchie afghane, a été fortement caressée par les bolcheviks en ces années. Trotski a pu écrire, en août 1919, un mémorandum expliquant que le « chemin le plus court » de la révolution vers Londres, Paris et Berlin pourrait bien, en cas de blocage de la révolution européenne, passer par Kaboul et Calcutta, ajoutant même, avec une imprudence qui ne lui est pas coutumière, qu'un « corps de cavalerie » gagnant l'Inde par les passes de Kaboul pourrait y aider opportunément [4] Au final, l'ordre impérialiste se maintient au Proche et au Moyen-Orient, le seul État nouveau étant la monarchie wahhabite d'Arabie saoudite qui va

s'allier avec l'impérialisme des États-Unis plutôt que de la Grande Bretagne. La révolution ne semble triompher que dans les anciennes colonies russes d'Asie centrale, très proches géographiquement et culturellement de l'Afghanistan. Mais là, elle le fait en tant que révolution russe.

Sommairement, on peut dire que la soviétisation de l'Asie centrale a revêtu deux formes. Des soviets sont apparus dès 1917, dans l'industrie et les chemins de fer, mais ils étaient perçus et se percevaient eux-mêmes comme des institutions russes. Ainsi dans la République socialiste soviétique du Turkestan, créée dès 1918, les popes orthodoxes y étaient parfois admis, mais pas les musulmans ! L'Asie centrale a donc vu, pratiquement dès le début, le pouvoir soviétique se présenter sous la forme d'un appareil colonial russe, situation qui a suscité quelques coups de colère de Lénine appelant à associer les musulmans, et qui a joué son rôle dans la dégénérescence rapide de l'État soviétique. Du côté des musulmans, l'instance qui ressemblait le plus aux soviets, du moins formellement, était la choura, assemblée traditionnelle à coloration religieuse (et terme fréquemment employé pour toutes sortes d'instances représentatives, y compris récemment pour les conseils des chefs talibans). Mais de toute façon, ni les soviets ni les chouras n'ont eu d'existence réelle à partir de la consolidation de l'État bureaucratique [5].

Plus au Sud, là où les pouvoirs traditionnels des khanats de Khiva et de Boukhara, plus ou moins vassaux des Russes, s'étaient maintenus, des élites locales nationalistes, représentées par les mouvements « Jeune Boukhara » et « Jeune Khiva » (une appellation calquée sur le

terme « Jeune Turc », ancêtre du kémalisme) ont fait bloc avec les partisans des soviets, aboutissant à l'intégration des deux anciens khanats à la nouvelle Union soviétique, et des dites élites à la bureaucratie stalinienne. Une partie de ces mêmes forces, ainsi que d'autres secteurs sociaux plus traditionnels ont pris le chemin inverse et formé des guérillas antisoviétiques, les basmatchis, dont les bastions se trouvaient dans les régions tadjiks proches de la frontière nord-est de l'Afghanistan. Enver Pacha, prédécesseur et rival historique de Mustafa Kemal en Turquie, fut tué à Douchambé, au futur Tadjikistan, lors d'un affrontement avec l'Armée rouge en 1922. Alimentées en hommes par la résistance à la collectivisation stalinienne, ces guérillas sont restées endémiques jusqu'à la fin des années trente si ce n'est plus tard encore.

En 1924-1925, les républiques soviétiques d'Ouzbékistan et du Turkménistan, ainsi que les républiques autonomes du Kazakhstan incluse dans la Russie et celle du Tadjikistan dans l'Ouzbékistan (en laissant de côté ici quelques fluctuations de statuts et d'appellations) ont été créées par l'appareil central de l'État soviétique déjà dirigé par Staline, officiellement dans le but de tenir compte des aspirations nationales et de les satisfaire (le Kirghizstan sera créé en 1936). Mais en réalité, ces nations ouzbek, turkmène, tadjik [6], supposées par le pouvoir soviétique porteuses à cette date de telles revendications, n'avaient rien demandé de tel. Ce découpage du Turkestan est ambiguë : d'un côté il est lié à un premier échec des tendances russifiantes de son chef stalinien Kaganovitch, de l'autre il va aussi à l'encontre des projets de formation d'une nation « musulmane » dans le cadre

soviétique faits à l'époque et écartés par Staline [7].

Les « nations » ou les « ethnies » ainsi créées, selon la définition stalinienne de communautés culturelles, linguistiques et économiques, n'étaient en effet pas perçues en réalité comme telles par leurs membres. Le découpage de l'Asie centrale soviétique n'a d'ailleurs même pas correspondu à un découpage linguistique. Pour faciliter la domination, il mélange et divise les unités naturelles et historiques de manière arbitraire, notamment dans le Ferghana, vallée du Syr-Daria éclatée entre Ouzbékistan, Tadjikistan et Kirghizstan, qui est la partie clef de toute la région, car, par-delà les montagnes afghanes, on y retrouve des densités humaines comparables à celles des plaines indiennes ou chinoises. Aucune des entités territoriales créées à cette époque ne peut se référer à une légitimité passée, mais parmi elles l'Ouzbékistan se trouve en position centrale et potentiellement dominante.

L'intégration à l'URSS et à sa bureaucratie du jeune nationalisme turc centre-asiatique annonçait-elle une intégration semblable du nouvel appareil d'État afghan en formation, quitte à ce que son roi y collabore ou au contraire, s'y opposant, connaisse le sort du chef religieux (le « Bouddha vivant ») de Mongolie intérieure, éliminé en 1923 dans un processus semblable ? Si la question s'est posée, elle a été en tous cas tranchée en 1929. Cette année-là, Amanullah a été renversé par un « roi-brigand » se réclamant de l'islam, et l'Armée rouge intervient pour la première fois en Afghanistan, pendant quelques mois, dans la région de peuplement ouzbek de Mazar-i-charif, au Nord-Ouest. Si un projet de groupement de la « nation » ouzbek

dans l'URSS s'est profilé, il a été fugitif. L'épisode a été un échec pour les soviétiques : un cousin d'Amanullah, qui s'appelle à nouveau Nadir Shah, prend le pouvoir et renoue l'alliance britannique, combinée à une politique intérieure « conservatrice ». Ce qui reste des événements de 1929, c'est l'érection du Tadjikistan en république soviétique, proclamée comme foyer national tadjik pouvant servir en théorie (car en pratique il n'en fut rien) de base à un mouvement national d'unification des tadjiks dans l'URSS.

Fondamentalement, l'échec du premier « modernisme » afghan a lieu parallèlement à la collectivisation stalinienne en URSS, qui en fait un repoussoir pour les peuples d'Iran et d'Afghanistan où affluent les réfugiés. L'URSS stalinienne ne cherche plus que le renouvellement de la neutralité afghane inscrite dans le traité de 1920, ce qui a été obtenu en 1931.

LES ÉCHECS SUCCESSIFS D'UN MODERNISME AFGHAN ET LES RAPPORTS AVEC LE PAKISTAN

La monarchie afghane pro-anglaise de Nadir Shah sombre rapidement, après son assassinat en 1933. L'avènement de Zahir Chah (celui-là même dont il est de nouveau question aujourd'hui) date de ce moment. Celui-ci est un « roi fainéant » particulièrement incapable, qui a une grande responsabilité dans la décomposition de l'État divisé en factions familiales. Cette situation d'impuissance chronique a fini par engendrer un nouveau courant « réformateur par en haut », en l'absence

de classe sociale, bourgeoisie ou classe ouvrière, susceptible d'offrir à elle seule une alternative. La seconde grande figure du despotisme éclairé après Amanullah (ou la troisième, si l'on veut bien y compter aussi l'émir Abdul Rahman), le prince Daoud, prend le pouvoir en 1953. Comme son prédécesseur qui avait eu pour premier ennemi l'impérialisme anglais, il s'affirme en s'opposant à cette création redoutable de ce dernier : le Pakistan. Et, dans une très large mesure, le « problème afghan » sur lequel fait semblant de se pencher la « communauté internationale » est un cache-sexe, un substitut au vrai problème explosif qu'est le problème pakistanais.

Le Pakistan n'a aucune légitimité nationale, ni ethnique, ni impériale « traditionnelle » à la façon de l'Afghanistan. Le Pakistan est le produit de la contre-révolution dans le sous-continent indien. Le parti qui l'a fondé, la Ligue Musulmane, organisation nationaliste indienne sœur et rivale du parti du Congrès de Gandhi, défendait les intérêts d'une bourgeoisie musulmane qui craignait d'être écrasée par les Hindous en cas d'indépendance de l'Inde, d'autant qu'elle descend des anciennes classes dominantes renversées de l'empire Moghol. L'occupant colonial britannique a, on le sait, cultivé cette opposition. De leur côté, les nationalistes racistes hindous du RSS, ancêtre du Bharatiya Janata Party, [8] aujourd'hui au pouvoir à New Delhi, recherchaient l'agression des musulmans et des non-hindous et étaient eux aussi favorisés par les Britanniques. Pourtant les affrontements entre communautés défendant des droits particuliers les unes contre les autres (cette plaie du sous-continent indien nommée communalisme) ne doivent pas être pris pour des « cou-

tumes » existantes de toute éternité. C'est surtout à la suite de l'échec du grand soulèvement révolutionnaire d'août 1942, où les masses qui voulaient l'indépendance et qui étaient passées à l'action ont été abandonnées par le Congrès et dénoncées par le PC, que ce type d'affrontement est devenu fréquent. En 1946, les grèves insurrectionnelles et les mutineries de soldats et de marins reprennent en Inde. La Ligue Musulmane proclame alors le « jour de l'action directe » à Calcutta (16 août 1946), capitale du Bengale qui avait justement été la province où la répression impérialiste avait fait le plus de dégâts, avec une famine artificielle digne des bonnes œuvres de Staline en Ukraine (6 millions de morts). C'est précisément au Bengale que démarre l'émeute communaliste, en lieu et place du soulèvement et de l'auto-organisation des ouvriers et des paysans. L'indépendance de l'Inde est donc vidée de son immense potentiel révolutionnaire par la partition en un « Pakistan » présent dans la vallée de l'Indus et dans le delta du Gange (le futur Bangladesh) [9]. Le nom même de « Pakistan » est l'expression d'une ambiguïté qui montre bien la recherche incertaine d'une légitimité douteuse de la part d'un État qui en fait n'en a pas. D'un côté, Pakistan signifie « pays des purs », et donc des purs musulmans avec un sens exclusif pour les autres, les « impurs ». De l'autre, il rassemble les initiales des provinces qui le constituent et qui sont ethniquement variées : P pour Pendjab, A pour Afghanistan, justement, en raison de la province du Nord-Ouest reconnue comme telle, K pour Cachemire, S pour Sind, le suffixe final étant repris du nom du Baloutchistan...

L'affirmation d'un Afghanistan, recu-

lé géographiquement, en apparence tout à fait secondaire sur l'échiquier mondial, mais ayant une forte légitimité historique et une volonté propre d'exister comme État, était ipso facto une menace directe envers l'équilibre de cet artefact, déséquilibré par définition, qu'est le Pakistan. A partir des années 1950, les partisans du prince Daoud avancent des perspectives dont la réalisation signifierait, même s'ils ne le disent pas ouvertement, la liquidation du Pakistan. La formation d'un Pachtounistan indépendant et d'un Baloutchistan, fédérés à l'Afghanistan, donnerait à celui-ci un accès à la mer. Par étapes successives, d'Abdul Rahman à Amanullah et d'Amanullah à Daoud, les despotes éclairés d'Afghanistan se sont appuyés sur un fait ethno-national pachtoun, dont ils sont aussi un peu les inventeurs. Les Pachtouns sont très nombreux au Pakistan, dont le territoire faisant partie du tout premier Afghanistan. Quant aux Baloutches, ils occupent la majeure partie de l'Ouest pakistanais, tout en vivant au Sud de l'Afghanistan et au sud-Est de l'Iran ; comme pour les Kurdes, la montée d'une revendication nationale baloutche a un potentiel explosif pour toute la région.

Les alliés du gouvernement Daoud ont donc été donc, très logiquement, l'Inde et l'URSS. A celle-ci est confiée la formation des cadres, notamment militaires : en matière de construction d'un appareil d'État par en haut, les soviétiques sont évidemment des experts. Ce choix, effectué en 1954-1955 (lors du voyage de Khrouchtchev et de Boulganine à Kaboul) fait suite en fait à une demande de Daoud aux Américains, qui ont refusé pour ne pas indisposer le Pakistan, immédiatement devenu une pièce-clef de leur dispositif régional. Comme en Palestine ou en

Grèce, l'impérialisme britannique a en effet passé directement le relais aux Américains, et l'Intelligence Service et le MI5 à la CIA. La consolidation de l'alliance pétrolière avec la monarchie wahabite d'Arabie saoudite, l'alliance pakistanaise et la mise au pas de l'Iran avec l'assassinat du leader national Mossadegh forment un ensemble cohérent où la seule « scorie » est le régime afghan, qui pourtant, comme Nasser en Égypte avant 1956, n'aurait pas demandé mieux que de s'adosser à l'impérialisme américain. Mais le choix décisif de la part de ce dernier de soutenir des États inviables du point de vue de la démocratie, Israël dans le cas de l'Égypte, le Pakistan dans celui de l'Afghanistan, les pousse vers l'URSS, avec cette différence que le faible Afghanistan est géographiquement adossé à celle-ci.

DU PREMIER AU SECOND GOUVERNEMENT DAOD

Le gouvernement Daoud a été renversé une première fois en 1963, à l'initiative du roi. L'URSS a lâché Daoud, dont elle ne soutenait pas les revendications de révision des frontières au Proche-Orient menaçantes pour le statu quo qui a toujours été le vœu réel le plus cher à Moscou. Mais elle a fait en sorte que les positions du KGB dans l'appareil d'État ne soient pas mises en cause. Officiellement, c'est une tentative de « monarchie constitutionnelle », par opposition à la « dictature » de Daoud, qui est menée, avec même, luxe suprême, des élections « libres » qui produisent une assemblée de « féodaux » et de chefs traditionnels, comme au Pakistan. Dans ce contexte, le KGB et les forces internes qui avaient soutenu Daoud créent un parti, le PDPA (Parti Dé-

mocratique du Peuple Afghan). Celui-ci se réclame du « mouvement communiste international » tout en précisant qu'en Afghanistan, l'étape de la révolution socialiste est encore loin. Le PDPA se divise peu après en une aile « souple », le Parcham (drapeau) et une aile « dure », le Khalk (travail). Cette scission est sans doute aussi en partie une invention du KGB pour répartir le travail entre les deux ailes, mais elle a pris à la base du parti un tour idéologique et, surtout, clientéliste, opposant réellement des groupes qui se détestent ; il semble que le Khalk surtout a réellement été, dans une certaine mesure, le parti d'une petite-bourgeoisie fonctionnarisée aux fortes prétentions intellectuelles, qui voudra « éduquer le peuple » que celui-ci le veuille ou non.

Il serait stupide de croire qu'en impulsant la création des deux ailes du PDPA tout en noyant fortement l'État afghan, l'URSS poursuive un but d'expansion de son système social, et encore moins un but « révolutionnaire ». Reproduisant ici sur une plus longue durée les expériences qu'elle a faites dans les zones qu'elle a occupées en Iran entre 1941 et 1946, elle entend simplement contrôler la situation, tout en captant et en encadrant le gros des jeunes couches sociales qui, dans d'autres pays, auraient formé les « élites post-coloniales ». Le PDPA permet de faire pression : le Parcham par sa présence dans les rouages dirigeants, le Khalk par une pression plus extérieure, plus « gauche » mais aussi par le noyautage des couches de petits officiers de l'armée. Sur le plan stratégique, l'Afghanistan crée une rupture dans la chaîne du pacte de Bagdad formé à l'image de l'OTAN par les États-Unis, dont les piliers sont le Pakistan et la monar-

chie iranienne. Et son importance est accrue avec la rupture sino-soviétique. Une sorte de glacis avancé vers l'océan Indien et les régions pétrolières, mais sans les atteindre, qu'il n'est pas besoin d'occuper et encore moins d'assimiler socialement comme l'Europe centrale, tel devrait rester l'Afghanistan pour les hiérarques de Moscou. Ce glacis ne remettait pas en cause les frontières et, en particulier, il ne voudrait pas remettre en cause les frontières du Pakistan : le roi Zahir Chah ne « profite » donc pas de la seconde guerre indo-pakistanaise de 1965.

Pour stabiliser cet état de choses, il aurait fallu que soient gelés tant l'évolution sociale d'un pays en essor démographique, où les paysans commencent à réclamer la terre et les « classes moyennes urbaines » ne peuvent se satisfaire à terme de l'arriération et de l'isolement, que l'ensemble de la situation régionale. Bref, il aurait fallu que la lutte des classes s'arrête. Autant dire que la terre s'arrête de tourner [10]. A la fin des années soixante en effet, de grandes grèves insurrectionnelles disloquent l'État artificiel du Pakistan, mais, en l'absence de parti ouvrier indépendant (le PC ayant liquidé cette indépendance en entrant dans les partis officiels comme la Ligue musulmane), l'élan populaire produit la victoire électorale, aux premières et dernières élections effectivement libres de l'histoire de cet État, du PPP d'Ali Bhutto (Parti du Peuple Pakistanais). Ce parti, dominé par les propriétaires fonciers du Sind et structuré par les militants stalinien qui y sont entrés, conduit à l'impasse. Il couvre les massacres au Pakistan oriental où éclate l'insurrection nationale, d'où sort à la suite de la seconde guerre avec l'Inde en 1971 une entité étatique nouvelle, le

Bangladesh. S'ouvre alors au Nord la menace d'un « second Bangladesh » avec l'insurrection baloutche, laborieusement réprimée jusqu'en 1977, et dont l'Afghanistan est la base arrière. Le Pakistan, en manière de riposte, commence alors à abriter de petits partis islamistes afghans, constitués par des étudiants en exil du même milieu social que les petits chefs khalkis (beaucoup se connaissent personnellement). C'est sous Ali Bhutto que le Pakistan a démarré son programme nucléaire, alors que l'Inde fait exploser sa première bombe sous terre en 1974. La déconfiture totale de l'expérience Ali Bhutto débouche sur une dictature militaire à tendances islamistes au Pakistan, celle du général Zia Ul Ak au pouvoir en 1977 (qui fait exécuter Ali Bhutto). L'État, dont la cohésion a été ébranlée par la sécession bengalienne, tourne alors de plus en plus vers l'Ouest son projet « impérial » auto-légitimant mené au nom de l'islam, puisqu'il ne connaît que des revers du côté indien. Dans l'esprit des généraux, l'Afghanistan devait donner au Pakistan une « profondeur stratégique » contre l'Inde.

C'est dans ce contexte international que Daoud revient au pouvoir à Kaboul en 1973. Il proclame cette fois la République, mais bien sûr sans révolution sociale. Il gouverne d'abord avec la faction Parcham du PDPA, mais il l'écarte bientôt : voulant, avec quelque conséquence, aller vers un Afghanistan réellement indépendant (et bien que la voie qu'il prend soit totalement illusoire), il cherche d'autres appuis et des capitaux du côté notamment de l'Arabie saoudite et de l'Iran du Chah (donc indirectement, à terme, des États-Unis). Le KGB préparait probablement un coup d'État lorsque les événements s'accéléraient en avril 1978. Daoud

procède à l'arrestation préventive de ses adversaires avant d'être assassiné par une alliance d'officiers du Khalk et d'officiers nationalistes. C'est la pseudo-révolution de Saür (avril). Elle impose un gouvernement du seul PDPA, dont les deux factions venaient opportunément de se réunifier sur ordre...

La tentative de construire un État afghan indépendant, à l'époque de l'impérialisme mondial, aux frontières de l'URSS, a donc débouché sur un échec complet, et une situation inédite : l'appareil d'État d'une classe en décomposition de propriétaires fonciers, de chefs tribaux et de dignitaires royaux a échappé à celle-ci et est passé aux mains de la bureaucratie russe. Appeler les paysans au partage des terres, organiser collectivement l'irrigation, la scolarisation, le développement sanitaire, sans attaquer de front les traditions islamiques, ne sera pas le fait de ce pouvoir. D'une part, il conduit des « réformes » par en haut qui ne satisfont aucune revendication populaire, d'autre part, il déclenche des campagnes de persécution anti-religieuse contre les « masses obscurantistes ».

L'ENTRÉE DANS

LA GUERRE SANS FIN.

Le régime néo-stalinien installé en 1978 mène des réformes agraires insuffisantes, refusant toute intervention autonome de la population, tandis que sa politique religieuse déclenche des révoltes endémiques dans tout le pays, les chefs « féodaux » (ainsi désignés par le pouvoir) parvenant le plus souvent à grouper « leurs » paysans contre la fiscalité et l'arrogance du centre [11]. C'est alors que se produit en 1979 la chute du chah d'Iran renversé par les

ouvriers et les paysans (et non par les ayatollahs chi'ites qui vont au contraire reconstruire ensuite au nom de la révolution « islamique » un État contre la vraie révolution). Le chah est renversé par la rue et les soldats insurgés en janvier. En mars, des ouvriers émigrés de retour d'Iran et des soldats prennent le contrôle de la ville d'Herat, élisent des conseils de délégués de type soviétique (des chouras) et proclament la « révolution islamique ». Ces événements sont un coup de tonnerre qui retentit profondément en Afghanistan.

Le pouvoir du PDPA se rétrécit par purges successives et tend à être dominé par un dictateur de fait, Afizullah Amin, chef des officiers du Khalk (et ancien employé... de l'ambassade américaine). Les Hazaras du centre du pays, et les Nouristanis, groupes dont tout pouvoir menant réellement une lutte contre l'oppression aurait su se faire des alliés enthousiastes, se soulèvent contre Kaboul. Au printemps, des groupes maoïstes prennent en otage l'ambassadeur US qui est tué avec eux par la police. L'armée voit se multiplier les mutineries, dont celle de Herat, à l'Ouest, qui menace de se lier directement à la révolution iranienne. L'appareil d'État se disloque, une partie du PDPA en zone tadjik fait elle-même sécession (avec un risque de « contagion » immédiat au Tadjikistan soviétique). Les factions Khalk et Parcham, sous lesquelles le sol se dérobe, et leurs sous-factions, reprennent leur guerre et les coups d'État s'enchaînent. A partir de septembre 1979, Amin élimine le clan Khalk rival de Taraki que le KGB tentait d'imposer, et entre en conflit avec Moscou, ce qui précipite l'intervention. Il est clair que l'effondrement total de l'État afghan est proche, ce qui

créerait un « vide stratégique » au cœur de l'Asie, alors même que l'État iranien lié à l'impérialisme vient de s'effondrer : une situation révolutionnaire à l'échelle d'un continent risquait de s'affirmer à travers le maillon afghan.

L'intervention de l'armée soviétique en décembre 1979, a pour premier effet de geler la situation. L'effondrement révolutionnaire est stoppé, de même que quelques années auparavant le génocide de leur propre peuple par les « Khmers rouges » au Cambodge avait gelé l'onde de choc de la victoire révolutionnaire en Indochine sur les États-Unis. Le stalinisme russe et le stalino-maoïsme chinois ont verrouillé les possibilités de révolution en Asie. Tel fut le sens premier de l'intervention en Afghanistan, même si les considérations qui ont poussé les dignitaires du Kremlin de façon immédiate ont relevé sans doute plus de cette obsession permanente de contrôle et de préservation du statu quo international, obsession contre-productive même de leur point de vue. Il n'y ni projet de « révolution », ni d'assimilation ou même de création d'un État sur le modèle de la Mongolie, mais uniquement la volonté de geler la situation. Les velléités du régime de mener à bien une réforme agraire et d'instaurer la laïcité sont abandonnées avec l'invasion soviétique : l'islam est officiellement la « religion d'État » du régime qui se présente comme une « démocratie » alors que la dictature d'Amin dans les derniers mois s'intitulait « État ouvrier »

Le récit, même militaire, de la guerre des Russes en Afghanistan reste à faire. Pendant la première année, une répression de masse, y compris à Kaboul et dans les villes, a pour résultat le renforcement de toutes les guérillas rurales. Trois États com-

mencent alors à faire de l'Afghanistan un champ d'intervention politique et militaire. Il y a d'abord les États-Unis qui décident d'intervenir par une aide en matériel et en moyens à la résistance. Pour eux, cette guerre est un moyen efficace d'épuiser l'économie soviétique à petit feu, tandis qu'ils accélèrent la course aux armements avancés. Il y a ensuite le Pakistan, qui trouve enfin l'occasion rêvée d'une expansion camouflée et d'une politique d'influence en Afghanistan, tout en se réconciliant avec les États-Unis. Ceux-ci avaient commencé à s'inquiéter de ses projets nucléaires et de ses pulsions agressives, avant « d'oublier » tout cela une première fois. Ils contribuent à faire du Pakistan la grande plate-forme logistique d'une « aide » intéressée à la résistance, dont les moyens financiers sont ventilés sur place par l'émissaire saoudien de la CIA recruté à Istanbul dès le début du conflit, Oussama Ben Laden. L'implication américaine pousse en effet en avant le relais saoudien, « islamiquement » correct et financièrement puissant. L'Arabie saoudite, flanquée des Émirats Arabes Unis, est donc le troisième État qui vient « aider » la résistance afghane pour le compte de l'impérialisme.

LES MÉTAMORPHOSES DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'ORGANISATION POLITIQUE SOUS L'IMPACT DE LA GUERRE

En quelques années, l'état de guerre permanent a des impacts forts sur la société afghane. La révolution sociale n'a pas eu lieu. Mais de très forts bouleversements économiques et sociaux sont provoqués par la guer-

re.

1- les termes de la question agraire sont modifiés par la réduction dramatique des périmètres irrigués, et de l'exploitation dite « féodale » des paysans, qui s'y pratiquait.

2- les composantes de l'ancienne classe dominante sont pour partie liquidées ou ruinées et pour partie recyclées dans les appareils militaro-politiques qui s'affrontent, ceux des différents mouvements de résistance et ceux des occupants, ainsi que dans les nouveaux circuits commerciaux liés à ces appareils.

3- la masse de la population subit des déplacements forcés considérables et des déracinements ; une partie s'entasse à Kaboul qui passe de quelques 700 000 habitants à environ 3 millions et demi d'habitants en dix ans de guerre, plusieurs millions se trouvent dans des camps de réfugiés et dans les villes du Pakistan, d'autres encore vont en Iran.

4- l'économie est progressivement « recomposée » et intégrée à l'économie mondiale à un degré qu'elle n'avait jamais atteint. En fait, on peut dire là encore que c'est la guerre qui accomplit la pleine intégration de l'Afghanistan à l'économie impérialiste mondiale. Cette intégration revêt trois formes éminemment modernes et toutes directement reliées au pôle économiques mondiaux : celle des trafics d'armes ; celle de l'économie de la drogue et des filières de blanchiment d'« argent sale », qui permettent localement l'émergence de propriétaires fonciers, anciens ou nouveaux, prospères ; et celle des circuits de l'aide humanitaire des O.N.G.

L'intervention militaire soviétique, totalement réactionnaire dans ses objectifs, dans ses moyens et dans ses conséquences, devait être combattue : il ne saurait y avoir de doutes

sur la légitimité initiale de la résistance afghane. Elle a été populaire, elle a engagé les habitants de tous âges et des deux sexes dans une lutte prolongée souvent héroïque, elle a usé jusqu'à la corde l'armée dite rouge et a été, c'est un lieu commun mais pour une fois il est justifié, le Vietnam de l'URSS. La résistance afghane n'avait pas d'autre facteur de cohésion politique que la libération du sol afghan. Celle-ci donne un contenu « national » nouveau à l'identité afghane, toutes « ethnies » confondues. Mais il reste à savoir si une identité nationale afghane émerge du conflit : guerre de libération, assurément ; guerre de libération « nationale », c'est nettement moins certain. Globalement, il faut bien comprendre que la logique des soutiens qui « capturent » à leur profit cette résistance, américains, pakistanais et saoudiens, n'a strictement rien à voir avec quelque libération (nationale ou pas) que ce soit.

Avant d'être « aidée » par les services américains, pakistanais et saoudiens, c'est-à-dire avant 1982-1983, car cette « aide » n'a pas été immédiate, la résistance afghane offre un tableau complexe où on peut distinguer quatre composantes [12]. Il y a d'abord les guérillas spontanées unissant les hommes d'un groupe de villages, d'une vallée, derrière des chefs traditionnels, souvent à coloration islamique dans leur idéologie, mais avec cette réserve qu'on ne doit pas les assimiler au fondamentalisme, peu populaire dès cette époque comme par la suite. Il y a ensuite les courants fondamentalistes se réclamant donc d'une visée unificatrice d'ensemble, religieuse, dérivant pour la plupart du Heb e islami basé au Pakistan, relayé par les ulémas pachtoune du Sud, parti fondé dès le début des années soixante-dix et

qui s'est divisé en plusieurs branches, dont la plus forte chez les Pachtoune est celle, violente et agressive avec les autres mouvements de résistance, de Gulbuddin Hekmatyar dont nous verrons le rôle particulier, et dont une autre, à base plutôt tadjik, celle de Gunarubin Rabbani, englobe la guérilla du futur « commandant Massoud ». Un autre courant, dirigé par Yanis Khalis, semble s'être désagrégé durant la guerre, mais le futur chef des talibans, Muhammad Omar, en faisait partie. Ce sont ces courants qui vont être promus par l'« aide » étrangère depuis le Pakistan et vont contraindre les groupes locaux à leur faire allégeance, alors que leurs racines locales initiales n'étaient pas plus profondes que celles des « communistes ». Il y a aussi les soulèvements d'ethnies entières. Ce processus concerne deux d'entre elles, les Hazaras et les Nuristanis, et donne lieu à l'élection, dans des formes traditionnelles, de sortes de gouvernements régionaux. Enfin il y a la résistance des courants « laïques » et « de gauche ». Ce sont les forces les plus faibles, qu'il s'agisse de courants du Khalk qui se sont brouillés définitivement avec Moscou lors de la crise de la fin 1979, de courants nationalistes « afghans », d'organisations maoïstes, voire d'organisations de femmes comme la RAWA (organisation révolutionnaire des femmes afghanes) dont il a été à nouveau question récemment dans la résistance aux talibans. Ces courants ne sont pas parvenus pas à se donner des bases armées à la campagne et sont restés enfermés dans les villes, en butte à une répression féroce (ce qui a poussé certains à se transformer en fondamentalistes, ce qui fut le cas de bon nombre de militants du Khalk). La combinaison de

ces forces contradictoires explique comment, par-delà la défaite des Russes, il y eu reproduction permanente de la guerre.

La résistance afghane tendait à se développer en logique de libération nationale. Mais ce développement n'alla pas jusqu'au bout, à la fois en raison du poids du passé comme des vieilles classes dominantes dont étaient issus les dirigeants de la résistance, même si ceux-ci formaient une nouvelle génération par rapport à leurs aînés, et de celui des facteurs internationaux. On aboutit ainsi à la « libération » de morceaux du territoire correspondant plus ou moins à tel ou tel groupe linguistique, ou ethnies, et à des mouvements en fait assis sur ces ethnies, bien que tous se réclament en principe de la libération de tout l'Afghanistan.

Schématiquement, la carte de l'Afghanistan après le départ des Russes met en évidence des aires à dominante tadjik, ouzbek, pachtoune et hazaras, laissant d'ailleurs un peu en marge d'autres groupes, dont les Baloutches et les Turkmènes. Cette répartition est un résultat objectif de la guerre qui ne semble pas avoir été recherché par les coalitions armées qu'elle concerne. Aux premiers, les Tadjiks, correspondent les forces de l'« Alliance du Nord » avec le célèbre commandant Massoud. La guérilla tadjik est la seule à avoir effectivement débordé en territoire soviétique dans les années quatre-vingt, et la crainte d'un mouvement national tadjik pour l'unification de ce peuple par-dessus la frontière motive les grandes puissances dans leur attitude attentiste ou hostile envers cette coalition, bien que Massoud n'ait en fait pas eu de tels projets. Aux Ouzbeks correspondent des forces qui sont groupées non pas autour d'une composante de l'ancienne résistan-

ce, mais autour d'un morceau de l'ancien appareil d'État néo-stalinien, le Djoumbesh, parti issu de la décomposition du PDPA, formé des milices du général Rachid Dostom. Cette organisation noue des liens, ou les a gardés depuis l'époque soviétique, avec l'Ouzbékistan. Mais elle est également alliée à des milices ismaéliennes (une minorité religieuse) qui trouveront leur répondant, lors de l'éclatement de l'URSS, parmi les ismaéliens du Tadjikistan qui sont, eux, en lutte avec les Ouzbeks (entre autres). Aux Hazaras correspond une organisation assez importante, le parti de l'unité (Hezb e waddat), appellation qui indique que ce parti, « ethnique » de fait, n'a pas d'idéologie que l'on puisse qualifier ainsi, car l'unité qu'il invoque est bien celle de l'Afghanistan.

Restent les pachtoune, dont faisaient partie les groupes dirigeants traditionnels du pays avec les confédérations Ghilzaï et Durani. Les « élites » Khalks et Parcham de Kaboul et de Kandahar les composaient pour l'essentiel. En dehors de celles-ci, les mouvements de résistance s'étaient structurés autour des dirigeants basés à la campagne : les ulémas, « docteurs » religieux et juges traditionnels. En fait, sous les auspices des ulémas, d'assez fortes composantes d'abord pro-russes de l'aile Khalk du PDPA, voire des groupes pro-chinois, ont fourni l'appareil politico-militaire du mouvement le plus violemment islamiste et le plus sectaire envers les autres fronts de la résistance, le Hezb-e-islami de Gulbuddin Hekmatyar, le plus aidé de tous par les services étrangers, notamment pakistanais. La métamorphose de fils de riches, devenus petits chefs de guerre et trafiquants, d'abord jeunes stalinien, puis islamistes, ne doit pas sur-

prendre : le plus total mépris à l'égard du peuple est leur fil conducteur. Il les mènera souvent jusqu'aux talibans, et l'on peut donc supposer comme vraisemblable l'idée que tel ou tel chef policier corrompu, voleur et violeur, qui a commencé sa carrière en promulguant des interdictions de port du voile au temps de la « révolution de Saür », a fini le XX^e siècle en promulguant pareillement l'obligation pour les femmes de se cacher sous ces espèces de scaphandres qui feront bientôt la triste célébrité de l'Afghanistan.

L'ÉVOLUTION DES

RÉPUBLIQUES

EX-SOVIÉTIQUES

D'ASIE CENTRALE

ET LE « GRAND JEU »

Le désengagement d'Afghanistan est l'objectif poursuivi à partir de 1986. Le choix de l'invasion avait été imposé par Brejnev et par les hiérarques des républiques d'Asie centrale, Gorbatchev le remet en cause. L'on perçoit mieux à présent qu'il engage en fait une politique combinée, tant en Asie centrale soviétique qu'en Afghanistan, en liant étroitement les deux zones. En Asie centrale, il opère une recentralisation du pouvoir qui tourne naturellement très vite à la russification. Or, celle-ci s'était atténuée depuis la mort de Staline : l'hérité de fait des bureaucrates, leur grande stabilité durant les années brejnéviennes de « stagnation » qui préparait la restauration de la propriété privée à leur profit, ont favorisé le développement de bureaucraties kazakhe, ouzbèke, tadjik, etc., alors qu'à l'exception partielle du Tadjikistan, l'époque stalinienne avait été celle de la valse des res-

ponsables envoyés depuis le centre. En Afghanistan, Gorbatchev au contraire semble prendre en compte la réalité des territoires « ethniques » et leur neutralisation mutuelle, et il programme la transformation du pouvoir central assiégé dans Kaboul en un pouvoir « national » qui pourrait retrouver dans ce contexte une légitimité, tout en étant tenu à bout de bras par l'aide russe, mais avec un retrait progressif de l'Armée rouge. En 1986 un coup d'État liquide Babrak Karmal, l'homme qui avait « demandé » l'aide russe en décembre 1979, et installe au pouvoir le chef du KGB Najibullah qui bientôt « décommunise » le parti unique PD-PA en le rebaptisant Watan (la patrie). Des négociations sont engagées dans lesquelles les soviétiques proposent l'union nationale aux islamistes basés à Peshawar, qui refusent. C'est Gorbatchev qui a l'idée à cette époque de prendre contact avec le vieux roi Zahir Chah, toujours vert après une vie sans sueur, dans sa résidence de Rome, pour obtenir son appui. C'est l'idée reprise il y a peu par les États-Unis et les Nations unies.

Le retrait soviétique s'opère en 1988-1989, et le plan gorbatchévien paraît réussir, puisque Najibullah tient. En Asie centrale par contre, les réactions populaires très violentes à la seconde russification tentée par Gorbatchev montrent que le rapport de force ne permet plus de reprendre ici l'œuvre de Staline, et le pouvoir moscovite opère un recul en confirmant définitivement les bureaucraties locales kazakhe, ouzbèke, kirghize, tadjik. L'« indépendance » de 1991 ne change rien à cet égard. Tous les PC d'Asie centrale se rebaptisent à leur tour « Watan », « Vatan » ou des termes analogues, restent des partis uniques de fait dans des États bu-

reaucratiques croupions. Le Tadjikistan connaît cependant une guerre civile entre les « communistes » de la région de Khodjent, au Ferghana, traditionnellement dirigeante, et les « islamo-démocrates » du Sud, qui tentent de prendre le pouvoir lors de l'effondrement de l'URSS, mais échouent. Cette guerre débouche sur un état de guérilla endémique dans la zone frontière où l'armée russe reste à demeure.

C'est en Asie centrale que la restauration capitaliste est la moins avancée. Elle prend surtout la forme de projets sur l'avenir que certains commentateurs interprètent comme le retour du grand jeu néocolonial : l'on sait, en effet, que les réserves de pétrole de la mer Caspienne permettraient de relayer un jour les réserves du monde arabe, et que ce jour pourrait être nécessaire avant les années 2020-2030. Les États-Unis et les firmes pétrolières prennent donc des options pour l'avenir. Et pensent y compris au trajet hautement stratégique des oléoducs et gazoducs : l'un devrait acheminer les hydrocarbures vers l'océan indien et l'Asie orientale et pourrait traverser soit l'Iran, ce qui paraissait exclu au début de la décennie 1990 mais ne l'est plus aujourd'hui, soit l'Ouzbékistan, l'Afghanistan et le Pakistan, ce qui est le projet initial et favori des Américains. A cette époque, le grand jeu associe les services secrets pakistanais de l'ISI, l'Inter Service Intelligence qui, comme leur nom l'indique, sont un enfant plus ou moins bâtard de l'Intelligence Service britannique et sont d'ailleurs « en synergie » avec la CIA, les services américains, les firmes pétrolières, les bureaucrates d'Asie centrale, le KGB toujours présent (devenu FSK), et l'appareil politico-militaire et financier-mafieux édifié pendant la guerre d'Afghanistan

sous l'égide de l'ISI, de la CIA et des services secrets saoudiens du colonel Saoud Turki. C'est de cet édifice que Ben Laden est l'un des hommes clef à la fin des années quatre-vingts. Son organisation, al Qaeda (la « base »), s'appelle ainsi non par référence archaïque à on ne sait quelle manière musulmane de comploter depuis d'inexpugnables refuges montagnards, mais au sens de « base de donnée » informatique sur tous les réseaux dits islamistes : cette « base », la Qaeda, a été établie en 1988 sous l'égide de la CIA.

NIER LE FAIT AFGHAN : L'INVENTION DES TALIBANS.

Ainsi, l'aire afghane et plus généralement l'aire irano-centrasiatique, a priori zone « reculée », est devenue en réalité un épicerie de l'évolution des excroissances impérialistes des États centraux dans un sens à la fois mafieux, financier et policier. En 1992, Kaboul est finalement prise par la coalition de l'Alliance du Nord, du Djoumbesh et du Hezb e Wadat hazara. Mais ces forces ne fusionnent pas et le gouvernement de coalition qu'elles constituent (dirigé formellement par Gunarubin Rabbani) demeure artificiel et inopérant. Les Pachtouns n'y ont qu'une place marginale. Le Hezb e Islami d'Hekmatyar, puissamment armé, attaque Kaboul et déclenche ce que l'on a appelé alors la « seconde guerre d'Afghanistan ». En fait, le Hezb, par-delà sa base Pachtoun et plus précisément Ghilzaï, est une machine de guerre contre la reconstitution de l'Afghanistan propulsée par l'ISI pakistanaise avec l'aval des Américains. La violence extrême qu'il pratique, vitriolant des femmes non voilées, a une

fonction : terroriser toute auto-organisation sociale et empêcher la reconstitution de l'État. A cause de ce sale boulot, le Hezb s'aliène même le soutien de son ancienne base pachtoune et se décompose, son chef finissant même par se soumettre à Massoud. Mais il a joué son rôle : les chances de formation d'un nouvel Afghanistan, menace pour l'État artificiel du Pakistan et pour les États non moins artificiels de l'ex-Asie centrale soviétique, sont compromises. Comme s'il était interdit par l'« ordre mondial » que les peuples de ce malheureux pays puissent avoir une souveraineté...

Après Hekmatyar, arrivent les talibans : il leur a déblayé le terrain. Ces « étudiants en religion » ainsi qu'on les appelle sortent des madrasas (écoles coraniques) des camps de réfugiés au Pakistan, organisées par la confrérie déobandi, courant islamique indien traditionaliste. C'est une force qui n'est pas née dans la résistance des années 1980 et qui donne l'apparence d'être nouvelle. Ces madrasas sont en fait encadrées par le Jamiat ulema e islami, l'un des partis islamistes pakistanais. Mais les talibans n'auraient pas réussi sans une implantation interne profonde : leur chef Muhammad Omar, fils de paysans illettrés (dit-on), s'illustre en attaquant et en punissant des chefs de guerre impopulaires, en particulier pour cause de viols, et se présente en protecteur des femmes et des marchands. A Kandahar, il se fait proclamer « émir des croyants ». Il n'y a aucune raison de douter que, dans la situation de détresse de la population, le millénarisme islamique, la croyance en une intervention divine, aient réellement existé. Mais ils ont été, une fois de plus, cruellement déçus [13].

Les talibans réalisent très vite l'unifi-

cation des régions pachtounes et baloutches, avec le soutien pakistanais et la bénédiction américaine, bien que la « communauté internationale » garde des relations diplomatiques avec le gouvernement Rabhani, qui en toute objectivité a encore moins de légitimité que les talibans. Sans que les frontières internationalement reconnues ne soient modifiées, le Pakistan semble réaliser le projet de Daoud, mais à l'inverse : créer un Pachtounistan et en partie un Baloutchistan unifiés, mais à partir du Pakistan. En fait la réunification pachtoune n'est qu'une étape pour préparer la conquête et l'asservissement du reste de l'Afghanistan. A cette « force nouvelle » dirigée par un émir des croyants qui ne se montre jamais, se rallient les chefs du Hezb et les anciens staliniens « purs et durs » du Khalk. C'est en fait un appareil aguerri, peuplé de brutes expérimentées, pour une œuvre de répression de masse. Cette répression apparaît clairement avec la prise de Herat, en 1996, puis celle de Kaboul surtout, en 1997, et quelques temps plus tard celle de Mazar-i-charif, grâce au ralliement d'une partie des milices ouzbeks, autres morceau d'État ci-devant staliniens dans l'édifice taliban. La prise de Mazar-i-charif est suivie de massacres de masse contre les Hazaras. Tout travail est interdit aux femmes qui doivent porter un voile intégral sous peine de châtiments corporels ; elles ne peuvent étudier ni se soigner. Étant donné leur place dans la fonction publique et les professions médicales et paramédicales à Kaboul, cela équivaut à liquider les services publics et de santé. La vie sociale indépendante à Kaboul est supprimée, même si une résistance clandestine vigoureuse persiste. Les Hazaras chi'ites sont en partie mas-

sacrés et le Hezb e Wadat est écrasé. Ses chefs se réfugient en Iran dont les dirigeants leur refusent un armement sérieux. Ismaéliens et hindouistes sont également persécutés, des bibliothèques ismaéliennes médiévales d'un immense intérêt culturel sont détruites.

Ce régime ultra-réactionnaire a sa dynamique propre : c'est celle de la reconstitution, après vingt ans de guerre et de bouleversement, d'une jeune classe dominante à la mentalité de propriétaires d'esclaves, mais intégrée aux circuits modernes de la contrebande, de la drogue, des trafics d'armes et des paradis fiscaux, qui promeut l'analphabétisme et s'intéresse aux technologies militaires les plus sophistiquées. Une sous-caste du monde impérialiste, qui a confisqué la victoire des peuples des montagnes sur l'opresseur russe, soutenue dans son ascension par les États-Unis, sans lesquels elle n'aurait pas pu parvenir au pouvoir. Pourtant, une fois qu'ils tiennent la majeure partie du pays et ont réprimé à peu près tout ce qui bouge, les talibans révèlent rapidement leur incapacité à créer un régime viable à moyen terme. L'économie de la drogue, au nom du combat contre laquelle ils avaient entamée leur « croisade », devient une de leurs assises et le fondement de la nouvelle prospérité de leur centre de Kandahar, qui contraste avec Kaboul dévastée et non reconstruite. Comme pour la cocaïne en Amérique latine, les mesures de prohibition ont surtout pour fonction d'interdire toute organisation des paysans producteurs et d'entretenir des prix élevés pour l'opium.

La stabilisation d'ensemble du pays n'a pas été réalisée. Les forces de Dostom en zone ouzbèke, ainsi que les restes des chi'ites du Wadat, et surtout les forces de Massoud en zo-

ne tadjike, qui trahissant les tadjiks du Sud du Tadjikistan, a fait alliance avec les régimes de Douchanbe et donc de Moscou [14], ont continué à résister, et l'oppression islamiste dans les villes a rencontré une opposition sourde majoritaire. Conscients de ce que les Pakistanais peuvent les lâcher comme ils ont lâché Hekmatyar, les talibans, faute de pouvoir et de vouloir s'appuyer sur des forces nationales afghanes ou mêmes seulement pachtounes, intègrent au cœur de leur dispositif les brigades internationales islamistes formées durant la guerre avec l'URSS par des mercenaires et des volontaires de divers pays, notamment saoudiens, que dirige Ben Laden.

Ces groupes sont toujours des moyens de contrôle de la part des services saoudiens, eux-mêmes liés à la CIA, mais d'un autre côté, ils sont composés d'opposants aux monarchies du Golfe, hostiles à la pérennisation de la présence armée occidentale à la suite de la guerre du Golfe, qui est un facteur de crise extrêmement profond dans les pays de la péninsule arabique et dans leurs appareils d'État. Ben Laden n'est pas un personnage anecdotique du régime saoudien, il sort de ses sommets ; en désaccord avec l'installation des troupes américaines, il séjourne au Soudan puis regagne l'Afghanistan au moment de l'implantation des talibans, dont il devient de fait un dirigeant officieux de première importance [15]. Les réseaux qu'il a animés sont une excroissance des services saoudiens et pakistanais qui voudraient se présenter en bras armé d'une couche dirigeante réactionnaire alternative à la dynastie saoudienne et aux émirs du Golfe. Une telle excroissance des services secrets impérialistes et néo-colo-

niaux, loin d'être une organisation « barbare » du genre des ismaéliens du Moyen Age et autres « vieux de la Montagne », comme le racontent les journalistes, relève tout à fait de l'évolution combinée, financière, mafieuse et policière, qui est celle des États les plus modernes du monde capitaliste actuel.

Les talibans ont été disposés à favoriser les projets pétroliers de l'impérialisme. En 1998, un consortium pétrolier de six sociétés, dont l'Unocal californienne (qui détient 46 % des actions) et la Delta Oil saoudienne (qui en détient 15 %) qui a achevé les coûteuses études de faisabilité sur le terrain à propos de la construction d'oléoducs et de gazoducs acheminant le pétrole de la Caspienne à la côte pakistanaise via l'Afghanistan, fait savoir qu'il a un projet alternatif à travers l'Iran et qu'il est disposé à attendre trois ans « si la paix est restaurée en Afghanistan et si un gouvernement stable, reconnu par la communauté internationale, s'y met en place. » [17] Le délai qu'il se donnait pour régler la question est de... septembre 2001. Quelques mois avant cette date, une mission américaine de haut rang a été dépêchée pour engager une nouvelle négociation dans ce sens.

Le régime des talibans ne s'est pas avéré être le régime efficace dont l'impérialisme rêve pour dominer l'Afghanistan. Il a donc été écrasé sans pitié. Mais l'ensemble des faits que nous avons présentés indiquent la grande difficulté que l'impérialisme aura à en construire un qui serve ses fins comme il l'entend.

Notes

(1) Le lecteur intéressé trouvera dans l'Encyclopaedia Universalis un résumé général

de l'histoire afghane, très approximatif et dépourvu d'une volonté de comprendre les relations sociales sous-jacentes, qui fournit tout de même les grandes lignes indispensables à une première approche.

(2) Les éléments d'une critique de la place faite au fait « ethnique », sans en nier l'importante, se trouvent dans « Territoire, communauté et mobilisation politique en Afghanistan », par Gilles Doronsoro, in *Hérodote* n° 84, 2° trimestre 1997 (voir en particulier les 4 cartes, des « communautés en Afghanistan », des partis en Afghanistan en 1984 et de leurs zones en 1995 et 1996, et la critique méthodologique de ces cartes ; d'autres éléments dans Pierre Centlivre, *Exil, relations interethniques et identité dans la crise afghane*, et, sur une problématique voisine, Marcel Bazin, « Identité ethnique et identité régionale en Iran et en Asie centrale », in *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* n° 59-60, 1991, et le livre *Et si on parlait de l'Afghanistan ?* P. Centlivre et M. Centlivre-Demont, Neuchâtel-Paris, 1988, Recherches et travaux de l'institut d'ethnologie de Neuchâtel.

(3) Il s'agit d'un article publié par Engels dans *The New American Cyclopaedia* en 1858, probablement écrit fin juillet-début août 1857. On ne peut totalement exclure que cet article soit de Marx, qui a écrit pour cette encyclopédie américaine de nombreux articles sur l'Inde, la Chine, la Perse, Engels ayant été malade à l'été 1857. L'Inde et le Caucase sont des secteurs qui ont fortement intéressé Marx et Engels, dont les positions en faveur de la révolte des Cipayes en Inde pourraient être considérées comme faisant partie des toutes premières analyses anticolonialistes modernes.

(4) Ce mémorandum du 5 août 1919 est résumé dans Isaac Deutscher, *Trotsky, le prophète armé*, p.p. 330-333 de l'édition française (vol. 2, UGE, Paris, 1972, collection 10-18).

(5) Récit général de la soviétisation de l'Asie centrale dans la 3° partie du tome 1 de *La Révolution bolchevique* d'Edward Hallet Carr, traduit en français par Andrée Broué,

Minuit, 1972.

(6) La « nation » kazakhe, pour sa part, vouée à la sédentarisation et à la collectivisation stalinienne, n'a pas été ainsi « valorisée » et l'érection du Kazakhstan en république soviétique, en 1936, est un simulacre qui conclut un vrai processus colonial ; le cas du Kirghizstan, république soviétique aussi la même année, est intermédiaire entre le cas kazakh et celui des ouzbeks, turkmènes et tadjiks.

(7) Alexandre Benigsen et Chantal Lemerrier-Quelkejay, Sultan Galiev, le père de la révolution tiers-mondiste, Fayard, 1986, traduit par Suzanne Khalil ; mêmes auteurs, Le Soufi et le commissaire, Seuil, 1986 ; mêmes auteurs, Le « Sultangalievisme » au Tatarstan, Mouton, 1960.

(8) RSS : Rastriyak Swayamsevak Sangh, milice hindouïste fascisante ; BJP : Bharatiya Janata Parti, parti national hindou aujourd'hui au pouvoir.

(9) Sur la naissance du Pakistan, voir aussi l'article récent du Monde par Jean-Luc Racine, 7 octobre 2001.

(10) Ci-dessous j'utilise un article de Farooq Sulehria, « Past, Present and Future of the Left Movement in Pakistan », disponible sur le site du Labour Party Pakistan, <http://www.labourpakistan.org/-article> très intéressant mais qui ignore la question nationale.

(11) Dans Jacques Lévesque, 1979-1989 : L'URSS en Afghanistan, de l'invasion au retrait, Bruxelles, Éditions Complexe, (Collection « La mémoire du siècle ») 1990, 282 pages, on trouvera un résumé des principaux faits.

(12) Le Rapport sur la résistance afghane de Gérard Chaliand, Berger Levrault 1981, reste un excellent tableau de la résistance à ses débuts, malgré les erreurs de pronostic de l'auteur selon qui le temps jouait pour l'URSS, ce qui ne l'empêchait pas d'être en faveur de la résistance afghane au début fort peu aidée par qui que ce soit.

(13) Ahmed Rashid, Journaliste à Islamabad, Taliban : Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia, éditions I. B. Tauris,

Londres, 2000. Cet ouvrage va paraître en français (L'Ombre des talibans, Ed. Autrement) et est présenté dans Téléràma du 3 octobre.

(14) Massoud a été, en outre, bien vu des services français et soutenu par des intellectuels à la mode en France, alors que la CIA le tient en suspicion. Le personnage tranche par sa finesse sur les autres seigneurs de la guerre de la région, et il dit ne pas aimer la guerre, ce qui est tout à son honneur. Mais sa politique est conservatrice et, contrairement aux accusations ou aux espoirs qui se sont portés sur lui, ne vise nullement à l'unification des tadjiks.

(15) Selon Libération du 23 septembre 2001, Ben Laden revient en Afghanistan avant l'arrivée des talibans, à l'appel d'un mouvement alors allié à Massoud...

JEAN-PIERRE HIROU

(1948-2001)

Jean-Pierre Hirou, militant révolutionnaire, est décédé samedi 3 novembre d'une rupture d'anévrisme. Il avait 53 ans.

Nous n'allons pas faire « trop long » sur la tristesse que provoque sa disparition. Jean-Pierre n'aurait pas aimé, avec ce côté direct, abrupt, qui cachait beaucoup de délicatesse et de générosité. Mais elle est tout de même terriblement profonde et très envahissante, la douleur qui touche d'abord sa compagne Michèle, sa famille mais aussi ses amis et ses camarades.

Jean-Pierre avait milité à partir de 1963 au groupe trotskyste Voix Ouvrière puis à Lutte Ouvrière jusqu'en 1979. Il avait, bien sûr, participé à tous les rudes combats des années soixante et soixante-dix. Citons rapidement les affrontements face aux nervis staliniens voulant empêcher physiquement les révolutionnaires de défendre leurs idées auprès des travailleurs ; les accrochages avec les fascistes qui sévissaient sur les campus ou encore les luttes contre la police nous matraquant lors des manifestations contre la dictature de Franco. Mais avant tout, avec une belle énergie, Jean-Pierre a fait partager ses idées à des lycéens et à des travailleurs. Il savait, par sa pratique, que ce n'était pas une question de recette et que ce n'était pas si difficile que cela. Juste une question de conviction, disons plutôt de passion et d'honnêteté intellectuelle.

Il quitta Lutte Ouvrière à la fin de 1979 en même temps que Michèle. Rupture pénible, difficile à surmonter car ils y avaient milité de toute leur âme. Dès lors, Jean-Pierre s'affirma communiste libertaire, sans pour autant rejoindre un groupe organisé. Quelle importance au fond ? Il était toujours et plus que jamais un révolutionnaire du mouvement ouvrier, fidèle à lui-même et à ses convictions fondamentales.

Jean-Pierre n'aimait pas les petits chefs ni ceux qui se prennent pour des grands chefs. L'électorisme n'avait jamais été sa tasse de thé. Il n'aimait pas avaler des couleuvres ni en faire avaler aux autres. Par couleuvres, nous voulons dire ces positions et ces pratiques opportunistes ou douteuses, en regard de l'idéal et du projet communiste révolutionnaire. La duplicité lui faisait horreur.

Il critiquait fréquemment les positions politiques des militants d'extrême gauche, aussi bien en France que dans d'autres pays. Parfois il engageait la polémique avec excès, en s'emportant à partir d'un mot ou d'une formulation équivoque. Cela est infiniment moins grave que d'être indifférent ou accommodant en matière d'idées. Ses critiques sévères mais toujours loyales traduisaient aussi un attachement humain très fort à ces militants qui à son avis se fourvoyaient.

Étranger à l'esprit de secte, Jean-Pierre aimait participer ou assister

aux débats concernant l'avenir des travailleurs. Socialisme ou barbarie, telle était toujours pour lui l'alternative pour l'humanité. Il se rendait régulièrement aux fêtes de Lutte Ouvrière à Presles, aux forums libertaires bien sûr (il avait participé à celui de Daniel Guérin) et tout dernièrement encore à un débat de Carré Rouge et à une fête de la Ligue communiste révolutionnaire à Rouen.

Par ailleurs, il s'en prenait inlassablement aux mensonges et à la démagogie sous toutes ses formes, en premier lieu ceux des serviteurs de la bourgeoisie, gouvernants et bureaucrates syndicaux. Nous avons amorcé une collaboration avec Jean-Pierre sur notre site, en mettant en ligne en septembre dernier sa critique acerbe des dirigeants du PCF se prétendant, aux dernières nouvelles, libertaires !

Depuis plusieurs années, Jean-Pierre avait engagé des recherches historiques sur le mouvement ouvrier et le mouvement révolutionnaire. Il avait publié un livre très solidement documenté *Parti socialiste ou CGT ? 1905-1914 – De la concurrence révolutionnaire à l'union sacrée* (éditions Acratie, janvier 1995). Récemment il nous écrivait : « Je suis toujours disposé à faire un exposé-débat sur le sujet à Rouen, à Dunkerque ou en Navarre... » Il était à la recherche d'un éditeur pour la traduction de son livre en espagnol et il avait de nombreux travaux d'écriture en projet.

C'est un militant fraternel, ayant une expérience précieuse et de vastes connaissances, qui vient de disparaître brutalement.

Le 7 novembre 2001

Nous publions la mise au point de camarades, trotskistes ou anciens trotskystes, adressée à Laurent Joffrin, rédacteur en chef du *Nouvel Observateur*. De larges extraits en ont été publiés dans le courrier des lecteurs de ce magazine.

Monsieur,

Dans le numéro de la semaine du 22 au 28 novembre du *Nouvel Observateur*, vous avez signé un article intitulé : « Une jeunesse chez le vieux » qui rend compte du livre récemment paru et primé d'Edwy Plenel, *Secrets de jeunesse*.

Nous y lisons : « Les trotskystes étaient les protestants des communistes. Cela ne les a pas vaccinés contre l'erreur. A la mort du « Vieux », ils se compromettent, au nom de raisonnements tordus, avec la collaboration ».

Ce ils, qui ne fait pas de distinction, discrédite la publication aussi bien que le rédacteur que l'on dit spécialisé dans la politique et son histoire. Il est diffamatoire pour les militants trotskystes de l'époque, membres du POI (Parti Ouvrier Internationaliste, officielle section française de la IVe Internationale) dont certains payèrent de leur vie leur participation à la lutte clandestine contre l'occupant nazi et le régime de Vichy. Ce fut le cas notamment de Marc Bourhis et Pierre Gueguen fusillés le 22 octobre 1941 à Chateaubriant, de notre secrétaire Marcel Hic, mort à Dora, et de toute une série de nos camarades Français, notamment David Rousset, Roland Filiâtre, Pierre Fournié, mais aussi d'autres nationalités, Allemands, Belges, Grecs, fusillés ou torturés et déportés dans les camps nazis. Journaliste politique classé à gauche, n'avez-vous pas pris connaissance de quelques exemplaires de *La Vérité* clandestine, organe du POI sous l'occupation et dont le premier numéro parut dès août 1940. Grâce à nos imprimeries clandestines il en parut 70 numéros au cours de l'occupation et nous parvînmes à publier et à diffuser illégalement dès 1941 une feuille en langue allemande, *Arbeiter und Soldat*, qui incitait à la désertion les soldats de la Wehrmacht. Si vous aviez lu attentivement le livre d'Edwy Plenel, vous auriez pu apprendre à la page 223 qu'un petit groupe, le CCI (Comités communistes internationalistes), alors extérieur à l'organisation trotskyste officielle, estimant que le pacte Hitler-Staline allait durer une longue période, eut l'idée absurde de l'entrisme dans un parti fasciste, le RNP (Rassemblement National Populaire de Marcel Déat). Rapidement ses membres changèrent d'attitude, participèrent à la lutte clandestine et connurent, eux aussi, la répression.

Les trotskystes sont, avec les anarchistes, les seuls révolutionnaires qui connurent la répression la plus brutale et au même moment de la part des deux dictatures les plus meurtrières du XXe siècle, l'hitlérienne et la stalinienne. Faut-il rappeler que certains de nos camarades condamnés et emprisonnés par Vichy, puis libérés de la prison de Puy-en-Velay en octobre 1943 par un maquis stalinien y furent assassinés parce que trotskystes.

Après la Deuxième Guerre mondiale les trotskystes furent poursuivis et emprisonnés chaque fois qu'ils soutenaient, non seulement en paroles mais aussi en actes, la lutte des peuples colonisés contre leurs oppresseurs.

Les signataires de la présente lettre, anciens militants trotskystes, ou se réclamant du trotskysme, et dont certains sont des survivants de ces diverses répressions vous demandent de la publier dans un très prochain numéro de votre hebdomadaire.

Eliane Berthomé (déportée politique à Ravensbrück), Jean-René Chauvin (déporté à Mathausen, Auschwitz et Buchenwald), Yvan Craipeau (ancien secrétaire et garde du corps de Trotsky), Albert Demazière (ancien condamné à perpétuité par un tribunal de Vichy, libéré du Puy-en-Velay par le maquis, échappe par hasard à la tuerie perpétrée par les staliens), Maurice Flezenszwalbe (interné politique à Lyon en 1942-43), Bernard Jérémiasz (ancien maquisard), Maurice Laval (déporté résistant), Alain Le Dem (dirigeant du PCI de la région bretonne pendant la clandestinité), Maurice Liwart (déporté à Auschwitz), Paul Parisot (interné politique sous l'occupation), Laurent Schwartz (mathématicien, membre de l'académie des sciences).

peler que la politique de « budget participatif » mis en œuvre par le gouvernement de l'État du Rio Grande do Sul et par la municipalité de Porto Alegre, sous direction du Parti des travailleurs (PT), exige d'être soumise à une analyse plus serrée et beaucoup plus critique que cela n'a été généralement le cas.

La discussion sur la situation politique française comprend deux articles (un article d'ensemble, et un autre centré sur la fronde de la gendarmerie) et un dossier. Les articles cherchent à prendre la mesure de la nature et de l'ampleur de la dégradation sociale, mais aussi du degré d'affaiblissement des structures politiques en France, provoqué par la libéralisation, les privatisations et la déréglementation à tous crins, ainsi que par le ralliement de plus en plus complet des partis dits de la « gauche plurielle » au néolibéralisme et au projet impérial américain. Le dossier consacré à l'enseignement technique et professionnel détaille les effets terribles de cet alignement sur le libéralisme sur l'éducation et sur les perspectives offertes aux jeunes, en tant que futurs salariés.

Nous sommes par ailleurs au début d'une campagne électorale où Lionel Jospin et Jacques Chirac (mais aussi Jean-Pierre Chevènement, même s'il cherche à le masquer) vont défendre, à quelques nuances près, la même politique : une version française de la litanie « aucune autre poli-

tique n'est possible » inaugurée par Margaret Thatcher et poursuivie par Tony Blair. Le rejet électoral de cette politique et de ce chantage existentiel qui leur est fait, par les salariés, les chômeurs, les jeunes, ne fait aucun doute. Il sera massif et il atteindra en premier lieu Lionel Jospin.

Dans ce contexte, l'article de Charles Jérémie soutient deux positions. D'abord, que l'enjeu des candidatures d'extrême gauche est important. Les candidats de LO, de la LCR et du PT, peuvent être utiles aux salariés, pour peu qu'ils mettent au centre de leur bataille politique et de leur campagne électorale la préparation d'une mobilisation d'ensemble des salariés, des chômeurs et des jeunes (la même chose vaut bien entendu pour les candidatures de militants en rupture réelle avec Rober Hue et son appareil). Cette mobilisation devrait prendre la forme de la préparation à la grève générale. Telle est la seconde position défendue par Charles Jérémie. Son article inaugure une discussion au sein de Carré Rouge, où tout le monde ne partage pas cette position. D'autres articles viendront donc très vite nourrir la discussion, que nous souhaitons la plus large possible.

On trouvera également dans ce numéro une étude substantielle sur l'histoire de l'Afghanistan, qui permet de mieux comprendre la portée exacte des événements, de dissiper quelque peu le voile de fumée répandu à loisir depuis le 11 septembre.

Enfin, au cours des dernières semaines, nous avons eu à déplorer la disparition de deux hommes qui ont chacun accompagné un moment de la naissance et du développement de notre revue : Jean-Pierre Hirou en novembre, auquel Samuel Holder rend hommage dans ce numéro, et Pierre Bleibtreu, qui vient juste de nous quitter. Nous lui rendrons hommage dans le prochain numéro.

Le « passage à l'euro » provoque une légère hausse du prix de Carré Rouge, resté inchangé depuis le début de notre parution en 1995. Nous avons eu recours au fameux « arrondi », en espérant qu'il sera mieux accepté par nos lecteurs que celui qui peut être constaté sur la quasi totalité des produits de première nécessité... Le numéro passe à 5 euros, l'abonnement annuel à 20 euros. L'augmentation est de 6 % (tout de même !), et elle devrait nous permettre de continuer à équilibrer le budget de la revue.

Signalons pour terminer que notre période de nomadisme est terminée. Nous avons enfin trouvé un local à la fois très central, conforme à nos besoins et qui reste dans nos prix. Il est situé au 7 de la rue Oberkampf, tout de suite à droite après le porche, dans la première cour. Dans le prochain numéro nous indiquerons les jours de réunion du comité de rédaction, évidemment ouvertes à tous ceux qui voudraient y participer.

Précision

Le témoignage de Serge Quadrupani sur la manifestation de Gênes publié dans Carré rouge n° 19 a choqué plusieurs membres de notre revue. Ces camarades estiment en particulier que les références qui y sont faites à la LCR, s'agissant tant de son intervention à Gênes que de sa trajectoire plus générale, sont inadmissibles dans la forme et dans le fond, dans la mesure où elles sortent du champ d'une polémique acceptable sur des différences d'appréciation légitimes. En tout état de cause, il va de soi que la rédaction de Carré rouge laisse à l'auteur de ce témoignage l'entière responsabilité de ses propos.